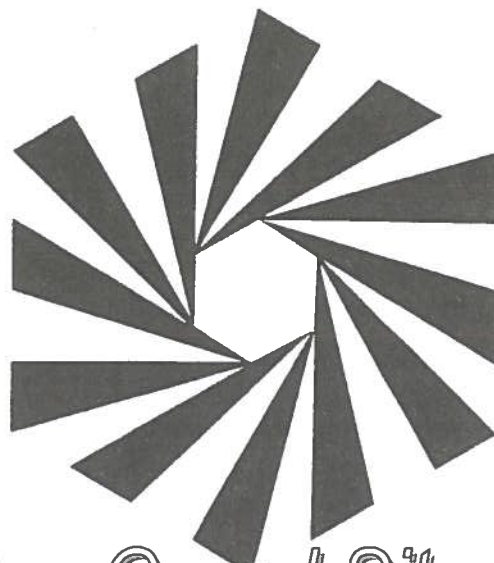


MAGISTÈRE "Aménagement" 3^{ème} année

Mémoire de recherche présenté par

Pierre BROSSARD



La démarche Opération Grand Site et le développement durable des territoires



Année 2003 - 2004

Membre du jury
Bernard LEROI, professeur, Biologie
Jean-Paul CARRIERE, professeur, Aménagement

UNIV. TOURS EPU DA CESA



D 251 004299 4



- REMERCIEMENTS

Ce premier travail de recherche est souvent difficile à appréhender. Après l'engouement du départ, les difficultés font rapidement leur apparition et la nécessité de rencontrer des intervenants se fait sentir...

Pour cela, je tiens à remercier l'ensemble des personnes qui ont contribué de près ou de loin à ce travail d'initiation à la recherche :

- ☞ *Monsieur **Bernard LEROI**, professeur au CESA¹ de TOURS et tuteur de ce travail, pour sa disponibilité, ses précieux conseils et son appui méthodologique tout au long de cette démarche de recherche,*
- ☞ *Madame **Anne-Françoise PILLIAS**, chargé de mission à la DNP² du MEDD³, pour sa gentillesse et son aide si précieuse,*
- ☞ *Monsieur **Antoine SANTOS**, DGA⁴ « Infrastructures et transports » au Conseil général de l'Ardèche, pour l'intérêt qu'il a su porter à cette recherche malgré les responsabilités qui lui incombent,*
- ☞ *Monsieur **Glibert HENRI**, Agent du Conseil général de l'Ardèche en charge de l'agriculture, pour ses conseils ainsi que ses nombreuses relectures.*

Enfin, un grand merci à toutes les personnes qui ont pu être entretenues : qu'elles trouvent ici l'expression de ma reconnaissance la plus sincère.

¹ Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement de TOURS.

² Direction de la Nature et des Paysages.

³ Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

⁴ Directeur Général Adjoint.

« *Le paysage...*

... participe de manière importante à l'intérêt général, sur les plans culturel, écologique, environnemental et social, et ... constitue une ressource favorable à l'activité économique, dont une protection, une gestion et un aménagement appropriés peuvent contribuer à la création d'emplois ;

... concourt à l'élaboration des cultures locales et ... représente une composante fondamentale du patrimoine culturel et naturel de l'Europe, contribuant à l'épanouissement des êtres humains et à la consolidation de l'identité européenne ;

... est partout un élément important de la qualité de vie des populations : dans les milieux urbains et dans les campagnes, dans les territoires dégradés comme dans ceux de grande qualité, dans les espaces remarquables comme dans ceux du quotidien ;

... constitue un élément essentiel du bien-être individuel et social, et ... sa protection, sa gestion et son aménagement impliquent des droits et des responsabilités pour chacun ».

(Préambule de la Convention européenne du paysage, Florence, 20 octobre 2000)

Préambule

- SOMMAIRE GENERAL

REMERCIEMENTS	p 1
PREAMBULE	p 2
SOMMAIRE GENERAL.....	p 3
SPECIFICATION DE LA PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE	p 5

I. Fondements et éclaircissements d'une démarche OGSp 12

A. Le contexte politique et législatif de l'OGS..... p 12

1. L'échelon européen : la convention européenne du paysagep 12
2. Au niveau national : la rénovation de la politique du patrimoine naturelp 15
3. Les instruments réglementaires relatifs à la protection des sites en France.....p 17

B. Les conditions de mise en œuvre de la politique des grands sites p 19

1. Qu'est-ce que la politique des "grands sites" ?p 19
2. Les objectifs de cette politique et les conditions d'éligibilitép 19
3. La programmation d'une OGS.....p 21

C. Devenir un "grand site de France"..... p 25

1. Les objectifs de la labellisationp 25
2. Qui est labellisable ?.....p 26
3. Qui est labellisé ?.....p 26
4. Le réseau des grands sites de Francep 26

D. Exemple de projet d'aménagements (réhabilitations) justifiant la mise en place d'une OGS p 32

1. La réhabilitation « achevée » de l'Aven d'Orgnacp 32

II. Les débats idéologiques parmi lesquels prend place la démarche OGSp 38

1. Le développement durable : historique de 40 ans de réflexions et d'analyses..... p 38

- a. Les débuts du conceptp 38
- b. Les conventions internationales à l'origine de l'évolution du concept.....p 39

2. Les éléments consensuels du concept de développement durable..... p 41

- a. Les principales composantes du développement durablep 41
- b. Les relations qui unissent ces composantes.....p 42
- c. Les principes du développement durablep 43

3. L'appropriation du concept par les champs de compétences et les changements de pratique p 44

- a. Une notion devenue à la mode et trop souvent réduite à un domainep 44

b.	L'influence du concept sur les pratiques de l'aménagement	p 45
c.	Vers une définition opérationnelle du développement durable.....	p 48
4.	Vers une meilleure compréhension de l'outil OGS	p 51
a.	Qu'est-ce qu'une démarche ?	p 51
b.	Pourquoi l'instauration d'une démarche au niveau local ?.....	p 52
c.	L'évolution des modes de pensées et des pratiques de la planification	p 53

III.Sélection des acteurs, des sites et méthodologie d'acquisition des données.....p 60

A.	La détermination des principaux acteurs	p 60
a.	Des difficultés d'ordre méthodologiques.....	p 60
b.	L'identification des principaux acteurs	p 61
c.	La sélection des acteurs	p 63
d.	Le choix des sites	p 67
B.	La méthode d'investigation	p 70
1.	L'entretien qualitatif ciblé : avantages et inconvénients	p 70
2.	Elaboration du questionnaire et de son traitement	p 72

IV. Un développement durable spécifique aux territoiresp 79

A.	La grille d'analyse : outil d'appréciation du discours des acteurs du territoire	p 79
1.	Détermination d'une grille d'analyse où matrice du discours des acteurs du territoire.....	p 79
2.	Etat des lieux des différents acteurs entretenus.....	p 81
B.	Une approche sectorielle du concept de développement durable.....	p 83
1.	Les attentes des acteurs du territoire	p 83
2.	Les réalisations/les projets des acteurs du territoire	p 84
3.	La conception du développement durable des acteurs du territoire	p 87
4.	Synthèse du discours des acteurs du territoire.....	p 88
1.	L'interprétation des attentes	p 89
2.	L'interprétation des réalisations	p 89
3.	L'interprétation de la conception du développement durable.....	p 92
5.	Pistes de réflexion et limites de l'étude	p 93
a.	Les pistes de réflexion	p 93
b.	Les limites de l'étude	p 98

CONCLUSION	p 99
TABLE DES MATIERES.....	p 100
BIBLIOGRAPHIE	p 102
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	p 106
TABLE DES SIGLES.....	p 108
TABLE DES ANNEXES	p 111



Spécification de ma problématique de recherche

Présentation et spécification de la problématique de recherche

⇒ *Choix du sujet et cadre d'analyse*

L'intérêt qui m'est apparu pour ce sujet vient de ma sensibilité aux problématiques environnementales. En effet, l'environnement a pris une place prépondérante, depuis à peu près une vingtaine d'années (date du rapport Brundtland en 1987¹), dans la plupart des sociétés industrialisées. Il est devenu une composante incontournable dans les différentes politiques d'aménagement du territoire. Cet aménagement évolue vers la notion de développement/devenir du territoire. La réappropriation des territoires est, de nos jours, encouragée pour accompagner la mutation du monde rural dans une société de plus en plus urbaine (projet de loi sur les territoires ruraux).

Pour tenter de faire face au phénomène de dévitalisation, certains territoires ruraux misent sur leur patrimoine considéré comme un élément à redécouvrir pour devenir un vecteur de développement local. Selon Lévy et Lussault : "Le patrimoine est un ensemble d'attributs, de représentations et de pratiques fixés sur un objet non contemporain (chose, œuvre, idée, témoignage, bâtiment, site, paysage, pratique) dont est décrétée collectivement l'importance présente intrinsèque (ce en quoi cet objet est représentatif d'une histoire légitime des objets de société) et extrinsèque (ce en quoi cet objet recèle des valeurs supports d'une mémoire collective), qui exige qu'on le conserve et le transmette"².

Le patrimoine est souvent associé dans l'esprit des gens à des monuments bâtis, culturels et peu souvent à des monuments naturels. L'objet de ma recherche n'est certes pas ici de tenter d'expliquer le pourquoi de cette tendance, mais il m'apparaît important de souligner la valeur patrimoniale que peut avoir une entité paysagère ou écologique. Il est important également **d'insister sur l'aspect conservation et gestion de ce patrimoine naturel car c'est bien ici l'objet de ce mémoire qui traite des grands sites**. Ceux-ci, pourrait-on dire, sont des lieux emblématiques du territoire français, les trois étoiles des guides touristiques, gravés dans l'esprit de chacun.

Mais qu'est-ce qu'un grand site ? "Ce sont des sites à caractère essentiellement naturel de grande notoriété, socialement consacrés, cette reconnaissance sociale se traduisant par une forte fréquentation"³. Pour faire face à cette fréquentation excessive, l'Etat propose une démarche originale et pragmatique : **les OGS**⁴ ayant pour objectif principal une meilleure régulation des flux touristiques afin d'éviter une dégradation du site.

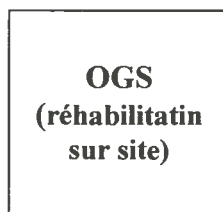
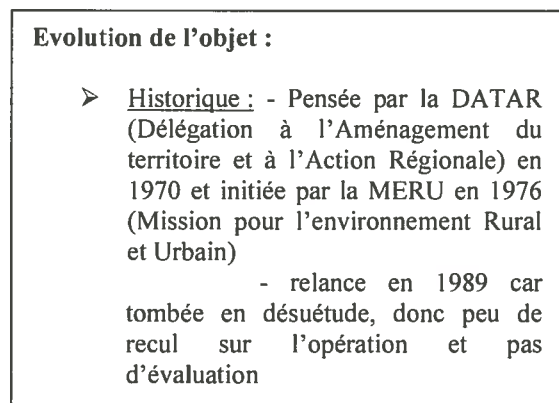
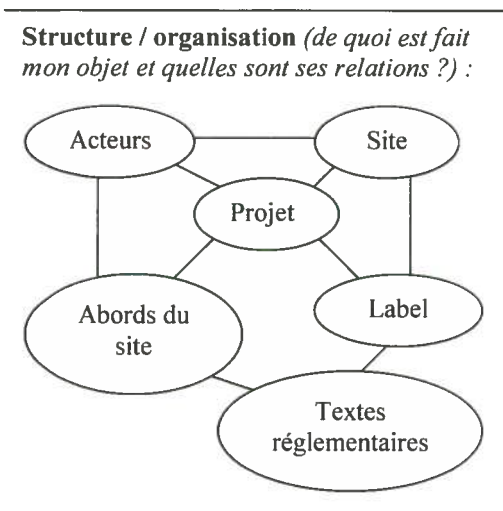
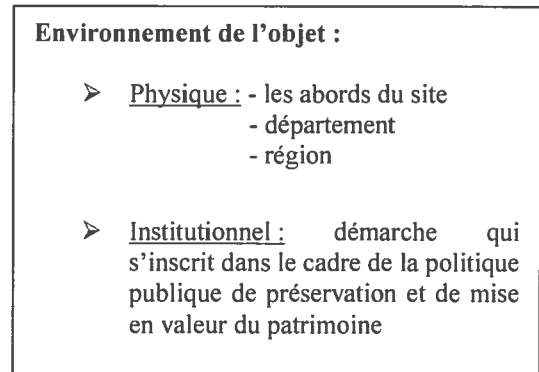
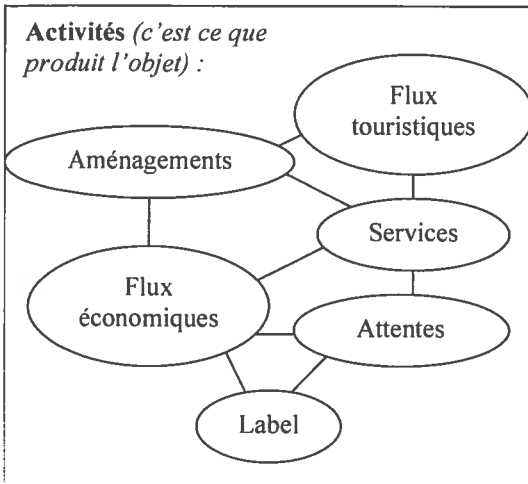
¹ Gro Harlem Brundtland, première ministre de Norvège et présidente de la CMED de 1983-1987.

² Lévy J. et Lussault M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, édition Belin, 2003.

³ Atelier Technique des Espaces Naturels, "*Vaut le détour !*" *Les grands sites*, ATEN/ICOMOS, 1999.

⁴ Opérations Grands Sites.

⇒ **Schéma théorique n° 1 : La problématique d'ensemble**



Finalité

Obtenir une démarche de réhabilitation fondée sur une logique de **développement durable** :

- préserver l'équilibre physique et la qualité paysagère
- Mettre en place une structure de gestion responsable et viable
- Permettre que les mesures adoptées bénéficient au développement local des communes, supports de ces opérations.

Réalisation : Pierre Brossard

⇒ *Spécification de la problématique de recherche*

Aujourd'hui, le besoin d'une réflexion méthodologique approfondie se fait sentir pour dégager une vision d'ensemble sur le devenir de ces grands sites. Elle doit mettre l'accent, au delà de leur remise en état paysagère ou écologique, sur les conditions de leur gestion patrimoniale sur le long terme, conciliant préservation environnementale, accueil du public et **développement local**. Selon B.Pecqueur : "Ni mode, ni modèle, le développement local est une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent"⁵.

En effet, il est important de rappeler qu'un site n'est en général pas un espace clos. La réflexion sur son identité amène souvent à le cerner, à le circonscrire, en fonction de ses caractéristiques naturelles (géomorphologiques, paysagères, végétales...), ou en fonction de l'expérience plus ou moins consciente du visiteur et de sa sensation d'être "dans le site" ou de ne plus être "dans le site". Cette réflexion ne doit pas pour autant isoler le site de son environnement territorial (logique systémique).

Les notions "d'abords"⁶ ou de "territoires environnants" du site sont très importantes du point de vue économique et social, car en incluant le fonctionnement d'un site dans la vie du pays environnant, on établit pas seulement des relations de continuité entre les paysages, mais aussi entre des activités agricoles, commerciales, touristiques, qui peuvent être facteur de développement local.

Ce mode de développement, certes nécessaire pour le devenir de ces territoires, est souvent source d'enjeux, de confrontations et de conflits qui nuisent à l'épanouissement des populations locales et de leur environnement. Bon nombre de gouvernements, signataires du sommet de la Terre de Rio⁷, ont mis en place des institutions chargées d'intégrer le concept de développement durable dans les lois et les politiques locales. Dans ce contexte, « l'état d'esprit » vers lequel tend le **développement durable** est-il respecté ?

- Concernant le constat d'insatisfaction : A l'heure actuelle, nous avons une connaissance faible du fonctionnement et des enjeux territoriaux qu'une OGS génère. Plus particulièrement sur la conception, la vision, que les acteurs du territoire ont de cette démarche.

⁵ Pecqueur B., *Le développement local, mode ou modèle*, Syros, Paris, 1989.

⁶ Atelier Technique des Espaces Naturels, *"Vaut le détour !" Les grands sites*, ATEN/ICOMOS, 1999.

⁷ *Sommet de la Terre de Rio* : 174 nations membres de l'ONU reconnaissent la nécessité de mettre en œuvre un programme mondial pour assurer la préservation de l'environnement et favoriser le développement économique et social des peuples, juin 1992.

- La question générale de recherche : Cet état de fait m'a tout naturellement amené à me poser la question suivante : Quelles sont les attentes des acteurs du territoire lors de la mise en œuvre d'une OGS ?

☞ En la resserrant, plusieurs réflexions se sont dégagées :

- La démarche OGS est-elle en soit un projet fédérateur pour les territoires concernés ?
 - Quel rôle joue, dans ce processus, la population locale ?
 - Les acteurs, autour de la table, sont-ils tous présents ?
 - Cette démarche est-elle soucieuse de l'idée du développement durable ?
- La question spécifique de recherche : Ces interrogations m'ont toutes fait converger vers la réflexion suivante : ***"Durant la réalisation d'une OGS, dans quelle mesure le discours des acteurs du territoire, à travers leurs attentes et les projets qu'ils supportent, est-il porteur de la dimension du développement durable ?"***

⇒ *Objectif et intérêt scientifique du sujet*

L'objectif est ici de connaître les a priori (l'argumentaire) des acteurs du territoire en matière de développement durable et, de voir comment cela se traduit dans les propositions concernant les modalités de gestion et d'interventions concrètes (aménagement) sur le territoire. Il y a donc une dimension à la fois exploratoire et critique. Est-ce que les acteurs prennent simplement prétexte de la commande et de la référence au développement durable, énoncés dans les objectifs de la démarche OGS, pour mettre tout et rien sur la table ?

Où alors est-ce qu'il y a une conscience minimale de ce qu'est le développement durable et, lorsqu'on regarde la totalité de la demande sociale (de part les acteurs, leur discours) on sent qu'il y a une considération minimale ?

L'intérêt scientifique de cette étude ciblée sur quelques sites serait de faire avancer la recherche fondamentale dans le domaine de l'aménagement du territoire et, plus particulièrement dans la connaissance du degré de cohérence entre : une référence au développement durable reconnu scientifiquement, celle ayant engendré la commande publique (l'Etat) et, quelle est sur le terrain l'acceptation du développement durable qui peut être décodée à travers le discours des projets. Ceci permettant de voir si il y a une forme de concordance entre la vision nationale (étatique) et son émanation locale ou, si le terme de développement durable est juste un prétexte "à la mode" pour reprendre par exemple un aménagement, une stratégie de financement...

Mais l'intérêt se situerait également au niveau de la recherche appliquée, plus précisément dans le domaine de l'aide à la décision. En effet, en quoi cette étude théorique pourrait elle être utile pour une maîtrise d'ouvrage actuellement en cours ? Comment appliquer cette construction méthodologique à un projet en cours d'élaboration ?

Cette maîtrise d'ouvrage correspond, actuellement, à la mise en place de la deuxième phase de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche dans le département de l'Ardèche (07). Le stage que je dois y effectuer, au conseil général du 10 mai au 1^{er} septembre, pourrait être un bon moyen de trouver ce lien entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Autrement dit, comment à partir d'une analyse théorique, un praticien de l'aménagement peut-il conseiller un maître d'ouvrage (le conseil général) sur un projet en cours ?

⇒ *Mes "règles du jeu"*

Cette étude théorique portera sur les sites : du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche, des Gorges du Tarn, des Gorges du Verdon, de l'Aven d'Orgnac et du Puy-de-Dôme tous obéissant à une OGS. L'impossibilité, compréhensible, de ne pouvoir étudier toutes les OGS, en cours de réalisation et celles étant terminées, donne cependant un caractère non généralisable aux résultats de cette analyse. Néanmoins, cette étude théorique est un premier pas vers une meilleure compréhension des « logiques d'acteurs » sur les problématiques environnementales.



Découverte de l'OGS...

*Présentation de la
première partie*

1



I. Fondements et éclaircissements d'une démarche OGS

Cette première partie a pour finalité d'éclairer le lecteur sur la structure et l'organisation d'une OGS. L'objectif étant ici de répondre à la question suivante : "de quoi est fait mon objet et quelles sont ses relations ?"¹. Ce recadrage me semble nécessaire vu le particularisme tant au niveau réglementaire qu'au niveau du processus de mise en œuvre dont fait preuve une OGS, qui, rappelons le, est une démarche et non une procédure.

Mais il est également important de préciser le contexte politique, tant au niveau européen qu'au niveau national, dans lequel se situe la démarche OGS. Ce préalable est essentiel pour comprendre « l'esprit » et la « trame » des textes réglementaires nationaux concernant la démarche OGS qui seront exposés dans cette partie.

A. Le contexte politique de l'OGS

1. L'échelon européen : la convention européenne du paysage²

➡ Les grands enjeux et objectifs de la convention

La convention a pour objet de promouvoir la protection, la gestion et l'aménagement des paysages européens et d'organiser la coopération européenne dans ce domaine (Article 3 de la Convention - Objectifs). Il s'agit d'assurer la protection, la gestion et l'aménagement des paysages européens par l'adoption de mesures nationales et la mise en place d'une coopération européenne entre les Parties.

Le préambule de la Convention vise à souligner **les enjeux** qui la sous-tendent en mettant en avant les points suivants :

« ...La Convention s'inscrit dans le contexte des travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine du patrimoine naturel et culturel, de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de l'autonomie locale,

Le souci du développement durable énoncé à la Conférence de Rio en 1992 donne au paysage une place essentielle en tant que **facteur d'équilibre** entre un patrimoine naturel et culturel reflet de l'identité et de la diversité européenne, et **ressource économique créatrice d'emplois et liée à l'essor d'un tourisme durable** (Le Préambule de la Convention fait état du souci des Etats membres du Conseil de

¹ Cf. supra, schéma théorique de la problématique d'ensemble, p 7.

² Pour plus de détails, voir le site officiel du Conseil de l'Europe, www.coe.int, La convention européenne du paysage, Florence, 2000.



l'Europe de "parvenir à un développement durable fondé sur un équilibre harmonieux entre les besoins sociaux, l'économie et l'environnement"),

Le paysage joue un rôle important en tant qu'élément de l'environnement et du cadre de vie des populations aussi bien en zone urbaine que rurale tant pour les paysages remarquables que pour ceux du quotidien. De ce fait, le public est invité à jouer **un rôle actif** dans sa gestion et son aménagement, et doit se sentir responsable de son devenir,

Le Rapport explicatif de la Convention considère que les populations européennes demandent que les politiques et les instruments qui ont un impact sur le territoire **tiennent compte de leurs exigences** concernant la qualité de leur cadre de vie,

Le rapport considère que les activités des autorités publiques en matière de paysage ne peuvent donc **plus rester seulement un champ d'étude** ou un domaine d'intervention restreint, du **ressort exclusif de certains organismes scientifiques et techniques spécialisés**,

Le paysage **doit devenir un sujet politique d'intérêt général** parce qu'il contribue de façon très importante au bien-être des citoyens européens et que ces derniers ne peuvent plus accepter de « subir leurs paysages » en tant que résultat d'évolutions de nature technique et économique décidées sans eux. Le paysage est l'affaire de tous les citoyens et doit être traité de manière démocratique, notamment aux niveaux local et régional,

La reconnaissance **d'un rôle actif des citoyens dans les décisions** qui concernent leurs paysages peut leur donner l'occasion de s'identifier avec les territoires et les villes où ils travaillent et occupent leur temps de loisir. En renforçant la relation des citoyens avec leurs lieux de vie, ils seront en mesure de **consolider à la fois leurs identités et les diversités locales et régionales en vue de leur épanouissement personnel, social et culturel**,

Cet épanouissement est la base du développement durable du territoire concerné, car la qualité du paysage constitue un élément essentiel pour la réussite des initiatives économiques et sociales de caractère privé et public. L'objectif général de la Convention est d'enjoindre les pouvoirs publics à mettre en oeuvre, aux niveaux local, régional, national et international, des politiques et des mesures destinées à protéger, à gérer et à aménager les paysages d'Europe, **afin de conserver ou d'améliorer leur**



qualité et de veiller à ce que les populations, les institutions et les collectivités territoriales reconnaissent leur valeur et leur intérêt et participent aux décisions publiques y afférentes. La Convention exige **une attitude tournée vers l'avenir** de la part de tous les acteurs dont les décisions influencent la protection, la gestion ou l'aménagement des paysages. Elle a des **conséquences** dans de nombreux domaines de la **politique** et de **l'action publique** ou **privée, du niveau local au niveau européen,**

les Etats membres du Conseil de l'Europe, soucieux de promouvoir les idéaux qui sont leur patrimoine commun par des accords internationaux ont avec le paysage, un patrimoine précieux à entretenir et à gérer grâce à une **coopération internationale** effective et organisée autour d'un instrument juridique exclusivement consacré au paysage. Le Préambule de la Convention reconnaît que la qualité et la diversité des paysages européens **constituent une ressource commune pour la protection, la gestion et l'aménagement** de laquelle il convient de coopérer. Les paysages d'Europe présentent un intérêt local, mais ont aussi une valeur pour l'ensemble de la population européenne. **Ils sont appréciés au-delà du territoire qu'ils recouvrent et des frontières nationales,**

En outre, certains paysages présentent des **caractéristiques communes de part et d'autre d'une frontière** et des **mesures transfrontalières** sont alors **nécessaires pour appliquer les principes d'action.** Enfin, les paysages sont exposés aux influences, favorables ou défavorables, de processus qui peuvent se déclencher dans d'autres zones et faire sentir leurs effets par-delà les frontières. C'est pourquoi, il est légitime de s'occuper des paysages au niveau européen... ».

➡ *L'attribution d'un « Prix du paysage » par le Conseil de l'Europe*

La Convention prévoit l'attribution d'un Prix du paysage du Conseil de l'Europe. Celui-ci constitue une **reconnaissance** de la politique ou des mesures prises par des collectivités locales et régionales ou des organisations non gouvernementales en matière de protection, de gestion et/ou d'aménagement durable de leurs paysages, faisant preuve d'une **efficacité durable** et pouvant aussi **servir d'exemple** aux autres collectivités territoriales européennes.

Ce prix contribue par conséquent à **stimuler les acteurs locaux** pour encourager et reconnaître une gestion exemplaire des paysages. Il est décerné par le **Comité des Ministres**, sur proposition de l'organe chargé du suivi de la mise en oeuvre de la Convention.



2. Au niveau national : la rénovation de la politique du patrimoine naturel³

□ *Le contexte*

Les OGS s'inscrivent dans le cadre de la politique nationale de protection, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel et paysager. A cet égard, il est bon de rappeler que nous sommes dans une période charnière puisqu'un projet de loi sur la rénovation du patrimoine naturel pourrait être présenté en Conseil des ministres en fin d'année 2004. La rénovation de la politique du patrimoine naturel (discours, du 10 septembre 2003, de la ministre du MEDD⁴) est à la fois une **traduction** concrète des principes de la charte de l'environnement, soumise prochainement au Parlement, un **objectif** de la stratégie nationale de développement durable, adoptée en juin 2003 par le Gouvernement, et l'un des **plans d'actions** de la stratégie nationale pour la biodiversité, qui sera adoptée en 2004.

Elle s'inscrit dans l'évolution du contexte politique (**décentralisation, réforme de l'Etat**) et prend en compte les évolutions économiques et sociales : rurbanisation, intensification et déprise agricole, développement des sports et loisirs de nature, construction de projets de territoire, émergence d'une nouvelle gouvernance, sensibilité accrue de la société aux risques et à la qualité du cadre de vie.

□ *L'objectif*

Dans l'esprit et le cadre définis par la stratégie nationale pour la biodiversité, la ministre souhaite rénover et moderniser la politique nationale de protection, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel en veillant à en préserver les incontestables acquis. Il s'agit notamment de l'élargir à l'ensemble du territoire, de tenir compte des évolutions récentes de la demande sociale, **de rapprocher les décisions des citoyens**, et de **limiter les conflits d'usage**.

La ligne directrice proposée se décline en quelques principes :

- L'Etat garant "plutôt que gérant",
- Des territoires labellisés,
- Une gestion concertée et contractualisée.

³ Extraits du site officiel du ministère de l'écologie et du développement durable, www.environnement.gouv.fr.

⁴ Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.



□ *Les priorités*

Plusieurs axes prioritaires de travail ont été identifiés :

- Améliorer la qualité de la **connaissance du patrimoine naturel** et la validation partagée des données pour permettre le débat et faciliter la prise de décision. Cela passe par l'organisation et la structuration d'un système d'information, véritable réseau national des données sur le patrimoine naturel et les paysages, avec l'appui d'un conseil scientifique.
- Faciliter l'identification et l'appropriation collective des **enjeux territoriaux**, la responsabilisation et l'implication de tous les acteurs (acteurs économiques (agriculteurs et forestiers en particulier), mais aussi des propriétaires fonciers et des usagers des espaces naturels (chasseurs, pêcheurs, pratiquants de sports et loisirs de pleine nature)).
- Mettre en œuvre un **projet concerté de gestion contractualisée** entre les acteurs locaux, inscrite dans les dynamiques de développement des territoires sur la base **d'objectifs négociés** et lisibles pour chacun, et ce, dans le respect des engagements internationaux de la France. Dans le contexte de décentralisation, une nouvelle répartition des compétences émerge, dans laquelle l'Etat doit garder une forte responsabilité sur la protection du patrimoine naturel, mais où la gestion et la valorisation de ce patrimoine doivent davantage être appropriées et portées par les acteurs locaux, notamment les collectivités territoriales.
- Renforcer et simplifier **les outils**, notamment, techniques, juridiques, fonciers mais aussi financiers et fiscaux de la politique du patrimoine naturel. Encourager les acteurs motivés par des intérêts communs, infléchir les effets économiques pervers et construire une solidarité financière entre activités économiques découlant de l'usage de la nature et gestion des espaces naturels.

□ *La démarche*

Le MEDD indique que ce vaste chantier se traduira, en juin 2004, par un colloque national, puis, en fin d'année, à l'issue d'une large concertation, de consultations régionales et d'un débat public, par **un plan d'actions** comportant des mesures législatives.



3. Les instruments réglementaires relatifs à la protection des sites en France

Sont exposés ici les principaux outils de protections juridiques concernant la préservation des sites en France. D'autres instruments seraient en mesure d'être cités comme les réserves naturelles, les arrêtés de biotopes...

☞ La loi de 1913

La loi du 31 décembre 1913, sur **les monuments historiques** instaure un périmètre de protection de 500 m de rayon qui s'applique aux abords des monuments historiques classés ou inscrits. A l'intérieur de ce périmètre, toute modification de l'état des lieux est soumise à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

☞ La loi de 1930

Le classement des sites au titre de la loi du 2 mai 1930 est, depuis plus de 70 ans, l'outil par excellence de protection des grands sites. Héritière de la loi de 1906 sur les sites et les monuments naturels de caractère artistique et inspirée de l'esprit de la loi de protection des monuments historiques de 1913, la loi de 1930 concerne les sites naturels comme les sites bâtis, quelle qu'en soit l'étendue. Elle vise en effet la protection *"des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque"*⁵. Elle propose deux niveaux de protection :

- Le classement qui vise au maintien du site dans l'état et soumet tous travaux à l'autorisation du ministre en charge des sites ou du préfet.
- L'inscription, qui impose de présenter une déclaration préalable pour tout projet de travaux.

Il est important de souligner que ces dispositions, à caractère réglementaire, ne créent ni structures ni moyens de gestion spécifiques aux sites. Cependant, la rédaction de documentations d'orientation ou la création d'organismes de concertation et d'intervention sont souvent recherchés à l'occasion du classement des sites les plus sensibles et dans des sites déjà classés.

⁵ Pour plus de détails, voir le site de La Documentation française, www.vie-publique.fr.



On dénombre, en 1997, environ **2700 sites classés** et plus de **5000 sites inscrits** (il est à noter que toutes modifications de l'état des lieux dans un site inscrit sont soumises à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France).

☞ La loi de 1960

La loi de 1960 créant les **parcs nationaux** est venue utilement compléter la loi de 1930. Concernant de vastes espaces dont le milieu naturel présente un intérêt majeur, la création d'un parc est un puissant outil de protection des paysages et des sites inclus dans sa zone centrale. Chaque parc est géré par un établissement public administratif disposant d'une équipe technique de proximité.

Il existe aujourd'hui 7 parcs nationaux : 4 en haute montagne (Vanoise, Ecrin, Mercantour et Pyrénées), 1 sur une île incluant un territoire maritime (Port-Cros), 1 en moyenne montagne avec une activité économique traditionnelle (les Cévennes) et 1 en outre-mer (Guadeloupe).

☞ La loi paysage

Instituée par les lois de décentralisation de 1983, "**la loi paysage**" du 8 janvier 1993 organise une claire répartition des compétences entre l'Etat, garant de la protection et de la mise en valeur "des territoires remarquables par leur intérêt paysager" et les communes tenues d'intégrer ces priorités dans la gestion de leur territoire ; ainsi elle complète l'appellation ZPPAU, qui devient, en l'élargissant au paysage, zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP⁶). Elle détermine un périmètre et des modalités de protection adaptés aux caractéristiques du patrimoine local.

La ZPPAUP peut donc constituer un outil de protection intéressant pour certains paysages remarquables. Elle peut-être instituée autour des monuments historiques et dans les quartiers, sites et espaces à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou culturel. Elle est établie au terme d'une étude approfondie sur le patrimoine et débouche sur une réglementation adaptée au site.

☞ La maîtrise foncière des sites

Pour terminer ces différents aspects réglementaires, il est important de rappeler que la protection d'espaces remarquables passe par leur **maîtrise foncière**.

⁶ Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.



Cette maîtrise se fait par des collectivités ou des établissements dont c'est la vocation.

Les acquisitions des Départements au titre des espaces sensibles, celles du Conservatoire du littoral et des Conservatoires régionaux des espaces naturels, permettent la préservation de nombreux sites et paysages du territoire français.

B. Les conditions de mise en œuvre de la politique des Grands Sites⁷

1. Qu'est-ce que la politique des "Grands Sites" ?

La politique des "Grands Sites" se **fonde** avant toute chose sur une **demande locale**. Elle est soutenue par le MEDD et, est appuyée par une **concertation** constante entre l'administration à l'échelon central et déconcentré, les élus locaux et les professionnels **pour définir en commun** des projets de réhabilitation des sites et de leurs paysages.

Une OGS se veut être une démarche **originale et pragmatique**. Sa finalité première est de répondre au problème de dégradation d'un site majeur sur le plan national et à ce titre classé. Victime de sa notoriété et généralement d'une surfréquentation touristique, c'est un lieu où l'accueil est indigne de sa renommée. Il s'agit donc de procéder à la remise en état d'un espace en partenariat avec les collectivités territoriales et grâce au suivi et au concours financier de l'Etat.

Il s'agit donc bien d'une **démarche de projet, fondée sur la concertation**, la recherche de solutions appropriées au site, suivie d'une contractualisation autour d'objectifs précis et d'un programme d'actions **qui doit tenir compte de l'existence de retombées économiques locales**.

2. Les objectifs de cette politique et les conditions d'éligibilité

□ Les objectifs

Pensée par la DATAR⁸ en 1970, initiée en 1976 par la MERU⁹, relancée dans le cadre d'une communication commune des ministres de l'équipement et de l'environnement, cette

⁷ Les propos de cette partie s'inspirent largement *des différentes circulaires* de la Direction de la Nature et des Paysages, Sous-direction des Sites et des Paysages, Bureau des Actions Territoriales, Paris, avril 1997.

⁸ Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.

⁹ Mission pour l'Environnement Rural et Urbain.



politique a pour fondement la volonté de conduire cette démarche en partenariat avec les élus locaux, en étroite concertation avec eux et ce avec un triple objectif :

- **Restaurer** et assurer de manière pérenne les équilibres physiques et **la qualité paysagère du site**,
- **Déterminer** une politique d'entretien et de **gestion (à long terme)** reposant sur une structure responsable de la mise en œuvre des actions de remise en valeur du site et de son animation,
- **Permettre** que les mesures adoptées bénéficient au **développement local** des communes supports de ces opérations.

Il s'agit donc bien d'une **démarche de développement durable**.

□ *Les conditions d'éligibilité*

Comme il a été précisé plus haut, une OGS ne revêt **aucun caractère juridique et ne constitue pas une procédure réglementaire** par elle-même. Toutefois, pour pouvoir bénéficier d'une telle démarche, un site doit réunir certaines conditions préalables indispensables :

- **Etre un site classé** (art. L 341-1 et suivants du code de l'Environnement), cette protection pouvant être complétée par d'autres dans les zones bâties (ZPPAUP par exemple),
- **Etre un espace d'intérêt national**, c'est-à-dire être un paysage remarquable, symbolique ou d'une portée culturelle largement reconnue et socialement consacrée,
- **Connaître des périodes de fréquentation excessive** au point de perdre les qualités esthétiques, naturelles ou culturelles qui sont à l'origine de sa réputation,
- **Faire l'objet d'une volonté de réhabilitation et de gestion pérenne, soutenue par un large consensus au niveau local**.



3. La programmation d'une OGS

Sur la base d'une expérience déjà ancienne, un cadre est proposé à cette démarche afin qu'elle aboutisse dans les meilleures conditions. **Cependant, la nature des phases exposées peut éventuellement entraîner des variantes au cadre de référence** exposé ci-dessous.

Une OGS comprend deux phases distinctes :

- **Les études préalables** à la définition du projet
- **Les travaux**

Chacune de ces deux phases comporte une intervention financière conjointe des instances publiques locales ou communautaires, de l'Etat et éventuellement du secteur privé (mécénat). La part de l'Etat n'excède pas, le plus souvent, la moitié des dépenses financées dans chaque phase. Les **études préalables** relèvent du **chapitre 57.20/60** (protection de la nature) et **les travaux** (subventions) du **chapitre 67.20/60** (même intitulé). Ces deux chapitres sont gérés par la sous-direction des sites et des paysages de la DNP¹⁰ (MEDD).

☞ Phase 1 : les études et le projet

Avant tout lancement d'étude, il faut une véritable **volonté politique locale** de réaliser et de mener à bien le projet. De là, il est souhaitable que se constitue, sous l'égide du préfet, **un comité de pilotage** associant les élus et les différents services déconcentrés de l'Etat compétents. Sous l'autorité du préfet, **les études préalables** à l'élaboration d'un programme général d'aménagement seront lancées après désignation par celui-ci du service chargé de la coordination technique, le plus souvent la DIREN¹¹. Ces études préalables comportent les volets suivants :

- a. *Une analyse diagnostic* faisant l'état des lieux et portant un regard critique sur les dysfonctionnements liés au site.
- b. *Une enquête fine de fréquentation du site* : typologie, comportements des visiteurs, variations saisonnières, impact sur l'image et l'intégrité du lieu (aspect esthétique, état de la couverture végétale, maintien de la faune et de la flore) mais aussi dénombrement des ressources d'hébergement et détermination d'un seuil de saturation (**la capacité d'accueil**).

¹⁰ Direction de la Nature et des Paysages.

¹¹ Direction Régionale de l'Environnement.



- c. *Une analyse du site dans toutes ses composantes* : paysage (histoire et morphologie), bâti, patrimoine naturel et relation économique avec les communes qui le composent ou qui l'entourent.

Au vu de ces résultats, **un projet de réhabilitation** du site est formalisé dans un document d'orientation. Ce document est adressé au ministre de l'environnement avec la demande d'un **accord de principe** pour la réalisation d'une OGS. Après cet accord de principe préalable et l'approbation de ce document par l'administration centrale, le comité de pilotage établit **un programme général de réhabilitation et de mise en valeur du site**, en veillant à ce que la réhabilitation reste au centre des préoccupations en regard des aménagements projetés.

Ce projet de programme général définit **un schéma global de fonctionnement du site** (comprenant, par exemple, des actions de maîtrise de la fréquentation ainsi qu'une amélioration des conditions d'accueil), prévoit **la réalisation des travaux nécessaires** à sa remise en état telle que définie dans le projet et propose **un plan de financement détaillé** incluant les différents engagements financiers.

A ce stade, il est recommandé que soient recueillis les avis de la CDS¹² et de la CSS¹³

Enfin, le comité de pilotage s'attache à définir **une structure de gestion et d'animation** disposant de moyens de fonctionnement assurés (liés à l'exploitation du site par exemple) et **une structure de maîtrise d'ouvrage** pour que soient pérennisées les qualités paysagères retrouvées du site (structure de gestion et maîtrise d'ouvrage peuvent être confondues). Il peut s'agir **d'une association loi 1901**, mais le plus souvent cette structure prend la forme d'un **syndicat mixte**. Auprès de cette structure, il peut être prévu **un comité d'orientation consultatif**, ayant la même composition que le comité de pilotage et reprenant la suite.

Le programme général, le choix de la structure de gestion et le plan de financement sont examinés pour avis par les services compétents de la DNP. Une fois son approbation acquise, **une convention** est préparée par le comité de pilotage entre les collectivités territoriales impliquées, les autres partenaires financiers et le préfet, et, **est signée** afin d'en formaliser les engagements.

¹² Commission Départementale des Sites.

¹³ Commission Supérieure des Sites.



🔗 Phase 2 : les travaux

Pour la mise en œuvre du projet, le maître d'ouvrage du site sollicite auprès du ministre de l'environnement, au titre de la loi de 1930 sur les sites, **l'autorisation** de réaliser les travaux de réhabilitation définis dans le programme général.

Le dossier établi à cet effet définit clairement la situation du projet au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur qui lui sont applicables et le cas échéant, des dispositifs particuliers des lois littoral et montagne.

Il détaille les différentes opérations retenues dans le programme général et leur plan de financement. L'autorisation ministérielle de travaux en site classé est un **préalable** à la mise en place des financements accordés par l'Etat, conformément au plan financier retenu et au calendrier des travaux programmés.

Dans cette phase, un **suivi** de la qualité d'exécution des travaux est primordial pour que soit respecté l'esprit autant que la lettre des OGS dans leur réalisation sur le terrain.

Depuis la relance de cette politique, l'Etat a cofinancé au titre des OGS **une vingtaine d'opérations**, avec une participation financière moyenne de l'Etat se situant aux alentours de **780 000 € (soit environ 5MF)**. Chacune de ces opérations est ambitieuse, souvent délicate à mener du fait de ses **enjeux** et de la nécessité d'établir un véritable **consensus** entre tous les **acteurs (attentes)**.

Une OGS s'inscrit donc nécessairement dans la **durée** et, nous pouvons l'affirmer, a pour ambition d'être **un projet fédérateur**. *C'est en cela que cette démarche est originale de part un processus de gestion de l'espace à forte valeur paysagère.* Fruit de l'expérience passée, elle est issue d'une volonté qui se veut pragmatique et adaptative aux données locales. Ce savoir-faire acquis nourrit une méthodologie et un enseignement applicables à la mise en valeur d'autres types d'espaces.

- 9

Aven d'Ornac – Ardèche – GRF
- 1

Ballon d'Alsace – Territoire de Belfort / Vosges
- 2

Bastide de Monpezat – Dordogne
- 3

Bonifacio – Corse du Sud
- 4

Dune du Pilat – Gironde
- 5

Jardin du Rayol (1^{ère} phase) – Var
- 6

La Restonica (1^{ère} phase) – Haute-Corse
- 7

Montagne Sainte-Victoire – Bouches-du-Rhône - GRF
- 8

Pointe du Raz – Finistère – GRF
- 18

Pont du Gard (PM) / Gorges du Gardon – Gard – GRF
- 10

Brouage – Charente-Maritime
- 11

Canigou – Pyrénées Orientales
- 12

Cap de La Hague – Manche
- 13

Cirque de Navacelles – Gard / Hérault
- 14

Gavarnie (PM) – Hautes-Pyrénées
- 5

Jardin du Rayol (2^{ème} phase) – Var
- 16

Les Deux Caps (Blanc-Nez / Gris-Nez) – Pas-de-Calais
- 19

Porto-Girolata (PM) – Corse-du-Sud
- 40

Puy Mary – Cantal
- 20

Saint-Guilhem Le Désert – Hérault
- 21

Six-Fer A Cheval – Haute-Savoie

23 OGS en cours d'études

- 22

Baie de Somme - Somme
- 23

Carcassonne (PM) – Aude
- 24

Château-Gaillard – Eure
- 25

Collonges-La-Rouge / Turenne – Corrèze
- 26

Falaises d'Étretat – Seine-Maritime
- 27

Fontaine de Vaucluse – Vaucluse
- 28

Gâvres-Quiberon – Morbihan
- 29

Gorges de l'Ardèche – Ardèche
- 30

Gorges du Tarn – Lozère / Aveyron
- 31

Gorges du Verdon – Alpes-de-Haute-Provence / Var
- 32

Guerande – Loire-Atlantique
- 33

Iles Sanguinaires – Corse du Sud
- 6

La Restonica (2^{ème} phase) – Haute-Corse
- 34

Marais Poitevin – Deux Sèvres / Vendée / Charente-Maritime
- 35

Mont-Saint-Michel (PM) – Manche / Ille-et-Vilaine
- 36

Petite Camargue Gardoise – Gard
- 37

Pointe des Châteaux – Guadeloupe
- 38

Presqu'île de Giens – Var
- 39

Puy-de-Dôme – Puy-de-Dôme
- 41

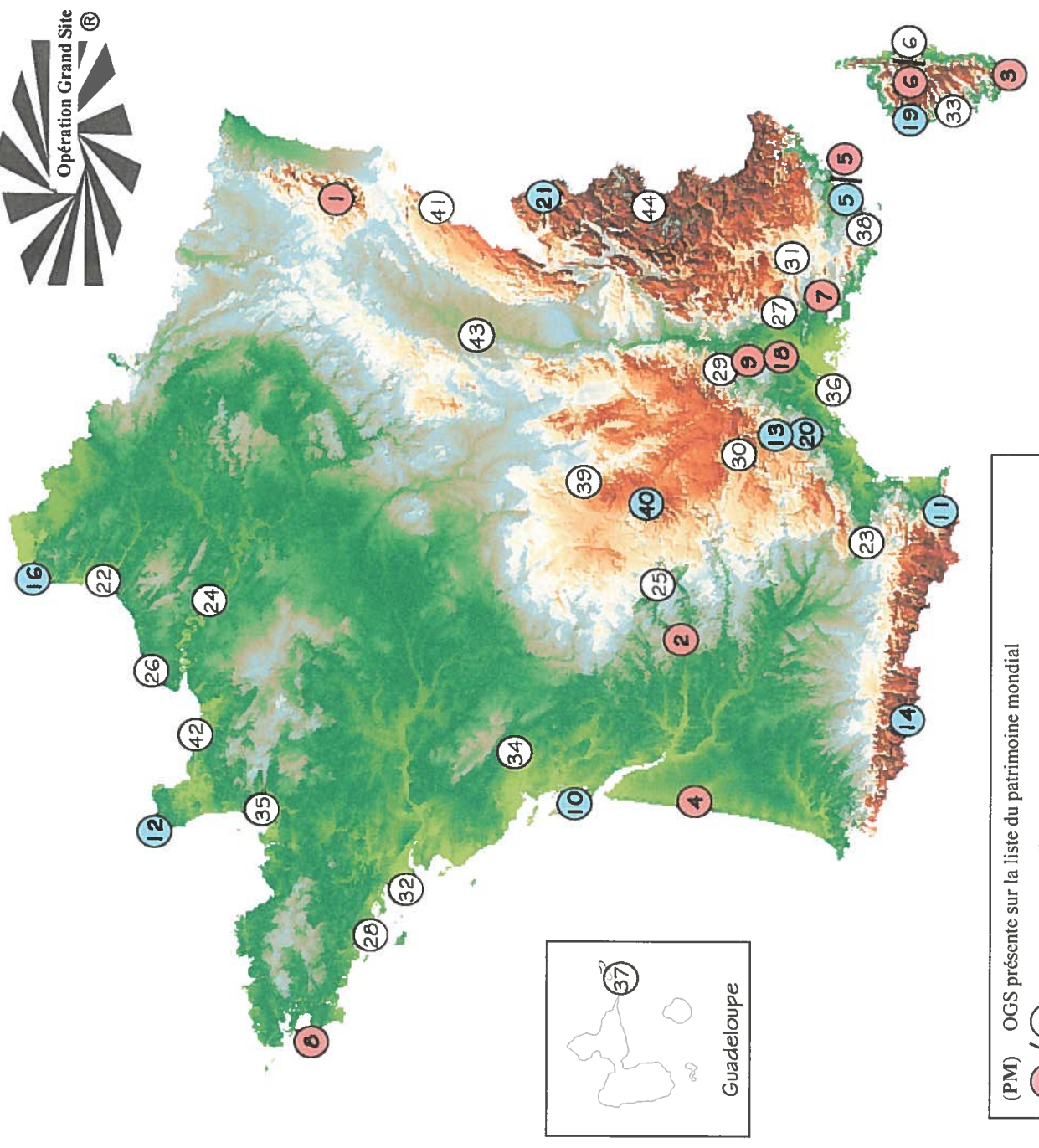
Saut du Doubs – Doubs
- 42

Sites du débarquement de Normandie – Calvados / Manche
- 43

Solutré-Vergisson – Saône-et-Loire
- 44

Vallée de La Clartée – Hautes-Alpes

10 OGS en cours de travaux



(PM) OGS présente sur la liste du patrimoine mondial

OGS ayant une 1^{ère} phase terminée et une 2^e en cours d'études

OGS ayant une 1^{ère} phase terminée et une 2^e en cours de travaux



C. Devenir un "grand site de France"¹⁴

Pour garantir à la fois la qualité de finition des travaux de réhabilitation ainsi qu'une gestion conforme dans ses réalisations à ce que le public est en droit d'attendre dans ces sites exceptionnels, l'Etat propose de compléter la politique des "Grands sites" par un nouveau dispositif incitateur, également fondé sur la contractualisation, le partenariat et la volonté politique locale d'aboutir vers un développement durable.

Déposé à l'IPI¹⁵, le label "Grand site de France", proposé par le MEDD répond à cet objectif.

I. Les conditions et objectifs de la labellisation

□ Les conditions

"Un grand site restera "grand" aussi longtemps que sa renommée et l'attraction qu'il présente pour le public existeront"¹⁶. Les conditions ne seront pas toutes développées ici, cependant, les grandes lignes pour pouvoir bénéficier de la labellisation comme cela est prévu par le règlement d'usage du label "Grand site de France"¹⁷ sont les suivantes :

- La protection du paysage et du territoire concerné,
- Une gestion en partenariat dans une structure stable,
- Un document définissant les objectifs de gestion et de développement durable pour une dizaine d'années,
- La définition de critères sur la qualité d'accueil, les aménagements respectueux de l'identité du site, **la concertation et le respect de la vie des populations locales.**

Le label est attribué par le MEDD, pour une durée de **6 ans renouvelable** et peut être **retiré** au gestionnaire avant la fin de l'exercice en cas de manquements aux engagements.

□ Les objectifs

La marque "Grand site de France" **certifie** une bonne qualité de gestion générale de ces espaces ainsi qu'une pérennité des caractéristiques paysagères et d'ambiance des lieux. Cette attribution met en exergue le rôle central joué par le gestionnaire responsable de l'état

¹⁴ Ces propos sont inspirés pour une bonne partie des : *V^{èmes} rencontres des gestionnaires de grands sites*, organisées par le Réseau des Grands sites de France, Solutré, 22 et 23 mai 2003.

¹⁵ Institut de la Propriété Industrielle.

¹⁶ Propos d'un intervenant, *colloque des V^{èmes} rencontres des gestionnaires de grands sites*, Solutré, 2003.

¹⁷ Cf. annexe 5, *Le règlement d'usage du label "Grand site de France"*, MEDD, DNP/Bureau des actions territoriales, mai 2003.



du site que le visiteur découvre. Sa mission doit être : le "trait d'union" entre les visiteurs et les populations locales. Cette labellisation doit permettre **le développement local** sous certaines conditions :

- Un respect de l'identité du site,
- **Associer** les habitants aux décisions,
- Garantir l'état du site pour les générations futures.

2. Qui est labellisable ?

Les territoires pouvant légitimer ce label sont les espaces à caractères **naturels ou bâtis** qu'il est convenu d'appeler "Grands sites". Ce sont les monuments naturels ou bien les espaces emblématiques ou encore prestigieux bénéficiant d'une forte notoriété et, faisant déjà l'objet d'une mesure de protection au titre des sites classés (loi de 1930).

Le label est attribué par le **ministre chargé des sites**. Il est mis en œuvre par la DNP du MEDD. Il doit être demandé par le gestionnaire du site auprès du préfet de son département.

3. Qui est labellisé ?

Le label est attribué à la structure de gestion du site. Celle-ci étant une personne morale représentée par son président. Le plus souvent, cette structure prend la forme d'un **syndicat mixte** permettant une association/partenariat à long terme, sur le plan financier, des différentes collectivités du site (la région, le département, les communes) avec l'Etat. Cette association est également bénéfique pour la mise en place d'un schéma de gestion cohérent pour le site. C'est donc le partenariat permanent de toutes les collectivités, établi au service du site, qui est labellisé.

4. Le Réseau des Grands sites de France

Le Réseau des Grands sites de France a été créé en novembre 2000 et compte à ce jour 26¹⁸ membres qui représentent plus de 400 000 hectares et accueillent près de 20 millions de visiteurs. Il fut encouragé et soutenu par le MEDD. Il a pour vocation de regrouper

¹⁸ Cf. supra, Carte des Opérations Grand Site en France, p 24.



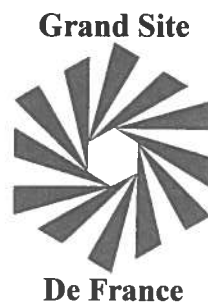
l'ensemble des organismes locaux assurant la gestion et la mise en valeur pour le public d'un site protégé au titre de la loi du 2 mai 1930, reconnu au plan national et faisant l'objet d'une gestion durable de qualité. Le réseau a pour objet :

- De mettre en commun les compétences et l'expérience acquises en matière de gestion efficace et durable des Grands Sites, dans le respect des paysages et des hommes qui y vivent,
- D'apporter un appui technique aux adhérents dans leur démarche d'obtention du label d'excellence « Grand Site de France » délivré par l'Etat,
- D'être un partenaire actif de la politique nationale de mise en valeur des sites protégés remarquables,
- De faire connaître et promouvoir les Grands Sites de France.

Chaque année est organisée, avec le soutien de la DNP, *les Rencontres annuelles des Grands sites*. Ces réunions sont l'occasion pour les professionnels de débattre de thèmes importants comme par exemple la gestion et le devenir des grands sites. En outre, ce Réseau est également à l'origine, en collaboration avec le MEDD, de la création du label "Grand site de France". Il a participé à l'élaboration du règlement d'usage du label et donne un avis consultatif avant l'attribution de celui-ci à un site. Il joue donc un rôle important d'appui à ses membres pour l'obtention de la marque et la promotion d'une gestion pérenne et respectueuse des grands sites.

En 2003, 4 sites ont été éligibles sur présentation d'une demande conforme au règlement d'usage du label¹⁹, compte tenu **de l'état du site, de l'achèvement des travaux de réhabilitation et de l'existence d'un véritable partenariat pour sa gestion**. Ces sites sont :

- Ⓒ La Pointe du Raz,
- Ⓒ Le Pont du Gard,
- Ⓒ L'Aven d'Ornac,
- Ⓒ La Montagne Sainte-Victoire.



L'ambition du réseau est de regrouper à terme environ **50 sites** qui répondraient à un ensemble de critères de qualité et, décideraient d'élaborer en commun un projet de valorisation et de gestion de leur territoire, dans une perspective de **développement durable**.

¹⁹ Cf. Annexe 5, *Règlement d'usage du label « Grand Site de France »*.



Lors de mon stage professionnel au Conseil Général de l'Ardèche, de mai à septembre 2004, il m'a été donné l'occasion ou plutôt la chance de représenter le Département de l'Ardèche, en tant que « *collaborateur occasionnel* », aux *rencontres annuelles* du Réseau des Grands Sites de France.

Cette année le colloque s'est déroulé au Grand Site de **la Baie de Somme**²⁰ les 17 – 18 et 19 juin 2004. Le séminaire était cette année à dimension internationale et co-organisé par la Section Française de l'ICOMOS²¹.

Le thème de cette année fut le suivant : « *Vivre dans un Grand Site, le pari du développement durable* ». Durant ces trois jours, différentes thématiques ont été abordées telles :

- *Les valeurs du patrimoine : quelles valeurs partagées ? ,*
- *Les conditions du partage des valeurs : concertation et médiation environnementale,*
- Des expériences étrangères avec par exemple M. Lassana CISSE, chef de la mission culturelle de Bandiagara, Ministère de la Culture du Mali sur le thème de : « *La décentralisation et les enjeux du tourisme culturel au Pays dogon* ».
- Des expériences plus techniques avec :
 - L'OGS de la Baie de Somme et l'ambition d'atteindre un véritable *projet de territoire*,
 - *L'inscription d'un Grand Site dans une économie locale à travers l'exemple de l'OGS de la Dune du Pilat...*
- Etc.

Confrontation d'expériences, échanges, écoute, **remise en question de nos choix...** sont autant de faits qui ont été soulevés et qui ont permis à chacun de relativiser les problématiques quotidiennes dans lesquelles nous sommes souvent confrontés...

Au terme de ce séminaire, la Section Française de l'ICOMOS, le Réseau des Grands Sites de France ainsi que les professionnels réunis en ce jour, de 19 juin 2004, en Baie de Somme, ont arrêtés les recommandations suivantes à prendre en compte pour tous les acteurs du territoire d'un Grand Site :

²⁰ Cf. Annexe 7, *Programme du séminaire internationale du réseau des Grands Sites*, Baie de Somme, Juin 2004.

²¹ Le Conseil International des Monuments et des Sites dont le sigle est ICOMOS, fut créé en 1965 à Varsovie et Cracovie. C'est une organisation non gouvernementale chargée de la conservation et de la restauration du patrimoine architectural ainsi que des sites.



a. ***Pluralité des approches du patrimoine :***

La détermination des valeurs patrimoniales d'un site et de son environnement doit se fonder sur une **analyse pluridisciplinaire** faisant appel à des compétences diversifiées notamment dans les domaines de l'archéologie, du bâti ancien, de l'urbanisme, du paysage, des milieux naturels, de l'histoire et des perceptions sociales,

b. ***Pluralité des échelles d'analyse :***

Les valeurs patrimoniales et sociales d'un site ainsi déterminées doivent être prises en compte **aux échelles locales, nationales et internationales**, sans exclusive ni omission,

c. ***Détermination des valeurs locales***

Compte tenu du faible nombre de résidents ou de riverains d'un site par rapport au nombre de ses visiteurs, **l'écoute des populations locales doit être privilégiée**, dans l'analyse du site, au moyen notamment **d'enquêtes**, de recueil de témoignages ou de tout autre procédé mobilisant les élus et les acteurs socio-économiques locaux,

d. ***Association des populations locales aux projets***

L'association des populations locales aux projets de mise en valeur, de restauration ou de gestion des sites doit dépasser les simples processus d'information ou de consultation, mais viser à une **élaboration conjointe** de ces projets,

e. ***Pluriactivité économique***

Il convient **d'éviter que les activités touristiques excluent** les autres activités économiques qui ont façonné le site ou peuvent contribuer à le faire vivre, dès lors que ces autres activités sont compatibles avec les qualités paysagères, patrimoniales, biologiques ou sociales du site ainsi qu'au **maintien des habitants locaux**,

f. ***Contribution de l'accueil au développement local***

Le projet de mise en valeur, de restauration ou de gestion du site, doit déterminer les modalités permettant **aux ressources induites par l'accueil** des visiteurs, d'être mobilisées en faveur de la préservation du site. Au-delà de cette



préservation, ces ressources **doivent également participer au développement durable du territoire** concerné,

g. *Tourisme solidaire*

Les modalités d'affectation du produit de l'accueil doivent **être clairement et explicitement portées à la connaissance des visiteurs**, ces derniers devant pouvoir accéder aux problématiques du développement local et, le cas échéant, être sollicités pour y apporter une contribution. Par ailleurs, **les productions locales doivent être privilégiées**,

h. *Tourisme respectueux*

Les visiteurs doivent pouvoir accéder aux valeurs patrimoniales du site, par tout dispositif d'accueil approprié, préalablement à la visite ou au cours de celle-ci, de façon à ce que leur comportement ou leur attitude puisse s'adapter au caractère social, culturel ou environnemental particulier du lieu visité,

i. *Authenticité du lieu et dimensionnement de l'accueil*

Le dispositif d'accueil doit être conçu et géré à partir des caractéristiques physiques du site et de ses valeurs patrimoniales. Il devra être convenablement **proportionné au site ou aux parcours ouverts à la visite**.

j. *Mise en réseaux*

Les réseaux de gestionnaires de sites doivent être développés afin de **renforcer les échanges sans frontières**, de promouvoir une diffusion des savoir-faire et une assistance mutuelle entre sites,

k. *Jumelages de site*

Des coopérations bi-latérales entre sites seront encouragées, notamment entre les sites des pays du nord et des pays du sud,



I. Diffusion des bonnes pratiques

Les recommandations qui précèdent seront **diffusées aux gestionnaires de sites, aux élus locaux, aux opérateurs et acteurs du tourisme, aux visiteurs des sites ainsi qu'aux autorités et experts gouvernementaux ou internationaux.**

Les informations, cas pratiques et enseignements méthodologiques issus du présent séminaire ainsi que des manifestations ou rencontres qui l'ont précédé ou préparé devront faire l'objet **de publications destinées à la formation des gestionnaires et à l'information du public.**

Fait en Baie de Somme, le 19 juin 2004

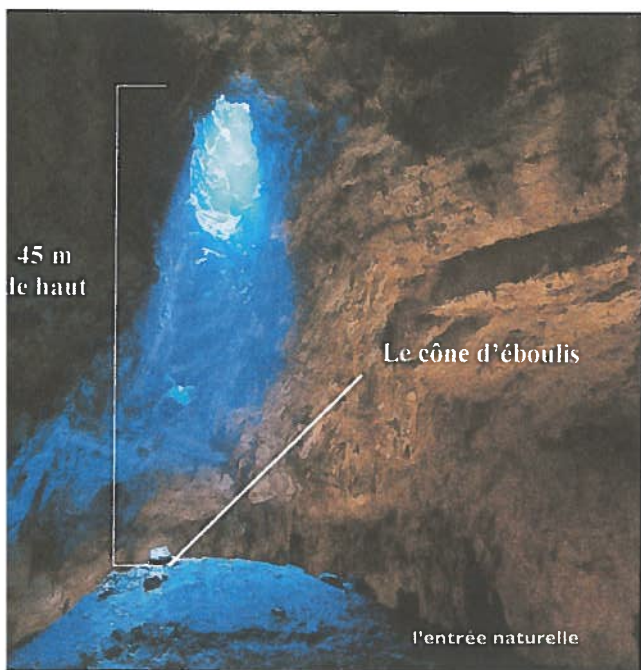


D. Quelques exemples de projets de réhabilitations terminés ou en cours de réalisation justifiant la mise en place d'une OGS

I. La réhabilitation « achevée » de l'Aven d'Ornac²²

L'Aven d'Ornac est aujourd'hui **un des 4 Grands Sites de France**, labellisé, depuis l'achèvement de ses travaux de réhabilitation fin 2003. Cette cavité avec ses 3 hectares ouverts au public, est l'une des plus vastes des 110 grottes aménagées de France²³. Celle-ci fut découverte vers 1935 par Robert de Joly, spéléologue, s'inspirant des travaux du père de la spéléologie française Edouard-Alfred Martel, elle accueille environ **150 000 visiteurs/an**.

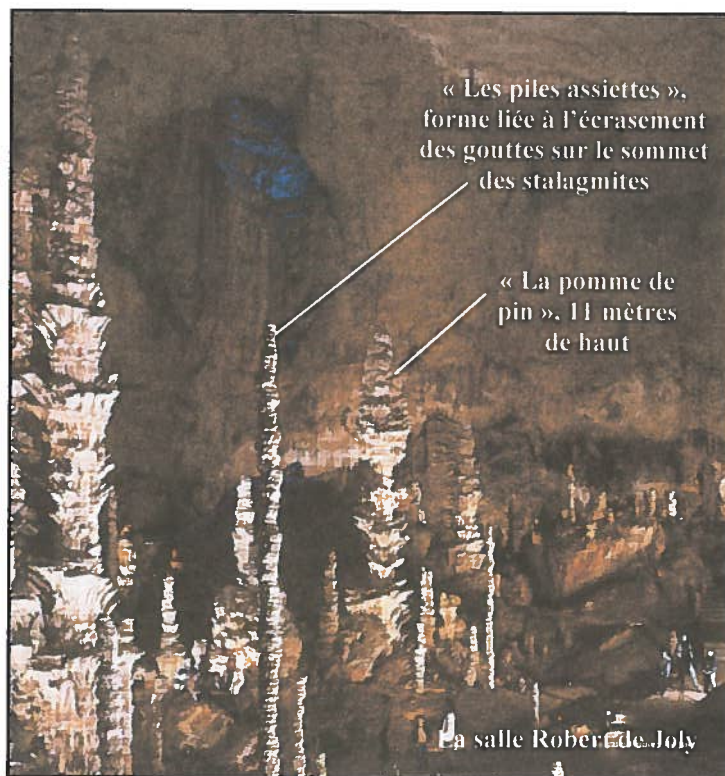
Photo n° 1 : L'entrée naturelle et le cône d'éboulis de l'Aven d'Ornac



Le cône d'éboulis, qui se trouve à la sortie du tunnel d'accès, provient de l'aven, la seule entrée naturelle de la grotte. Il est formé de tout ce qui tombe de l'extérieur : cailloux détachés par le gel ; terre et feuilles amenées par la pluie ; reste d'animaux tombés accidentellement ou jetés dans l'aven...

Creuser dans ce cône c'est comme remonter le temps : on trouve en surface des os d'animaux domestiques jetés par les paysans et, plus profondément, des os d'animaux aujourd'hui disparus de notre région. Rennes et bisons vivaient en Ardèche pendant la dernière époque glaciaire, qui s'est terminée il y a 12 000 ans.

Photo n° 2 : La salle Robert de Joly et les formes de concrétions de la cavité



Source : Grand Site de France d'Ornac

²² Ces propos s'inspirent des différents entretiens réalisés avec les acteurs du site.

²³ La surface totale découverte à ce jour de l'Aven d'Ornac est de 32 hectares.



⊕ Problématique

Comme pour la plupart des grands sites, ici à dominante naturelle, l'Aven d'Orgnac bénéficiait d'une gestion indigne de sa renommée (conditions d'accueil) et, était en proie à des problèmes de préservation. Cela du essentiellement à de mauvais emplacements de parkings pour automobiles, situés au dessus de la cavité. En outre, venaient s'ajouter à ces problématiques, des phénomènes de concentration de CO₂, dans le gouffre, qui jusqu'alors étaient inexplicables. Phénomène naturel ou anthropique ? L'interrogation demeurerait.

Photo n° 3 : Les conditions d'accueil avant OGS



« Des conditions de découverte du site médiocres, sans réelle pédagogie, sensibilisation du site dans son environnement naturel... »

Photo n° 4 : Le stationnement des automobiles sur le site d'Orgnac avant OGS



« Non organisation des places de stationnement, non prise en compte de son impact paysager dans l'environnement naturel du site, parking situé au dessus de la cavité... »

Source : Grand Site de France d'Orgnac

⊕ Les objectifs de la réhabilitation

Ceux-ci étaient :

- **De promouvoir des aménagements préservant l'intégrité de la cavité** en conservant et en améliorant les échanges naturels entre la cavité et l'extérieur,
- **De renforcer la protection de l'ensemble des réseaux souterrains, par un nouveau circuit de visite,** par la sensibilisation au milieu



souterrain, par la protection intégrale d'une partie des réseaux spéléologiques,

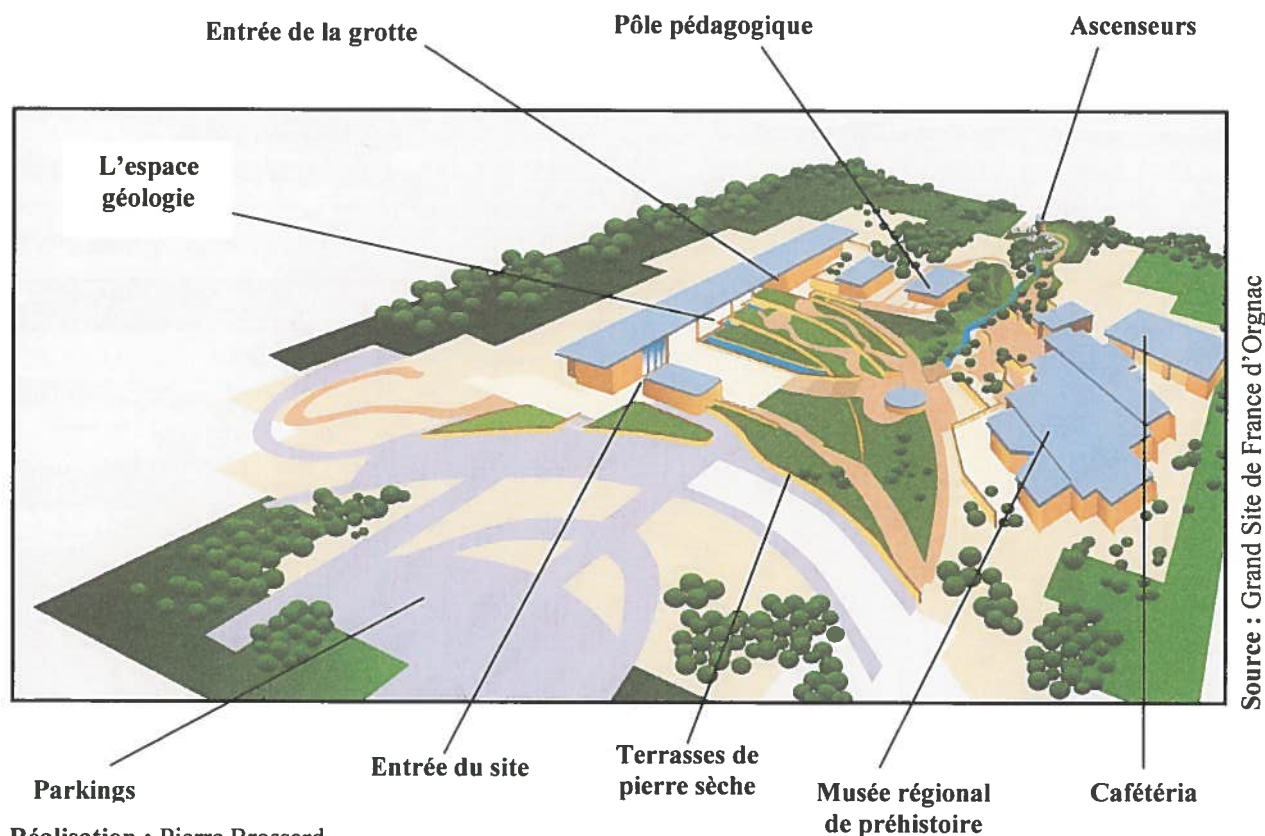
- **De promouvoir et valoriser les recherches scientifiques** afin d'améliorer la connaissance de la cavité et du milieu souterrain.

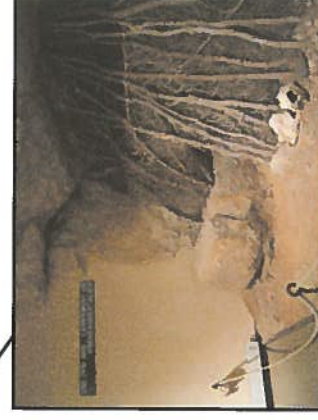
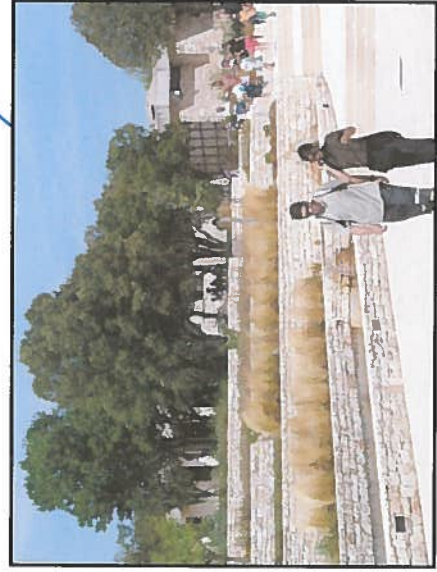
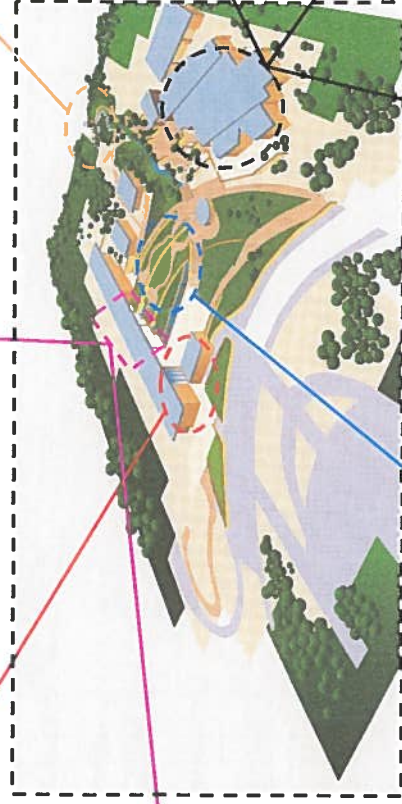
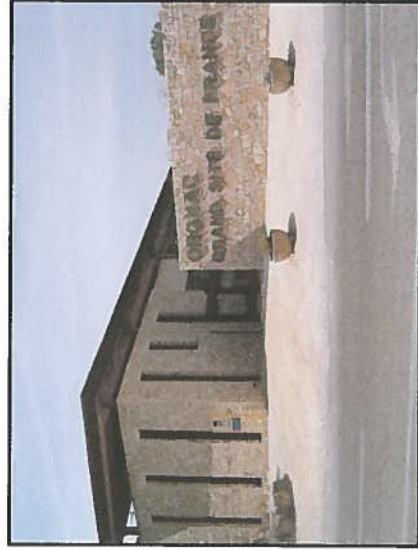
⊕ Les travaux

Ceux-ci ont consistés en :

- **De nouveaux espaces d'accueil** au cœur de terrasses en pierres sèches, reflet du patrimoine ardéchois,
- **L'espace géologique** : une présentation du processus de formation des grottes,
- Dans la grotte : une mise en lumière séquencée et **un son et lumière** dans la dernière salle à -121 mètres,
- **Deux ascenseurs remontant de - 121 mètres** rendant la grotte accessible à un public plus large,
- **Un pôle pédagogique** qui accueille les scolaires pour leurs activités sur le site,
- **La rénovation du musée régional de préhistoire.**

Schéma n° 2 : Croquis de la réhabilitation du Grand Site de France d'Ornac





Réalisation : Pierre Brossard

Source : Pierre Brossard



Les travaux ont duré 18 mois pour un montant total d'environ 5,5 millions d'€.

Les projets et les actions se sont déroulés en liens étroits avec la commune d'Orgnac, gestionnaire et Maître d'ouvrage de l'opération, les services de l'Etat avec la DIREN et les scientifiques, avec le laboratoire Edytem de l'université de Savoie.

Le site de l'Aven d'Orgnac est propriété communale.

Les financements se sont déroulés dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage multiple où se sont associés la commune d'Orgnac (30%), l'Europe au titre du FEDER²⁴ (PDR²⁵) (25%), l'Etat au titre du FNADT²⁶ (15%), la région Rhône-Alpes (15%) et le Conseil Général de l'Ardèche (15%).

Notons qu'une **étude de suivi climatologique**²⁷ de la grotte a été engagée pour mesurer l'éventuel impact des aménagements. Cette étude se situe aux alentours de 120 000 €. Celle-ci a pour objet de comprendre, dans l'aven, le mécanisme de la circulation des masses d'air dans la grotte et ses relations avec l'extérieur.

L'Aven d'Orgnac se veut ainsi être un Grand Site s'inscrivant dans une stratégie tournée vers un tourisme culturel et patrimonial de qualité. Il participe également à l'élargissement de la période touristique en offrant des possibilités de visite en dehors de la seule période estivale. Il permet donc de créer un point d'ancrage contribuant à la satisfaction de la clientèle touristique de plus en plus en recherche de qualité en matière d'accueil.

²⁴ Fond Européen de Développement Economique Régional.

²⁵ Programme de Développement Rural.

²⁶ Fond National d'Aménagement et de Développement Du Territoire.

²⁷ Etude menée par Géologie-Environnement Conseil.



Vers une définition du développement durable

*Présentation de la
deuxième partie*

2



II. Les débats idéologiques parmi lesquels prend place la démarche OGS¹

Une OGS, de part ses objectifs², a pour ambition de s'inscrire dans le champ du développement durable. Cependant, ce concept d'apparence simple ne l'est pas, notamment en raison de son caractère évolutif mais également de l'abondante littérature sur le sens général qu'on lui attribue. Cette deuxième partie a pour ambition de poser une définition claire de ce que signifie « faire du développement durable » dans une démarche de projet. Mon raisonnement s'appuiera sur un cadre de référence (grille d'analyse) pour analyser le discours des acteurs du territoire, à travers leurs attentes, les projets qu'ils supportent et leur conception du développement durable, et voir si ce qui en ressort s'incarne bien dans la "quête" vers un développement plus durable.

1. Le développement durable : historique de 40 ans de réflexions et d'analyses

a. Les débuts du concept

Le point de départ de l'action environnementale à l'échelle mondiale reste la **Conférence des Nations Unies sur l'Environnement** humain de Stockholm, tenue en 1972 avec la participation de 113 pays. La Déclaration issue de cette conférence insiste sur l'importance de prendre en compte les questions environnementales dans la planification et d'œuvrer de façon à protéger et à améliorer la qualité de l'environnement. Cependant, cette conférence opposa fortement les pays en voie de développement aux pays industrialisés, les premiers reprochant aux autres d'hypothéquer leur développement par la mise en place de normes environnementales contraignantes. Malgré tout, à cette époque fut créée l'ébauche d'un droit international en matière d'environnement, tout comme le PNUED³ et les différents ministères de l'environnement aux niveaux nationaux.

C'est aussi à cette époque, en septembre 1978, que l'UNESCO organisait la première conférence internationale sur la gestion rationnelle et la conservation des ressources de la biosphère et, quatre ans plus tard, le Club de Rome publiait le rapport Meadow, remettant en

¹ Les propos de cette partie s'inspirent pour beaucoup de l'ouvrage de P. André, Claude E. Delisle et J.-P. Revéret, *L'évaluation des impacts sur l'environnement*, Presses internationales polytechnique, 2003.

² Cf. *supra*, Partie 1, Grand B, Petit 2, *Les objectifs de cette politique et les conditions d'éligibilité* p 19.

³ Programme des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement, 1973.



cause la croissance⁴ lorsqu'elle n'a pas de lien directs avec le développement. Le concept de développement durable (à l'origine étant celui d'écodéveloppement) a fait son apparition dans les années 1980, en réaction aux séquelles bien visibles sur la nature et l'être humain d'un développement irrespectueux des limites des ressources naturelles et des capacités de support du milieu, mais également en réaction aux échecs des modèles traditionnels de développement à se traduire en développement social. La CMED⁵, promoteur du concept à l'échelle internationale, le définit comme : *"un développement qui répond aux besoins des générations actuelles, sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs"*⁶.

Ce concept, excluant les positions radicales tant écologistes qu'économistes, avait reçu un excellent accueil à l'échelle mondiale. Il propose en fait un **compromis acceptable** pour tous, bien que sa mise en application s'avère extrêmement difficile du fait de l'obligation de procéder à un changement radical des mentalités. La protection de l'environnement devient alors une priorité internationale qui exige une vaste redistribution des ressources financières, scientifiques et techniques à **l'échelle planétaire** avec la mise en œuvre d'un certain nombre d'impératifs (objectifs) stratégiques pour un développement durable.

Encadré 1.1 Objectifs stratégiques pour un développement durable
(CMED, 1988)

1. Reprise de la croissance et lutte contre la pauvreté.
2. Modification de la qualité de la croissance pour préserver le capital écologique, améliorer la répartition des revenus et réduire la vulnérabilité aux crises économiques.
3. Satisfaction des besoins essentiels et des aspirations de l'Homme.
4. Maîtrise de la démographie.
5. Préservation et mise en valeur de la base des ressources.
6. Réorientation des techniques et maîtrise des risques.
7. Changement institutionnel : nécessité d'intégration de l'économie et de l'environnement dans la prise de décision.

b. Les conventions internationales à l'origine de l'évolution du concept

Afin de tenir ces engagements internationaux envers le développement durable, le Sommet de la Terre de Rio a réuni plus de 150 chefs d'Etat en 1992. L'objectif principal du

⁴ La croissance économique désigne une augmentation de la richesse produite et de biens consommés, alors que le développement se caractérise plutôt par une amélioration du bien être et de la qualité de vie.

⁵ La Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, créée en 1983 par les Nations Unies, présidée alors par Gro Harlem Brundtland, première ministre de Norvège.

⁶ CMED, 1988.



Sommet consista à faire entrer l'environnement au cœur des processus de décision. De là, 20 principes généraux et 3 conventions en ont découlé :

- ⇒ La première est la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, dont la mise en œuvre prend forme par le protocole de Kyoto, signé en 1997 (réduction des émissions de gaz à effet de serre).
- ⇒ La deuxième est la Convention sur la diversité biologique qui vise à protéger l'ensemble de la diversité du vivant (en regard des gènes, des espèces et des écosystèmes). Un usage durable des ressources associé à un partage équitable des bénéfices en résulte également (protocole de Carthagène sur la biosécurité).
- ⇒ Enfin, deux ans après Rio est signée la Convention sur la lutte contre la désertification.

Le Sommet de Rio a également donné naissance à ***l'Agenda 21*** qui est un vaste programme d'actions, fixant des objectifs et décrivant des moyens et des politiques volontaires à mettre en place dans tous les domaines de la société pour atteindre un développement durable (et ceci à **différentes échelles : état, région, local**). La Déclaration de Rio reconnaît donc des droits et des responsabilités aux Etats sur différents domaines. Elle permis aussi de donner une **légitimité politique** au concept de développement durable par la création de la CDD⁷.

Le forum Rio+5 (Sommet de New York de 1997) obtiendra quant à lui des résultats très modestes. Il porte un regard sur l'évolution de la situation depuis Rio. Certes des gouvernements ont mis en place des institutions chargées d'intégrer le concept de développement durable dans les lois et les politiques locales, mais il faut bien constater la réalité de la mondialisation tout comme la disparité croissante des revenus entre les peuples et les personnes.

Selon le PNUED⁸, 60 % de l'humanité vit avec moins de deux dollars US par jour, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres a doublé en 30 ans, environ 1,5 milliard de personnes respirent un air fortement pollué, 1 milliard vit sans eau potable, 2 milliards dans des conditions déplorables d'hygiène et le poids de la dette extérieure dans les pays du Sud ne cesse d'augmenter. Face à ces constats : *"le droit des peuples à disposer de leur avenir passe*

⁷ La Commission du Développement Durable, créée pour accompagner les états dans ce mouvement et évaluer à intervalles réguliers les progrès réalisés.

⁸ Programme des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement.



souvent par la recherche d'une maîtrise locale du développement et l'ouverture sur l'extérieur"⁹.

Enfin, il aura fallu attendre Rio+10 (ou Sommet de Johannesburg) en septembre 2002 pour procéder à un véritable bilan des engagements pris à Rio. On évalue les réalisations s'inscrivant dans le cadre de l'Agenda 21 et les textes issus de Rio 1992. On recense les domaines jugés prioritaires pour la rédaction et l'adoption d'un Plan de mise en œuvre. Puis on remet à l'ordre du jour les trois piliers du développement durable sans omettre aucune des dimensions économiques, sociales et environnementales (ceci en réaction de Rio 1992 où l'on avait surtout insisté sur la dimension environnement du développement durable).

2. Les éléments consensuels du concept de développement durable¹⁰

Malgré l'abondante littérature portant sur le concept de développement durable, viable ou encore soutenable, il est aujourd'hui possible de dégager un **consensus** quant au sens général attribué à ce terme. L'idée maîtresse du développement viable serait : « de répondre aux besoins des générations actuelles et futures et, pour ce faire, d'assurer le maintien des conditions écologiques, sociales et économiques nécessaires ».

a. Les principales composantes (piliers) du développement durable

S'il y a convergence quant à son idée maîtresse, le terme de développement durable présuppose un piège important. C'est le risque que ce concept soit **banalisé** du fait de l'explosion récente de son utilisation dans les lois et les politiques locales. Dans ces conditions il est nécessaire de dépasser cette définition générale pour en tirer et spécifier ses principales composantes.

Ce travail avait déjà été amorcé dans le rapport de la CMED qui stipulait : "Ce concept présuppose un souci d'équité sociale entre les générations et à l'intérieur d'une même génération" et suggère : "Une participation effective des communautés locales au processus de prise de décision afin d'aider celles-ci à mieux définir et à mieux respecter les intérêts communs".

⁹ Agence Française de l'Ingénierie Touristique, *Piloter le tourisme durable dans les territoires et les entreprises*, Les cahiers de l'AFIT, 2002.

¹⁰ Ces propos s'inspirent de l'article de G. Domon, M. Gariépy et P. Jacobs, *Développement viable en milieu urbain : vers une stratégie de gestion des interventions*, Plan Canada, Janvier 1992.



Les trois composantes qui ressortent comme indissociables de la notion de développement durable sont :

- ◆ *La satisfaction des **besoins** des générations actuelles et futures,*
- ◆ ***L'équité**, la justice sociale et le maintien de la diversité culturelle,*
- ◆ *Le maintien de **l'intégrité** écologique.*

b. Les relations qui unissent ces composantes

La première des composantes est l'œuvre de l'émergence d'une nouvelle éthique, notamment en matière d'aménagement, fondée sur le principe de responsabilité intra et inter générationnelle. Cependant sa "mise en œuvre" est étroitement liée aux deux autres composantes. Par exemple, nous constatons que **l'inéquité est à la base de la surexploitation de certaines ressources ce qui génère par voie de conséquence, des difficultés à assurer les besoins essentiels des générations actuelles et futures.**

Besoins (développement), équité et intégrité sont donc trois **objectifs** étant étroitement liés. Leur mise en œuvre simultanée pose des difficultés certaines **puisqu'ils ne sont que rarement convergents**, voir **antinomiques** (développement économique/protection de l'environnement).

*"Cependant, ce constat vient renforcer la démonstration suivante : la mise en place d'une forme de développement durable implique **un processus permanent de compromis** entre les priorités résultant de chacun d'eux" (voir la figure 1, Source : Sadler et Jacobs, 1990)*

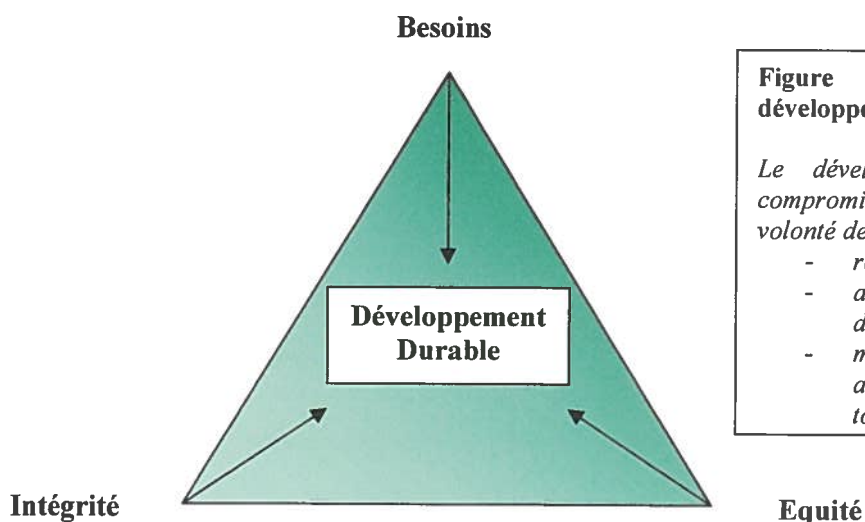


Figure 1 : Les composantes du développement Durable

Le développement durable implique des compromis entre les priorités découlant de la volonté de :

- *répondre aux besoins*
- *assurer l'équité, la justice sociale et la diversité*
- *maintenir l'intégrité de l'écosystème aménagé et des autres écosystèmes touchés.*



Ces principales composantes retenues pour définir ce concept impliquent un cadre de gestion environnementale (en terme d'interventions) qui suppose l'introduction de deux nouveaux axes d'analyse :

⇒ Un axe temporel, pour satisfaire les besoins de la génération actuelle et des générations futures. Ici, il ne s'agit donc plus de répondre aux demandes immédiates mais aussi, de s'assurer que celles-ci ne portent pas véritablement atteinte à la capacité de répondre aux besoins futurs (**vision à long terme**).

⇒ Un axe spatial, pour maintenir l'intégrité écologique. Comme les milieux urbains sont le plus souvent à l'origine des pressions exercées sur les ressources du milieu, il est nécessaire d'adopter **une approche « écosystémique », « transversale »** (les conséquences de l'impact d'une intervention sur un milieu doivent dépasser le cadre des limites administratives qui, le plus souvent, n'ont aucune signification réelle en terme écologique).

c. Les principes du développement durable

Le développement durable peut apparaître comme une « **quête** » reposant sur l'acceptation d'un certain nombre de principes qui reconnaissent les responsabilités des utilisateurs, délèguent l'autorité à l'échelon le plus proche pour l'application (la mise en œuvre) et favorisent la prévention. Il s'agit des principes de :

➤ **Pollueur-payeur** (PPP), qui est un principe économique selon lequel le pollueur prend à sa charge les dépenses qui relèvent de la mise en œuvre des dépenses de prévention de la pollution ou aux dommages provoqués par la pollution. "Ce principe signifie que le pollueur devrait se voir imputer les dépenses relatives aux susdites mesures arrêtées par les pouvoirs publics pour que l'environnement soit dans un état acceptable"¹¹. Il peut se traduire par des instruments économiques (taxe ou redevance).

Ce principe illustre bien le processus de **compromis** vers lequel on tend pour atteindre un développement durable. L'exemple d'un volume de polluants rejetés dans un milieu implique que soit trouvé la fixation d'un seuil acceptable pour envisager l'instauration d'une taxe. Et c'est dans cette fixation qu'apparaît le processus de négociation.

➤ **Utilisateur-payeur**, qui est de même nature que le principe de pollueur-payeur. Ici, la responsabilité, au lieu de porter sur l'usage de l'environnement à des fins de rejets de

¹¹ P. André, Claude E. Delisle et J.-P. Revéret, *L'évaluation des impacts sur l'environnement*, Presses internationales polytechnique, 2003.



polluants, portera sur des **usages de ressources** que l'utilisateur utilisait traditionnellement sans en payer le coût. Le montant à payer pourra dépendre du type d'usage et de son degré de perturbation envers les milieux (usage sur place, exportation, dégradation), de la ressource utilisée (renouvelable ou pas) et des volumes prélevés. A titre d'exemple, prenons le cas des gorges de l'Ardèche où le visiteur contribue indirectement à la gestion financière du site, par les redevances que doivent payer les propriétaires de canoës.

➤ **Précaution**, "qui constitue un cadre d'aide à la décision en situation d'incertitude"¹². Notamment lorsque la réalisation d'une activité ou d'un projet a des risques importants ou irréversibles pour l'environnement naturel ou humain (comme la santé) et en l'absence de certitudes absolues quant aux effets de cette réalisation, **on ne peut justifier le fait de ne prendre aucune mesure de prévention**. Nous pouvons citer à titre d'exemple le cas des OGM en France où le principe de précaution fut appliqué pour la première fois en 1990 suite à une Directive européenne interdisant "la dissémination d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sans autorisation" (ceci faisant suite aux affaires de la vache folle ou du sang contaminé).

➤ **Subsidiarité**, qui permet de guider le choix de l'échelle appropriée en terme d'application. "En vertu de ce principe, lorsque plusieurs échelons peuvent prendre en charge les décisions et leur application, et ce, de façon efficace, on choisit l'échelon le plus bas"¹³.

3. L'appropriation du concept par les champs de compétence et les changements de pratique

a. Une notion devenue à la mode et trop souvent réduite à un domaine

Compte tenu des différentes dimensions du développement durable, il est nécessaire d'adopter une approche **transversale et interdisciplinaire** des domaines qu'un projet est susceptible d'affecter et, non pas appréhender le développement durable suivant une approche purement sectorielle. "L'interdisciplinarité assure la prise en compte et le débat de divers points de vue scientifiques sur le projet et l'établissement de stratégies qui bénéficient à la fois à l'écologie, à l'économie et aux aspects sociopolitiques"¹⁴.

¹² Pour plus de détails, voir le site de Environnement Québec, <http://www.menv.gouv.qc.ca>.

¹³ Revue trimestrielle, Les Cahiers Espaces, *Tourisme et environnement : gérer pour mieux protéger*, éditions touristiques européennes, Octobre 1999.

¹⁴ P. André, Claude E. Delisle et J.-P. Revéret, *L'évaluation des impacts sur l'environnement*, Presses internationales polytechnique, 2003.



Cet éclaircissement s'impose vu le nombre de certaines professions et organisations qui revendiquent de manière plus pragmatique, de contribuer à la mise en œuvre du développement durable. L'exemple révélateur de cette tendance est l'entrepreneur privé ou l'administrateur public qui soigne son image de citoyen responsable, affiche avec fierté la conformité de son entreprise avec les **normes de qualité** et de gestion environnementale de type ISO, fait du développement durable un objet de marketing (multiplicité des **labels** : "AB" pour l'agriculture biologique, puis en ce qui concerne la labellisation des territoires, il y a : le label *PNR* pour les Parcs Naturels Régionaux, celui de *Grand Site de France*..."bref des outils de valorisation économiques au service des territoires"¹⁵).

En outre, notons que la **participation publique** apparaît elle aussi comme une condition indispensable pour garantir que le projet et les modifications proposées contribuent le plus possible au bien-être des populations affectées et, que cela soit conforme aux valeurs locales voir régionales de celles ci.

b. L'influence du concept sur les pratiques de l'aménagement

La reconnaissance progressive du concept, **dans la lignée du Sommet de Rio de 1992**, a contribué à un certain nombre de **changements** dans la pratique tant chez les décideurs (gouvernements) et les industriels que chez les consommateurs. Aujourd'hui, il est **reconnu** que le développement durable a eu de **l'influence** dans différents domaines comme :

- ☐ Dans les stratégies de financement et l'aide au niveau international,
- ☐ La planification territoriale,
- ☐ Les technologies de production,
- ☐ La gouvernance et la prise de décision.

"Nous nous limiterons à étudier cette influence sur ces différents domaines hormis celui touchant aux technologies de production car celui ci n'étant pas directement lié au sujet de cette recherche et nécessitant une explication plus approfondie".

☞ Concernant les stratégies de financement et l'aide au niveau international

Le développement économique et social passe par la réalisation de projets importants nécessitant des investissements élevés. Il existe peu de maîtres d'ouvrage aujourd'hui pouvant financer à eux seuls ces projets (mis à part dans certains Etats de tradition centralisatrice). Ceux ci recherchent des financements auprès d'institutions financières comme La Banque

¹⁵ Revue trimestrielle, Les Cahiers Espaces, *Marques et labels touristiques*, éditions touristiques européennes, décembre 1998.



mondiale ou l'Association internationale de développement. **Au niveau local**, le partenariat entre différentes collectivités territoriales s'impose de plus en plus aux yeux de tous. En France, par exemple, il est fréquent que ces mêmes collectivités s'associent autour de projets fédérateurs (Région / Département / Communautés / Communes / Etat / Europe).

La mise en place du concept de développement durable a engendré une nouvelle étape dans le montage des dossiers : "On tient compte des répercussions sur l'environnement naturel et humain d'un projet avant d'en approuver le financement. La relation est donc établie entre une bonne gestion des ressources naturelles, la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté ainsi que l'équité sociale et intergénérationnelle¹⁶". **A l'heure actuelle, on accorde rarement une aide financière sans soumettre au préalable les projets à une évaluation environnementale.**

Les projets approuvés doivent respecter l'environnement et s'accorder avec les principes du développement durable. En juillet 2001, le Conseil des directeurs exécutifs¹⁷ ont adopté une nouvelle stratégie en matière d'environnement :

- améliorer la qualité de vie (santé, milieu de vie et vulnérabilité des populations) ;
- améliorer la qualité de la croissance ;
- protéger la qualité des ressources régionales et globales.

Par l'adoption de cette stratégie (calquée sur les trois piliers du développement durable), la Banque mondiale **reconnait** l'importance de poursuivre **l'intégration de l'environnement dans les programmes d'investissements, dans les stratégies sectorielles et dans les réglementations politiques.**

☞ La planification territoriale

"La planification territoriale peut se définir comme un processus d'organisation du territoire qui tient compte de l'utilisation des terres, de la répartition des activités et des infrastructures"¹⁸. Le concept a en effet fortement modifié les pratiques des planificateurs en ce sens où toute planification **intègre** aujourd'hui des notions telles que **l'intégrité écologique, la concertation** qui jusque là étaient **sous dimensionnées**, notamment en raison de la croissance de la mobilité et de la demande en infrastructures de transport, de l'étalement urbain et de la gestion des ressources (y compris les matières résiduelles...).

¹⁶ Banque mondiale, 1999 : 1.

¹⁷ Information tirée du site Internet www.worldbank.org/environnement.

¹⁸ P. André, Claude E. Delisle et J.-P. Revéret, *L'évaluation des impacts sur l'environnement*, Presses internationales polytechnique, 2003.



La planification économique (et sociale) a longtemps prédominé dans l'aménagement des pays industrialisés, notamment en France. Selon **Merlin et Choay** : "elle s'exprime à travers des plans de modernisation (appellation initiale des plans français) ou des plans de développement économique et social d'agréats économiques, financiers et humains"¹⁹.

Celle-ci étant plus ancienne que la planification spatiale, elle l'a **précède** en général. Notons par la même, que la planification spatiale s'occupe : "*de la répartition dans l'espace des agrégats précédents et, en particulier, des populations et des activités. Elle prévoit l'échéancier de réalisation et l'implantation des équipements et des infrastructures nécessaires au bien-être de ces populations et à l'efficacité de ces activités*"²⁰. Cependant, planification économique et planification spatiale ne doivent pas être considérées comme distinctes, mais comme complémentaires et donc coordonnées.

Pour faire une planification durable du territoire, il existe divers outils d'analyse comme les *plans nationaux d'action environnementale*, les *évaluations sectorielles et régionales* ainsi que les *Agenda 21*, nationaux ou locaux.

☞ La gouvernance et la prise de décision

Là aussi, le développement durable **est à l'origine** d'un profond bouleversement des modes de gouvernance et de prise de décision à de multiples échelles : locale, nationale, internationale et mondiale. La bonne gouvernance peut se définir comme : "un processus collectif de décision caractérisé par la participation, la transparence et la responsabilité"²¹. Rappelons à l'origine que la gouvernance provient du monde des affaires et, que dans ce cas là : "elle désigne l'efficacité de la gestion et la transparence, notamment pour lutter contre la corruption"²².

Durant ces dix dernières années, bon nombre de gouvernements se sont dotés de ministères, sous ministères, de secrétariat d'Etat et autres structures ayant en charge la promotion du développement durable. C'est le cas de la France avec le Conseil National du développement durable, le MEDD²³ et les DIREN²⁴ chargées de représenter la politique du gouvernement (et indirectement de l'Europe) au niveau régional.

¹⁹ Merlin et Choay, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement* (3^e édition), Presses universitaires de France, Paris, 2000.

²⁰ Cf. Bibliographie, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, p 102.

²¹ Brodhag et Ducroux, *Articuler le jeu des acteurs autrement ; Les nouveaux utopistes du développement durable*, Autrement, Paris, 2002.

²² Coase R., *The nature of the firm*, 1937.

²³ Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

²⁴ Direction Régionale de l'Environnement.



Pour justifier ce lien entre renouvellement des modes de gouvernance et développement durable, certains spécialistes de la question comme Patten ont écrit : "Le développement durable a besoin d'une mosaïque d'institutions, de politiques et de valeurs : en un mot il a besoin d'une bonne gestion des affaires publiques qui crée un **écosystème politique** à même de préserver l'écosystème naturel"²⁵. On peut dire aujourd'hui que ce sont les organismes comme l'ONU (via le PNUED) et les ONG qui sont à l'avant garde de la mise en oeuvre de cette nouvelle gouvernance mondiale.

c. Vers une définition opérationnelle du développement durable

*Cette sous partie a pour finalité de **poser** la définition du concept de développement durable dans une démarche de projet. C'est sur cette définition que s'appuiera l'élaboration de notre grille d'analyse (partie IV) pour tenter de voir si le discours des acteurs du territoire, dans le cadre d'une démarche OGS, est en phase ou non avec cette tentative de définition du concept de développement durable.*

Comme le montre le **schéma n° 5 p 50**, le concept de développement durable **suppose la prise en compte de plusieurs éléments**. L'évolution du concept au fil des années, nous l'avons vu, y est pour beaucoup. Cependant ce concept s'est construit autour de trois composantes/éléments majeurs que sont : « le développement, l'équité et l'intégrité ».

Pour éviter une dérive du concept, si cela n'est pas déjà fait..., par des approches sectorielles centrées sur l'une de ces composantes, il est apparu nécessaire de mettre en place **un cadre de gestion** orientant ces composantes/piliers par des **relations**. Celles-ci sont :

- Compromis permanent ou négociation,
- Une vision à long terme,
- Une transversalité des approches.

De là, l'influence du concept de développement durable sur les pratiques de l'aménagement associé à ces relations ont fait émergés une série de principes qui aujourd'hui régissent les lois et règlements des politiques d'aménagement du territoire.

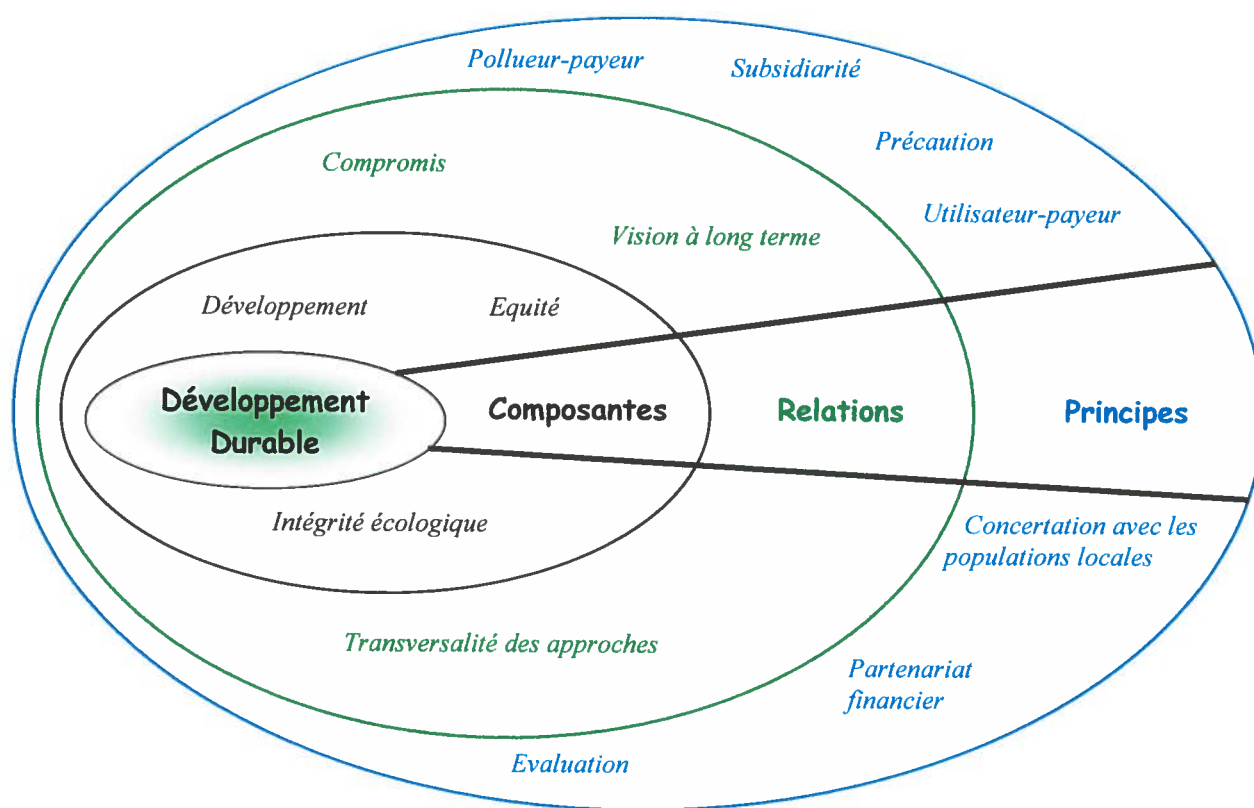
²⁵ Patten, *Développement durable et gouvernance*, OCDE Observateur, 14 décembre 2000, ou site Internet, www.observateurocde.org.



La notion de « **quête** » reste centrale. En effet, faire du développement durable dans une démarche de projet ne veut pas simplement dire, par exemple, respecter l'intégrité écologique d'un site sans se préoccuper du bien être des populations locales et encore moins si celles-ci sont exclues du débat public/processus de décision. On parle souvent de respecter « l'esprit des lieux » dans le cadre d'une démarche OGS. Mais les populations locales ne constituent-elles pas cet esprit ?

Cet exemple parmi tant d'autres illustre bien l'**utilité** du concept de développement durable dans une démarche de projet. Celui-ci consiste en l'**harmonisation** des dimensions économiques, sociales et environnementales. Il ne suppose ni conflit insurmontable ni arbitrage mais plutôt des **réaménagements** et une **conciliation** grâce à ses **relations** et ses **principes**.

- Schéma n° 4 : Imbrication des composantes du Développement durable ainsi que les relations et les principes qui le structurent



Réalisation : Pierre BROSSARD



- Schéma n° 5 : Définition du concept de « Développement Durable »

Qu'est-ce que le « Développement Durable » ?

Ce sont 3 composantes à respecter :

- ⊙ **Satisfaction** des besoins / développement économique,
- ⊙ **Equité**, justice sociale et maintien de la diversité culturelle,
- ⊙ **Maintien de l'intégrité** écologique.

implique un
cadre de gestion

Influence des composantes
sur les pratiques de
l'aménagement

Donc la mise en place de RELATIONS

- ⊕ Un **compromis** permanent / Négociation,
- ⊕ Une **vision à long terme** / Axe temporel d'équité inter et intra générationnelle,
- ⊕ Une **transversalité des approches** / Axe spatial : logique écosystémique.

D'où l'apparition de PRINCIPES

- ◆ Pollueur-payeur,
- ◆ Utilisateur-payeur,
- ◆ Précaution,
- ◆ Subsidiarité,
- ◆ Participation des populations locales au processus de décision,
- ◆ Partenariat financier,
- ◆ Evaluation du projets / des impacts.



« Le Développement durable consiste en une « **quête** » vers une harmonisation des dimensions/composantes économiques, environnementales et sociales. Il ne suppose ni conflit insurmontable ni arbitrage mais plutôt des réaménagements et une conciliation grâce à ses relations et ses principes ».



a. Qu'est-ce qu'une démarche ?

51



réaliser les objectifs fixés par la convention mais, il arrive que pour des raisons techniques (financières) ou juridiques (expropriations), il ne soit pas possible de les atteindre.

Cela s'explique dans **la nature juridique** du document signée. En effet, une convention n'engage pas, sauf en cas de clauses particulières, la responsabilité juridique des différents signataires à l'instar d'un **contrat**.

En outre, une OGS requière plusieurs phases, donc plusieurs conventions en fonction de l'état actuel du site, de son évolution mais également des attentes des différents acteurs du territoire qui peuvent évoluer avec le temps. Il y a donc une possibilité par "**le jeu**" des **conventions** (des phases) de changer de "cap" si l'on s'aperçoit par exemple que tel aménagement n'a pas eu les effets escomptés (la délocalisation d'une route, par exemple, qui aurait du avoir pour effet de décongestionner le bourg où se trouve la porte d'accès au site mais qui a, supposons, détériorée l'économie locale ?).

La démarche OGS peut donc se voir comme **une opération de positionnement, de négociations**. On introduit la possibilité d'un discours entre les acteurs ayant des intérêts à revendiquer. Si les objectifs économiques et sociaux sont peu explicités dès le départ³¹, c'est pour laisser, en quelque sorte, "**le jeu ouvert et ne pas verrouiller le mécanisme**". L'impression de ne pas savoir où ce processus va nous mener est réelle bien qu'il ait une ligne directrice.

b. Pourquoi l'instauration d'une démarche au niveau local ?

Dans le cadre de l'analyse faite (plus haut) sur le développement durable, de l'évolution du concept et de ses conséquences dans la pratique de l'aménagement et, plus particulièrement dans le domaine de la planification territoriale ; nous pouvons entrevoir les "prémices" justifiant la mise en place d'une telle démarche dans ce contexte : "de développement local inhérent aux problématiques environnementales et touristiques".

En effet, l'apparition de **ce processus de planification** peut se concevoir comme étant la remise en question du modèle de **planification rationnelle globale**.

A une échelle plus étendue, plus vaste, ce processus s'inscrit également dans le champ des réformes successives relatives aux différentes vagues de décentralisation des compétences de l'Etat français. En effet, les collectivités territoriales (régions, départements et intercommunalités de projets) se voient confier de plus en plus de compétences et de moyens (quoiqu'on puisse débattre sur ce point) pour mener de manière plus efficiente l'élaboration et

³¹ Cf. supra, Partie 1, Grand B, *Les conditions de mise en œuvre de la politique des Grand Sites*, p 19.



la conduite de projets à des niveaux d'interventions plus appropriés (on parle aussi de principe de subsidiarité). Cela tenant au fait d'un Etat central n'ayant plus les moyens, notamment financiers, pour assurer seul, le pilotage d'opérations d'aménagement de plus en plus coûteuses.

Sur un plan plus théorique, ce processus de planification peut donc se considérer comme étant la résultante d'une lente évolution du système rationnel vers un système orienté sur la **participation**. N'oublions pas que cette démarche, de part ses conditions d'éligibilité, doit en théorie : " Faire l'objet d'une volonté de réhabilitation et de gestion pérenne, **soutenue par un large consensus au niveau local**"³².

c. L'évolution des modes de pensées et des pratiques de la planification³³

Ce constat n'est pas qu'une simple observation puisqu'il constitue un champ d'investigation de plusieurs laboratoires de recherches (DATAR ou l'ISE³⁴). Mon séjour à l'Institut d'Urbanisme de Montréal fut d'ailleurs l'objet de cours magistraux portant sur : "Les théories et pratiques de la planification". Il est nécessaire pour comprendre l'évolution d'un modèle de pensée "d'experts" vers un modèle plus axé sur la concertation, **de retracer**, brièvement, les grandes lignes de ces différentes procédures théoriques de la planification.

Aujourd'hui, nous pouvons distinguer **4 grandes traditions planificatrices** oeuvrant dans les domaines de l'aménagement :

- **La planification rationnelle globale** (PRG : dite "*Rational Comprehensive planning*")
- **La planification par petits pas éclatés** (PPP : dite "*Incrementalism*")
- **La planification stratégique** (PS : dite "*Strategic planning*")
- **La planification interactive** (PI)

Ces 4 modèles de planification reposent sur des principes et des caractéristiques propres. Les **tableaux** ci dessous mettent en exergue les **grands traits** de ces différents courants de planification.

³² Cf. supra, *Les conditions de mise en œuvre de la politique des Grand Sites*, p 19.

³³ Cette partie s'inspire des cours que j'ai eu la chance de suivre à l'Institut d'Urbanisme de Montréal, cours de M. Gariépy sur *l'évaluation environnementale* et de M. Gauthier sur *les théories et pratiques de la planification*, Hiver 2004. M. GAUTHIER est Professeur invité, de l'UQAM (Université du Québec A Montréal) et rattaché à l'ISE (Institut des Sciences de l'Environnement), à l'Institut d'Urbanisme de Montréal.

³⁴ L'Institut des Sciences de l'Environnement, Québec, Canada.



-Tableau n° 1 : La planification Rationnelle Globale (PRG)

PRG	Principes	Caractéristiques
1	Un ensemble de valeurs générales exprimées comme des fins, des buts et des objectifs généraux à atteindre	Rationalité et globalité
2	Le portrait de la situation du territoire par la collecte et l'analyse des données quantitatives et qualitatives	Rationnelle : retenir la "meilleure option" après avoir évalué toutes les options ("one best way")
3	L'inventaire et l'analyse de toutes les options (politiques, stratégies, actions) éventuellement disponibles pour atteindre les buts et les objectifs	Globale : exhaustivité, considérer toutes les options, toutes les conséquences, etc.
4	La prévision, l'évaluation et la comparaison de toutes les conséquences (résultats, moyens, contraintes) reliées à la faisabilité de chaque options	Apports positifs : finalités, diagnostics, pronostics, mesure des impacts et sélection de solutions
5	La sélection des options dont les conséquences correspondent le mieux à l'atteinte des buts et des objectifs	Problèmes opérationnels : lourdeur (coût et durée), moyens limités des planificateurs, écarts entre les finalités et l'action, réductionnisme etc.

- Tableau n° 2 : La Planification Par Petits Pas (PPP)

PPP	Principes	Caractéristiques
1	Les valeurs et les finalités sont implicites pour les décideurs	Une description formalisée du contexte de la prise de décision plutôt qu'une véritable procédure de planification
2	Il n'y a pas de buts et de grands objectifs fixés explicitement mais plutôt des moyens identifiés et évalués	Les décisions et les actions concrètes s'effectuent d'une manière éclatée et disjointe (multiples décideurs)
3	Les décisions s'appuient sur les résultats des actions passées plutôt que sur la déduction de nombreuses options prioritaires	Un processus "incrémentiel" d'amélioration marginales successives (petits pas) par essais – erreurs - corrections
4	Il n'y a pas d'évaluation exhaustive des conséquences des options offertes	Un processus décisionnel fragmenté
5	On corrige plutôt les erreurs du passé en fonction des moyens disponibles	Des ajustements "incrémentaux", c'est-à-dire à la marge ³⁵
6		Absence de réflexions globales sur les buts et les finalités de l'action
7		Planification conservatrice, encourage l'inertie, absence d'innovation, respect de l'ordre existant etc.



- Tableau n° 3 : La Planification Stratégique (PS)

PS	Principes	Caractéristiques
1	Le portrait général de la situation du territoire	La planification comme un processus continu de réactualisation des priorités plutôt qu'un schéma directeur à long terme
2	Les finalités et les buts sont décomposés en objectifs opérationnels	Analyse de la faisabilité des diverses actions prioritaires à l'intérieur des orientations déjà établies
3	L'identification des diverses orientations stratégiques potentielles	Processus continu de révision des priorités
4	L'évaluation <i>ex ante</i> (a priori) en détail des coûts, bénéfices et impacts des orientations	Processus continu d'analyse détaillé des enjeux stratégiques
5	La sélection et la priorisation des orientations selon les objectifs	Une démarche orientée vers l'action (volonté de réduire l'écart entre les finalités et l'action)
6	L'établissement des mesures incitatives et coercitives pour l'application	Une démarche qui tient compte des ressources organisationnelles (budget)
7	L'évaluation <i>ex post</i> (a posteriori) des objectifs atteints ainsi que la révision des priorités	

- Tableau n° 4 : La Planification Interactive (PI)

PI	Principes	Caractéristiques
1	L'intelligence collective est par essence dispersée et éclatée ; ainsi toute planification doit être basée sur la mobilisation sociale élargie	Un processus collectif d'apprentissage continu basé sur l'interaction entre acteurs
2	Les objectifs doivent être induits des problèmes vécus et de la critique de la réalité plutôt que déduits d'un ensemble de valeurs et de finalités	Idée de l'apprentissage social
3	La planification doit engendrer un processus de prise en main collective grâce au dialogue et à l'échange entre les acteurs	Réseaux interorganisationnels
4	Il faut garder les acteurs en équilibre entre la structure et l'évolution, entre l'ordre et le désordre, entre le statique et le dynamique	Structures de concertation
5	L'interaction représente la seule possibilité de marier connaissances et actions	Partenariat public - privé
6		Système de gouvernance territoriale
7		Consultation, concertation, négociation



8		La planification : un intérêt général négocié, ("What we agree to do")
9		Le succès de la planification : atteinte d'un accord, d'une entente, d'un consensus, etc.

A la lumière de ces différents principes et caractéristiques des 4 grandes procédures théoriques de la planification, nous pouvons avancer que le modèle de planification qui a longtemps dominé en aménagement et, pourrait-on dire continu à influencer (notamment au niveau décisionnel), reste la Planification Rationnelle Globale. Celui-ci s'inspire des grands courants de pensée de **Saint-Simon** (1760 – 1825) et de **l'Ecole Polytechnique de Paris**. Selon Saint-Simon, la société devrait être guidée par des principes scientifiques (positivisme).

De là, **les sciences de l'ingénieur** ont fortement **influencés** les processus de planification. C'est presque un processus **apolitique**, c'est-à-dire que l'on n'a pas besoin de faire des choix car on a déjà les objectifs et les solutions pour y arriver ("One best way"). C'est aussi le modèle appelé **"Top-down"** (qui vient du haut).

Si l'on en croit certains auteurs comme Pierre Hamel ; *"dans le cadre de la planification rationnelle, l'action découle de principes simples et, le débat sur les finalités et les valeurs est remplacé par un débat sur les moyens"*³⁶. C'est la situation où l'action est subordonnée à la connaissance.

Aujourd'hui, ce type de planification est en **crise**. En effet, l'idée qu'une bonne connaissance scientifique nous amène vers une bonne solution a montré ses limites. Il n'y a pas qu'une seule connaissance qui soit scientifique : il y a notamment les sciences sociales, à travers les usages, les conflits de valeurs et les intérêts légitimes de tout individu... qui ne peuvent se réduire à la seule explication scientifique. Le courant Postmoderne a le mérite d'avoir attirer notre attention **sur l'existence d'une pluralité de points de vue**. *"S'il n'est pas possible de les concilier, il faut néanmoins les considérer à partir de leur spécificité"*³⁷.

Ces considérations convergent vers la conclusion qu'il faudrait prendre en compte des éléments herméneutiques³⁸ et participatifs dans les processus de planification. En effet, aujourd'hui, pourrait-on dire, il y a **"consensus"** sur le fait que les institutions, en particulier les institutions publiques, ne sont plus en mesure de répondre aux demandes sociales. En outre, la politique, de part ses choix, ne peut être qualifiée de rationnelle. Cependant elle s'avère être **un espace de médiation** entre des intérêts individuels (privés) et des intérêts publics. Or c'est cet espace de médiation, jusqu'alors dans le contexte de la modernité, du courant des Lumières, qui a été pensé et organisé d'une manière centralisée et hiérarchisée.

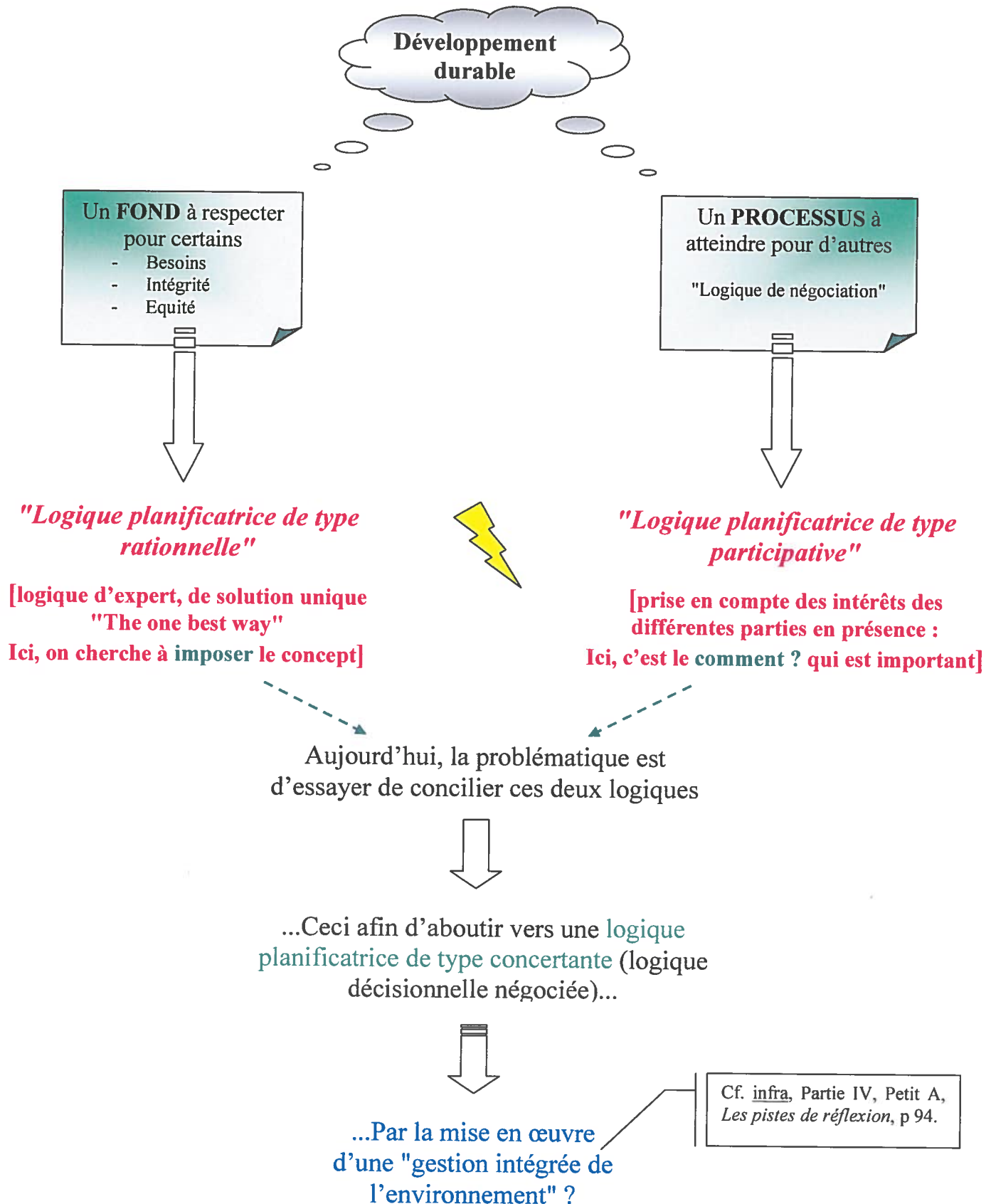


Sur ces faits, il est nécessaire de mettre en œuvre de nouvelles modalités de "médiations sociales". Mais celles-ci ne pourront voir le jour qu'au moyen **d'un débat public**.

L'apparition des trois autres processus de planification s'apparente comme étant la **critique** du premier modèle et la réponse d'une demande sociale qui fut souvent exclue du débat des enjeux de son territoire, donc du processus de décision. *La concertation n'est-elle pas un corollaire de l'intégration ?*



- Schéma n° 6 : La tendance actuelle de l'application du concept de développement durable dans le cadre d'une démarche de projet en aménagement





Mes règles du jeu!

*Présentation de
la troisième
partie*

3



III. Sélection des acteurs, des sites et méthodologie d'acquisition des données

A. La détermination des principaux acteurs

a. Des difficultés d'ordre méthodologiques

C'est sans doute un des éléments d'identification le plus important de cette recherche. En effet, la crédibilité des résultats de cette étude dépendra de la sélection réaliste et représentative des acteurs entretenus !

Nous partirons du postulat suivant : "c'est par la définition des acteurs que nous choisirons / ciblerons nos sites d'investigations et non l'inverse". Pourquoi partir de ce postulat ?

Plusieurs choix méthodologiques sont avérés :

- ☞ Il existe différents groupes d'acteurs dans les comités de pilotage des diverses OGS à l'intérieur desquels une multitude d'acteurs subsistent. L'aspect quantitatif s'avère être un frein à cette étude.
En effet, devons nous prendre en compte la pluralité des acteurs au sein du comité de pilotage et, diriger cette étude sur seulement un ou deux sites ? Ou bien, prendre en compte une plus grande sélection de sites au détriment de l'exhaustivité des acteurs des différents groupes du comité de pilotage ?
- ☞ Devons nous prendre, pour acteurs du territoire, les seuls représentants du comité de pilotage de chacune des différentes OGS ?
- ☞ Ou bien, devons nous élargir notre champ d'investigation aux acteurs non membres de ce comité de pilotage ?

Ces choix sont difficiles pour plusieurs raisons :

- Tout d'abord, le fait de se centrer exclusivement sur les acteurs membres du comité de pilotage serait une erreur. En effet, il est vrai dans un premier temps que les idées, l'élaboration des projets et la décision de leur réalisation émanent de cette instance. Cependant, comme nous avons pu le voir : **l'avis de la CSS** reste fondamental au



sein de cette démarche. Démarche pourtant inhérente de certains éléments procéduriers... Pour cette raison, il est essentiel de prendre en compte les attentes du MEDD concernant cette démarche.

- De ce constat, il n'apparaîtrait donc pas illégitime d'élargir notre champ d'action à d'autres acteurs, non membres, du comité de pilotage comme le public ou différentes structures associatives du site (de défense de l'environnement, des propriétaires fonciers...) ?
- En outre, si cette étude ne porte que sur un ou deux sites, aura t-elle une réelle valeur scientifique ?

D'après ces interrogations et dans un souci de faisabilité pour cette étude, nous nous positionnerons sur les acteurs membres du comité de pilotage en y incluant un représentant du MEDD. De plus, de part les conclusions de cette recherche et dans l'optique de leur donner un caractère plus généralisable : nous choisissons de privilégier une plus grande variété de sites au détriment d'un nombre d'acteurs entretenus plus faible.

b. L'identification des principaux acteurs

L'identification des acteurs d'un territoire soulève le plus souvent un même problème de fond :

Comment faire une typologie des différents acteurs d'un territoire sans altérer leur représentativité ?

Une **typologie** est : "un outil de modélisation qui facilite la compréhension d'une population. En obligeant à caractériser des groupes, elle favorise la mise en évidence des éléments de distinction et donc l'appréhension de la diversité de la population. Elle est forcément réductrice de la réalité puisqu'elle ne retient que les éléments communs d'un groupe d'individus ; en outre, tous les types ne sont pas représentés, et l'importance quantitative des types caractérisés n'est pas prise en compte"¹.

¹ L'AFIT, *Piloter le tourisme durable : dans les territoires et les entreprises*, Les Cahiers de l'AFIT, 2002.



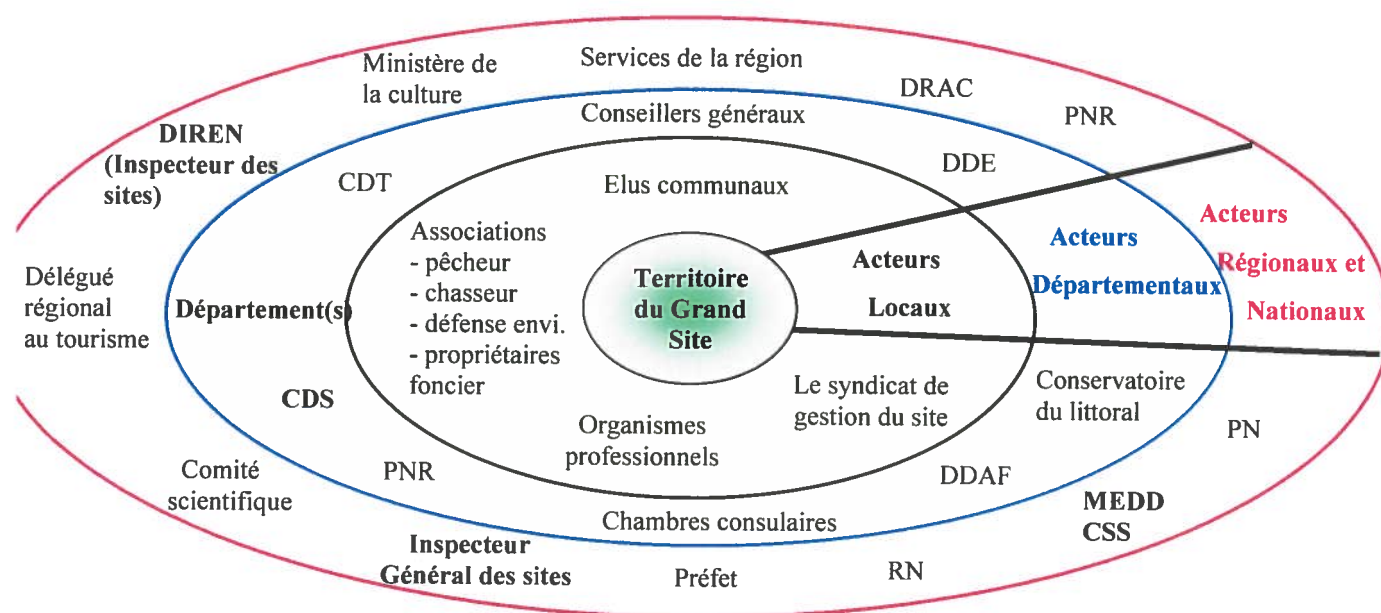
En outre, n'oublions pas qu'une des erreurs caractéristiques d'une approche se voulant territoriale est de **considérer les acteurs de façon uniforme**. Nous entendons ici le fait que les typologies ne sont pas seulement : des entrepreneurs, des décideurs ou des responsables comme on les appelle communément. Car : "toute personne agit et peut avoir une influence sur le territoire ; ils décident et exercent des activités d'ordre divers : professionnel, politique, social... L'acteur dispose d'une capacité de choix : il peut suivre ou ne pas suivre, adhérer ou refuser selon ses idées ou ses intérêts. Sa marge de manœuvre est plus ou moins grande par rapport au conditionnement général dans lequel il se situe (le sens commun selon le concept de P. Bourdieu²)".

Sur ces constats, nous décidons de procéder au découpage suivant :

"Il est possible de distinguer **3 grands groupes d'acteurs** à l'intérieur du comité de pilotage d'une OGS" :

- **Les acteurs Locaux,**
- **Les acteurs Départementaux,**
- **Les acteur Régionaux et Nationaux.**

- Schéma théorique n° 7 : Les différents acteurs présents à l'intérieur et à l'extérieur du comité de pilotage d'une OGS



² A propos de P. Bourdieu, *Le monde selon Bourdieu*, sciences humaines, n° 105, mai 2000, pp. 23-36.



- Tableau n° 5 : Liste des différents sigles par groupes d'acteurs

Les Acteurs Locaux	Les Acteurs Départementaux	Les Acteurs Régionaux et Nationaux
	CDT = Comité Départemental du Tourisme	MEDD = Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
	DDAF = Direction Départemental de l'Agriculture et de la Forêt	CSS = Commission Supérieure des Sites
	DDE = Direction Départementale de l'Equipeement	DIREN = Direction Régionale de l'Environnement
		PN = Parc National
	PNR = Parc Naturel Régional	PNR = Parc Naturel Régional
	CDS = Commission Départementale des Sites	RN = Réserve Naturelle
		DRAC = Direction Régionale des affaires culturelles

c. La sélection des acteurs

On le voit, la liste des personnes directement impliquées dans le comité de pilotage et celle ne l'étant pas directement mais y jouant un rôle déterminant (contrôle de légalité de l'Etat avec la CSS et l'inspecteur des sites) **est lourde et complexe**.

Le schéma théorique met bien exergue la **spécificité** de chaque Grand Site de part la multiplicité des acteurs en présence notamment au niveau national et départemental : Site situé dans un PNR, une RN, un PN, sur le littoral... En outre, **l'hétérogénéité**, même s'il existe des recoupements indéniables, en terme de **gestion et de maîtrise d'ouvrage** est forte.

Devant cette impasse il convient de faire des **choix** suivant l'importance des acteurs au niveau **décisionnel et financier** sur l'OGS

De là, nous pouvons dire :

✓ Que les acteurs importants au niveau décisionnel et financier sont :

- Pour les **acteurs nationaux et régionaux** : Le MEDD avec la CSS et, l'inspecteur des sites. En effet, comme nous avons pu le voir lors de la programmation d'une OGS³, les

³ Cf. supra, Partie I, grand 2, petit 3 "La programmation d'une OGS", p 19.



études préalables définissent un projet de réhabilitation du site **qui doit être** adressé au ministre de l'environnement pour un accord de principe.

De là, un schéma global de fonctionnement du site, prévoyant la réalisation des travaux nécessaires ainsi qu'un plan de financement détaillé, doit être soumis **à l'avis de la CDS et de la CSS**. Enfin, le programme général, le choix de la structure de gestion ainsi que le plan de financement sont examinés par les services compétents de la **DNP**. Ce n'est qu'une fois son approbation acquise que la convention, préparée par le comité de pilotage entre les collectivités territoriales, les différents partenaires financiers impliqués et le Préfet est signée.

Il est à noter **le rôle majeur**, au niveau décisionnel, que joue **l'inspecteur des sites (appelé également « chargé de mission site et paysage »)**. Celui-ci est en quelque sorte l'œil du MEDD sur le terrain au sein du service déconcentré de l'Etat qu'est la DIREN. Toute autorisation de travaux passe par son approbation qu'il transmet au MEDD.

On le voit ce n'est pas tant au niveau financier que se situe l'importance, en terme d'acteur, du MEDD (via la CSS) et de ses services déconcentrés (inspecteur des sites de la DIREN et DNP) mais, inévitablement au niveau **décisionnel**. Le niveau financier, même si l'Etat y contribue, reste modeste comme nous avons pu le voir⁴. Celui-ci, de part cette démarche "originale et pragmatique" et sa politique actuelle (décentralisatrice), cherche à se dégager financièrement et à déléguer au niveau le plus apte la gestion et la maîtrise d'ouvrage de ces projets.

En outre, sur certains projets sensibles rentrant dans le cadre de l'OGS comme mesure de réhabilitation ou d'aménagement d'un espace, ces derniers sont soumis à l'avis obligatoire de **l'inspecteur général des sites**. Il en existe **4** en France ayant à charge de grandes entités territoriales : le grand Sud-est, le grand Sud-ouest, le grand Nord-est et le grand Nord-ouest. Ces personnes sont, en plus d'être architecte/urbaniste d'Etat de la DRAC, rattachées à différentes commissions de grandes écoles nationales comme l'ENPC⁵.

Dans cette optique, nous entretiendrons **une seule fois la chargé de mission OGS** au MEDD, de part sa fonction centralisatrice au ministère. Cependant, **l'avis de l'inspecteur des sites nous semble fondamentale**. Nous essayerons donc de l'entretenir. Il se peut que pour des raisons techniques, de compétences de part la fonction d'un inspecteur des sites

⁴ Cf. *supra*, voir Partie I, petit C, *La programmation d'une OGS*, p 23.

⁵ Ecole Nationale des Ponts et Chaussées.



de niveau national, que la personne interrogée **soit la même pour plusieurs sites**. Il se peut également, de part sa fonction, qu'il soit **difficile** de la contacter et de l'entretenir.

- Concernant les **acteurs départementaux** : Il est primordial de ne pas omettre que le Département fait figure d'acteur principal, sur cet échelon territorial, par **ses moyens techniques et financiers** et, de surcroît dans des problématiques d'aménagement en milieu rural. Celui-ci est d'ailleurs sur bon nombre d'OGS le maître d'ouvrage de l'opération voir le gestionnaire également. Dans ce cas là, le chargé de mission OGS est souvent un membre des services techniques du Département.

Nous décidons donc d'entretenir au moins **un élu** (conseillé général) d'un canton concerné par l'OGS et, dans l'éventualité où celui ci serait le gestionnaire et le maître d'ouvrage de l'opération, ou l'un des deux, le **chargé de mission OGS du département ainsi qu'un élu membre de la structure de gestion**.

- Pour les **acteurs locaux** : *nous estimons qu'ils ont tous un rôle important dans la définition des projets d'une OGS. Nous essayerons donc d'avoir un entretien avec :*
 - Un représentant d'une association (soit environnemental, soit des pêcheurs, propriétaire foncier du site...).
 - Un représentant d'un organisme professionnel (exemple : le président des loueurs d'embarcations des gorges de l'Ardèche),
 - Si la gestion ou la maîtrise d'ouvrage, ou l'une des deux, du site est exercée au niveau local, alors nous décidons d'entretenir : Un élu membre de la structure de gestion (en général d'un SIVOM⁶, ou d'un SIVU⁷ ou encore d'un syndicat) et le chargé de mission OGS.
 - Un élu d'une des différentes communes concernées (parfois elle peut être unique).

⁶ Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple.

⁷ Syndicat Intercommunal à Vocation Unique.



➡ **Récapitulatif de la démarche sélective des acteurs du territoire par Grand Site :**

Nombre d'acteurs entretenus par Grand Site

Acteurs nationaux et régionaux	<ul style="list-style-type: none">- <i>Un entretien unique</i> du chargé de mission OGS au MEDD valable pour l'ensemble des Grands Sites.- <i>Un entretien fixe</i> de l'inspecteur des sites pouvant être le même pour plusieurs sites.
Acteurs départementaux	<ul style="list-style-type: none">- <i>2 entretiens variables</i> que sont : L'entretien du chargé de mission OGS (si le Département est gestionnaire ou maître d'ouvrage de l'opération, ou les deux) et d'un élu ou d'un représentant membre de la structure de gestion.- <i>Un entretien fixe</i> d'un élu (conseillé général) d'un canton concerné par l'OGS.
Acteurs locaux	<ul style="list-style-type: none">- <i>Un entretien fixe</i> d'un représentant d'une association.- <i>Un entretien fixe</i> d'un organisme professionnel.- <i>2 entretiens variables</i> que sont : L'entretien du chargé de mission OGS (si la gestion et la maîtrise d'ouvrage, ou l'une des deux, sont exercées au niveau local) et d'un élu ou d'un représentant membre de la structure de gestion.- <i>Un entretien fixe</i> d'un élu de la ou des communes concernées par l'OGS.

[la couleur verte définit le caractère incertain de la structure de gestion et du maître d'ouvrage de l'opération dans le comptage du nombre d'entretien]

Cette sélection (parti pris) nous amène à un total de **7 entretiens** par Grand Site auxquels nous ajouterons **1 entretien** au titre du chargé de mission OGS du MEDD. Cela doit logiquement nous amener à un total de **36 entretiens**.



Cependant, ce choix des acteurs pour un entretien oral est **difficile à réaliser** pour plusieurs raisons :

- Personnes difficilement joignable de part leur fonction (inspecteur des sites ou inspecteur général des sites),
- Personnes en vacance (les entretiens se dérouleront entre le 9 juillet et le 5 août 2004),
- Le poste de chargé de mission OGS, dans certain cas, n'existe pas officiellement. Il est occupé par différentes personnes (à titre d'exemple pour le cas de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche : la première phase OGS fut gérée et portée officiellement (maître d'ouvrage) par le SIVA⁸. Cependant, il n'y avait pas de chargé de mission officiel OGS et, cette opération fut portée, à l'époque, par une personne des services techniques du Département de l'Ardèche),
- Certaines associations n'existant pas ou n'étant pas impliquées par l'OGS,
- Des entreprises privées non regroupées en syndicat (n'oublions que nous sommes dans la majorité des cas sur des problématiques en milieu rural),
- Certaines personnes peuvent à la fois être élu communal, conseiller général et président de la structure de gestion : c'est le cumul des mandats très présent au niveau local. Dans cette hypothèse, *un entretien en vaudra trois*,
- Finalement, certaines personnes refusant de s'exprimer sur l'opération.

Pour ces différentes raisons, nous procéderons à des remplacements le(s) cas échéant(s).

d. Choix et justification des sites étudiés







Pour pouvoir donner un caractère généralisable à ces résultats, l'idéal aurait été d'enquêter sur les 32 sites faisant parti du Réseau des Grands Sites de France. Cependant, pour des raisons d'ordre purement matériel essentiellement (coûts financiers, distance du lieu de travail, temps imparti...) il m'est impossible d'étudier et d'enquêter tous ces sites.

⁸ Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche.



En outre, ces opérations concernent souvent des périmètres d'étendues diverses associant différentes communes et drainant du même coup une multiplicité d'acteurs, exerçant des rôles divers, comme nous avons pu le voir dans notre détermination des acteurs à entretenir.

Pour ces raisons, le choix des sites se fera en **priorité** en fonction des sites ayant une problématique proche ne serait-ce qu'au niveau paysager mais également, en fonction de la disponibilité des différents acteurs comme nous avons pu le voir dans les difficultés rencontrées. Pour cela, nous décidons d'étudier :

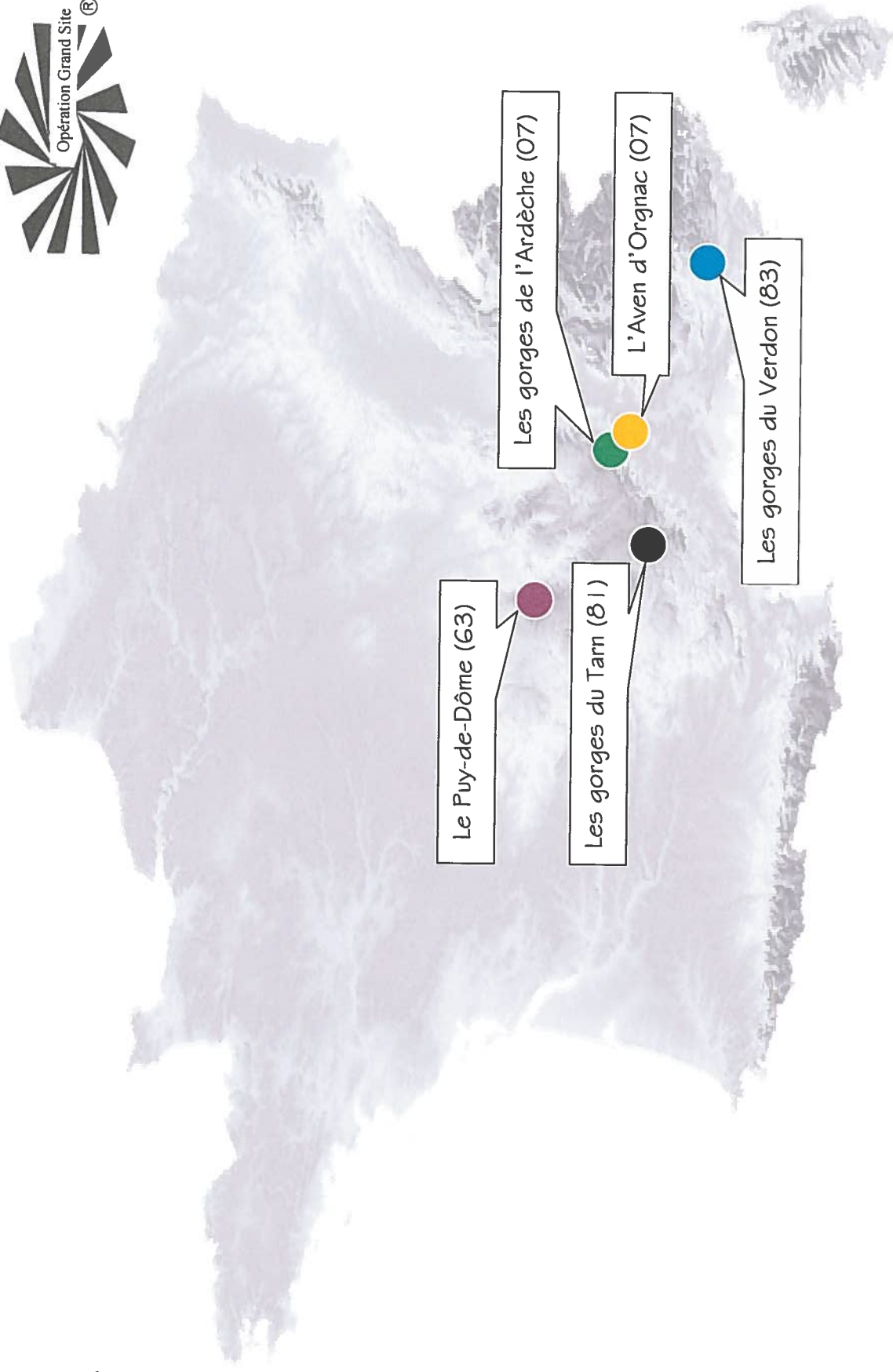
-  *L'OGS des gorges du Tarn (81),*
-  *Des gorges de l'Ardèche et du Pont d'Arc (07),*
-  *De l'Aven d'Ornac (gorges de l'Ardèche) (07),*
-  *Des gorges du Verdon (83 / 04),*
-  *Du Pont du Gard (gorges du Gardon) (30),*
-  *Du Puy-de-Dôme⁹.*

En outre, de part la mission qui m'a été confié de représenter le Département de l'Ardèche, dans le cadre du stage professionnel effectué au conseil général de mai à septembre 2004, au colloque : *"Vivre dans un Grand Site ; le pari du développement durable"* les 17 – 18 et 19 juin 2004 en **Baie de Somme** : nous décidons d'ajouter cet événement / argument dans le choix des sites à étudier.

En effet, la participation à ce colloque m'a donné l'occasion de discuter et d'enrichir ma connaissance sur les OGS, notamment sur le plan informel, leur fonctionnement, mais également de me constituer un carnet d'adresses non négligeable des différents chargés de mission des OGS. **Ce fut un élément déterminant dans l'obtention de nombreux entretiens téléphoniques.**

⁹ Cf. infra, Carte de la localisation géographique des OGS étudiées, p 69.

Carte n° 2 : Localisation géographique des OGS étudiées



Source : Fond cartographique de Université de Montréal

Réalisation : Pierre Brossard



B. La méthode d'investigation

I. L'entretien qualitatif ciblé : avantages et inconvénients

N'oublions pas que l'objectif est ici : *"de connaître le discours des acteurs du territoire à travers leurs attentes et les projets qu'ils supportent et, de voir si cela est porteur de la dimension du développement durable"*.

Comment connaître ce discours ? Il n'existe que peu de moyens, techniques, pour atteindre cet objectif :

- **L'enquête quantitative de type fermée** : celle-ci est souvent pratiquée par nos institutions ou par des grandes firmes sur de vastes échantillons de populations. Ceux-ci sont lourds financièrement et nécessitent temps et main d'œuvre. Nous n'opterons pas pour cette méthode d'investigation pour ces raisons.
- **L'enquête qualitative fermée** : Ici, la technique, a proprement parlé, est la même que celle vu précédemment, à savoir un questionnaire fermé. Cependant, l'échantillon est ici plus réduit, ciblé.
- **L'entretien qualitatif, semi directif, de type ouvert** : le principe de ce type d'entretien est clair : suivre une grille de questions préétablie en instaurant ***un dialogue*** entre le sondeur et l'interviewé.

Les questions sont les mêmes pour toutes les catégories d'interviewés. Ces questions sont ouvertes, invitent à la discussion et dure en moyenne entre quarante cinq et une heure et trente minutes. Les informations recueillies sont nombreuses et nous parvenons même à intéresser nos différents acteurs à notre travail.

Une relation de **"confiance"** permet d'avoir une approche beaucoup plus réfléchie et approfondie du sujet traité.

Au départ, nous avons choisi de procéder à une enquête avec des questions fermées pour un total de seulement 5 à 6 questions. Cela pour faciliter le traitement des résultats et, par la même, ce mode d'investigation aurait permis d'entretenir un nombre plus important d'acteurs : aux alentours d'une centaine. **Nous l'avons vu plus haut, ceux-ci sont nombreux et variables suivant les situations.**

Notons que le **recueil** des informations tirées de nos entretiens, s'est fait suivant deux types de consultations : **physiquement** ou par **entretien téléphonique**. Les envois écrits ne



nous ont pas intéressés. En effet, nous estimons que seul la présence, quelle soit visuelle ou vocale, peut inciter l'interlocuteur à énoncer réellement ses opinions.

Au bout de trois essais, le résultat fut **décevant**. Nous n'avions obtenu que très peu d'informations tandis que les questions fermées **n'incitent pas l'interlocuteur à développer ses opinions**. Aucune complicité ne se crée et notre consultation des acteurs du territoire menace de s'apparenter à une énième enquête statistique banale dont les gens n'ont que faire.

Une telle opération ne débouchera, par conséquent, que sur des statistiques peu intéressantes au niveau qualitatif et, qui plus est, **peu valable quantitativement** puisque seul 10% de l'ensemble des acteurs du territoire, rentrant dans "le jeu" de l'OGS, aurait été interviewé.

Dans ce cas, quelle représentativité pourrait-on obtenir ? D'autant que **le temps** et **les moyens** (financiers) nous empêche d'accroître la part des personnes consultées. L'enquête, même qualitative, ne trouve donc là aucune pertinence.

Pour ces raisons, nous décidons de choisir le mode de l'entretien qualitatif (ciblé), semi directif, de type ouvert. Notre première tentative, ayant échoué, montre le caractère expérimental de la recherche en aménagement. Dans ce domaine, il est reconnu qu'il y a toujours un va et vient entre la déduction et l'induction.



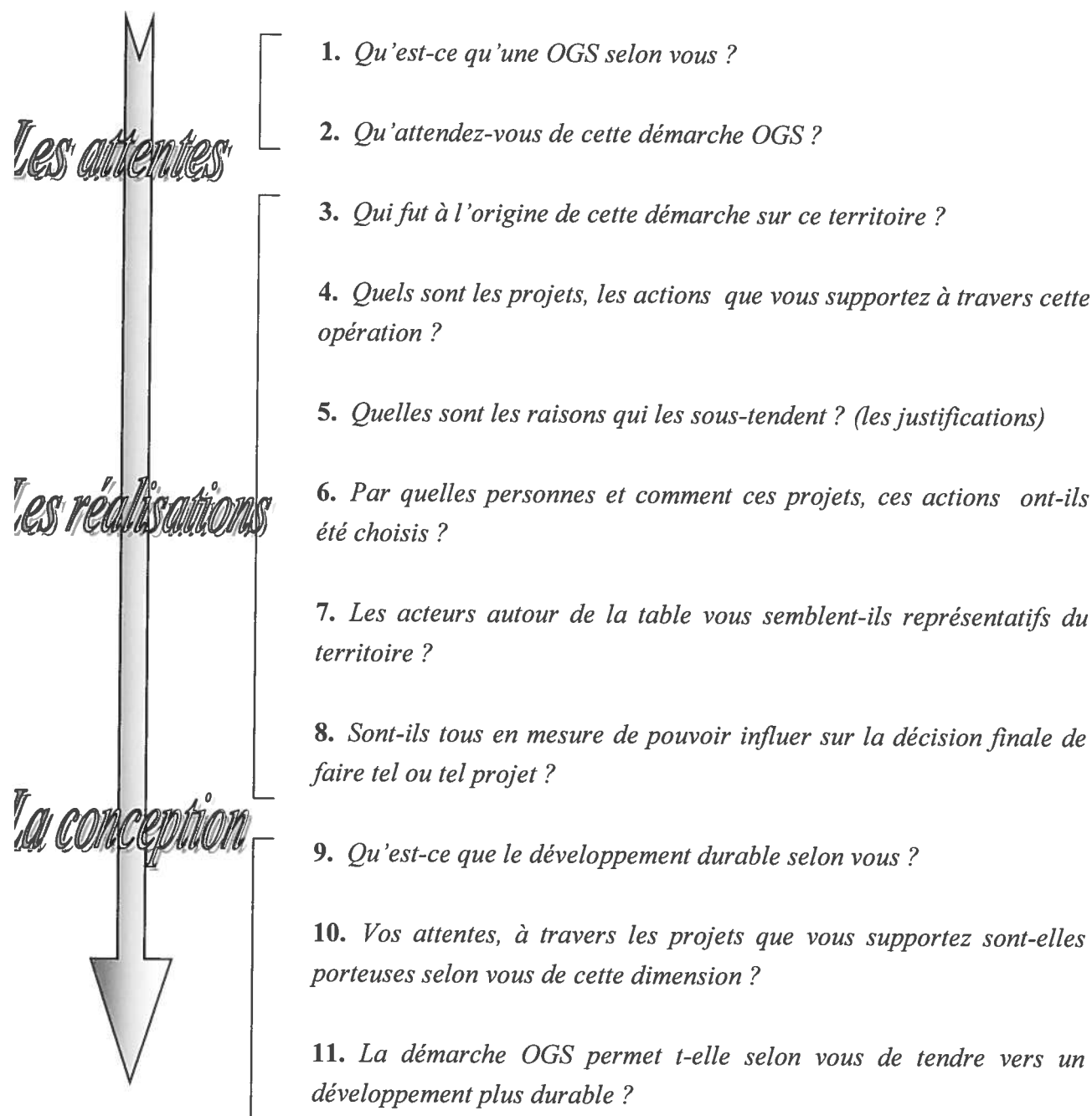
2. L'élaboration du questionnaire et son traitement

⇒ L'élaboration du questionnaire

- Elaboration du questionnaire dans une perspective
d'entretiens qualitatifs ciblés

Voici la grille d'entretien :

⇒ Connaissance du sondé (Nom, prénom, fonction(s), mission(s))





Ce questionnaire comme nous pouvons le voir se déroule en **trois temps** :

- ⊗ Connaissances des attentes,
- ⊗ Des réalisations (des projets et de la manière dont ils ont été réalisés),
- ⊗ De la conception du développement durable (justification au regard des projets et de la manière de faire).

⇒ *Le traitement*

Quarante trois entretiens ont été menés. Chaque entretien fait l'objet d'une **fiche 1 : "acquisition des idées"**. L'objet n'est pas ici de faire un résumé de l'entretien mais au contraire **de retenir l'idée principale à chaque question**. Cette fiche est nominative dans le cadre de mes recherches personnelles et ne sera jamais révélée.

Ensuite, chaque idée se voit attribué un numéro et on mentionne le nom, **sous une forme codée**, de la personne qui l'a émise entre parenthèse. C'est **la fiche 2 : "traitement des idées"**. Par ce moyen, **on peut ainsi repérer les idées qui reviennent le plus souvent**.

Exemple : Question 1 « Qu'est-ce qu'une OGS selon vous ? »

- 1. Faire concilier la préservation du patrimoine naturel avec la fréquentation touristique (Buis, Dupont, Marchand...)*
- 2. Instaurer une zone de protection environnementale (Déprès, Michel...)*

Notons que **le même procédé** d'acquisition et de traitement des idées est appliqué pour l'ensemble des acteurs du territoire déterminés plus haut. De plus, **le questionnaire est le même pour tous**.

Il est important d'informer le lecteur que le traitement par idée ne sera, en aucun cas, nominatif !

Pour cela nous établirons « **un codage** » des différents acteurs entretenus ainsi qu'une **classification, par couleur**, des différentes OGS étudiées. Cela permettant, le cas échéant, de faire des recoupements, des liens plus aisément¹⁰.

¹⁰ Cf. *infra*, Fiche 2 Traitement des idées, p 76.



"Exemple"

FICHE 1 - Acquisition des idées – DEA OGS

Nominative mais non
communicable

⇒ Connaissance du sondé (Nom, prénom, fonction(s), mission(s)) ?

Monsieur « X », conseiller général du canton de « Z » et président du syndicat intercommunal « Y »

1. Qu'est-ce qu'une OGS selon vous ?

« La mise en valeur et la mise en cohérence d'un territoire d'exception »

2. Qu'attendez-vous de cette démarche OGS ?

« Une amélioration de l'image »

3. Qui fut à l'origine de cette démarche sur ce territoire ?

« Le Département »

4. Quels sont les projets, les actions que vous supportez à travers cette opération ?

« Une requalification des sentiers »

Etc.

**FICHE 2 - Traitement des idées – DEA OGS****Non nominative et communicable**

⇒ *Mise en application du système de codage des différents acteurs et d'une classification, par couleurs, des OGS étudiées*

⊕ **Légende :**

Acteurs nationaux et régionaux

- CMM = Chargé de Mission au MEDD
- IS = Inspecteur des sites
- IGS = Inspecteur Général des Sites

Acteurs départementaux

- CG = Conseiller Général
- CMD = Chargé de Mission OGS au Département
- SGD = Structure de Gestion Départementale

Acteurs locaux

- EC = Elu Communal
- A = Association
- OP = Organisme Professionnel
- CM = Chargé de mission OGS
- SG = Structure de Gestion

« Codage des différents acteurs »

« Classification, par couleurs, des OGS étudiées »



OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche



OGS du Puy-de-Dôme



OGS de l'Aven d'Orgnac (gorges de l'Ardèche)



OGS des gorges du Verdon



OGS des gorges du Tarn

Notons que certains acteurs exercent plusieurs fonctions, ils seront cités de la manière suivante ; exemple : CMD/SGD veut dire que Monsieur « X » est à la fois Chargé de Mission OGS et responsable de la Structure de Gestion, de l'OGS, au Département. Celui-ci comptera pour deux personnes entretenues. De plus, si certains acteurs sélectionnés au départ n'ont pu être entretenus, ceux-ci seront mentionnés lors de « l'état des lieux des différents acteurs entretenus »¹¹ et, éventuellement remplacés par un autre acteur

¹¹ Cf. infra, *Etat des lieux des différents acteurs entretenus*, Partie IV, p 81 et 82.



"Exemple"

FICHE 2 - Traitement des idées – DEA OGS

Non nominative et communicable

Les codes entre parenthèse désignent les idées principales des personnes entretenues ainsi que leur fonction au sein de l'OGS

⇒ Dans la colonne de droite, en rouge, sont exprimées les idées qui sont revenues le plus souvent avec un maximum.

⇒ Personnes ayant refusés de s'exprimer sur le sujet : IGS, CMD...

1. Qu'est-ce qu'une OGS selon vous ?

1. Mettre en valeur de sites naturels et du patrimoine historique (EC 1, EC 3/SG 2, CG, A, EC 1, EC 2, CG, A,	9
2. Instaurer une zone de protection environnementale de qualité (EC 2, A, OP,	3
3. Faire concilier la préservation du patrimoine naturel avec la fréquentation touristique (SG, EC 3/SG 2, EC1,	4
4. Ne sais pas (A, CMD, A,	3
5. C'est améliorer l'existant dans un grand site tout en le valorisant (EC 2,	1
6. Organiser la fréquentation de sites naturels emblématiques menacés par la fréquentation (CMD, OP, SG, A,	4
7. Un repaysagement du site actuel (OP,	1
8. C'est trouver un équilibre entre préservation et fréquentation (OP, EC 2,	2
9. C'est issu du Sommet de la Terre de Rio (IS,	1
10. C'est une requalification, par des travaux, d'un site prestigieux soumis à une surfréquentation en vue de lui attribuer un label et une image de qualité (IS,	1
11. Améliorer l'image du site (IS, EC,	2
12. Sauvegarder un lieu fragile, sans le sanctuariser, en conciliant les usages (CMD/SGD, EC 2,	3
13. C'est une réhabilitation d'un site majeur (A/OP,	2
14. C'est une opération qui permet de spécifier un site (EC 1,	1
15. C'est rester vigilant sur les contraintes réglementaires par rapport aux utilisateurs du site car le site génère beaucoup d'activités économiques (EC 2,	1
16. C'est une vision de reconnaissance, de gestion durable, de protection et de valorisation au sens de qualité d'un site emblématique (IS/CM, IS,	3
17. C'est une opération/projet de territoire qui vise à développer un projet global pour harmoniser toutes les compétences (SG, CM/SG,	3
18. C'est installer un tourisme durable, de qualité pour améliorer l'image du site et supporter des flux touristiques (EC,	1
19. Une opération de classement d'un territoire pour sa mise en valeur (A,	1
20. Une opération de requalification d'un site naturel dégradé par la surfréquentation avec l'objectif d'une bonne gestion tout en ayant une approche développement local (IS,	1
21. C'est la protection de la nature sur certains secteurs en concertation avec les populations locales (OP,	1
22. Une opération dirigée par l'Etat de manière à s'assurer des élus une gestion correcte du site (CG,	1
23. Une opération partenariale Etat/CT pour une gestion et une mise en valeur d'un site (IS, SG,	2
24. C'est tenter de réguler une situation anarchique de surfréquentation d'un site (A,	1
25. Un aménagement de territoire (OP,	1
26. C'est la gestion des flux et l'aménagement de lieux surfréquentés (EC 1,	1
27. C'est ne pas perdre l'esprit des lieux sur des sites importants au niveau écologique (EC 2,	1

ETC.



➡ *L'exploitation des idées*

Au vu du nombre important des réponses¹² (caractère hétérogène) et dans un souci de représentativité, il apparaît nécessaire de faire des choix.

Ceux-ci concernent le nombre d'idées exprimées étant revenues le plus souvent par question. Nous décidons de retenir comme « idées principales », celles ayant l'objet d'au moins 4 réponses identiques.

¹² Cf. Annexe 1, Fiche 2 Le traitement des idées.



Mes résultats

*Présentation de
la quatrième
partie*

4



IV. Un développement durable spécifique aux territoires

A. La grille d'analyse comme outil d'appréciation du discours des acteurs du territoire

I. Détermination d'une grille d'analyse ou matrice du discours des acteurs du territoire

➡ *Pourquoi utiliser une matrice pour analyser le discours des acteurs du territoire ?*

L'élaboration d'une grille d'analyse ou matrice devrait nous permettre de mieux cerner l'intégration ou pas de certains critères du développement durable dans le discours des acteurs du territoire (voir le **schéma théorique n° 8 p 80** : Matrice du discours des acteurs du territoire dans le cadre d'une Opération Grand Site).

La matrice, par ses différentes entrées, sert en premier lieu à reconnaître les principales **idées** du discours des acteurs du territoire. Ce discours, nous l'avons vu¹, se décompose en trois phases suivant le déroulement du questionnaire :

- Les attentes,
- Les réalisations (la manière de procéder),
- La conception du développement durable.

Cette grille nous permet également de distinguer les différents **critères** du développement durable qui ont été retenus **dans la définition établie dans la Partie II p 48**. Les interactions (intersections) qu'on détermine donne lieu à une matrice réduite.

Cela nous permettra de voir s'il y a prise en compte de manière **explicite, implicite** ou **pas** du critère « X » du concept de développement durable dans l'idée principale « Y » du discours des acteurs du territoire.

¹ Cf. supra, Partie III, Petit 2, *L'élaboration du questionnaire et son traitement*, p 72.



Schéma théorique n° 8 : Exemple de matrice du discours des acteurs du territoire dans le cadre d'une démarche OGS

Nombre de personnes ayant
exprimé la même idée
sur un total de 36



		Le concept de développement durable											
		Piliers			Relations			Principes					
		Développement	Equité	Intégrité écologique	Compromis	Vision à long terme	Transversalité des approches	Pollueur-payeur	Subsidiarité	Précaution	Utilisateur-payeur	Concertation avec les populations locales	Partenariat
Le discours des acteurs du territoire	Les attentes	Question n° 1 et 2	7	Idées principales 1									
			4	Etc...									
	Les réalisations (manière de procéder)	Questions n° 3 - 4 - 5 - 6 - 7 et 8	15	Idées principales 1									
			8	Etc...									
	La conception du développement durable	Questions n° 9 - 10 - 11	22	Idées principales 1									
			6	Etc...									



Prise en compte de manière **explicite** du
critère « Y » dans l'idée « X »



Prise en compte de manière **implicite** du
critère « Y » dans l'idée « X »



Non prise en compte du critère « Y »
dans l'idée « X »

Rappelons que nous retiendrons comme « idées principales », celles ayant fait l'objet d'au moins 4 réponses identiques. L'idée principale revenue le plus souvent démarre la série :

Exemple : - idée principale 1

- idée principale 2

Etc...



2. Etat des lieux des différents acteurs entretenus

Au cours d'une période de temps s'étalant du premier juillet au dix août, nous avons pu entretenir **36 personnes** dans le cadre de cette étude théorique². Rappelons que l'objectif initial était d'entretenir 36 personnes. Celui-ci a donc été respecté.

Cependant, **5 types d'acteurs** prévus selon les choix et la détermination des acteurs³ n'ont pu être entretenus pour diverses raisons (période de vacances, indisponibilité ou encore refus) comme l'illustre **la carte n° 3 p 82**).

Ceux-ci sont les suivants :

- Un conseiller général de l'OGS du Puy-de-Dôme,
- Le chargé de mission OGS au MEDD,
- Un organisme professionnel sur l'OGS de l'Aven d'Orgnac,
- Le chargé de mission de l'OGS des gorges du Verdon,
- Un élu communal de l'OGS des gorges du Tarn.

Ces derniers ont donc été remplacés, respectivement, par :

- Un élu communal,
- Une association étant à la fois un organisme professionnel,
- Une personne membre de la structure de gestion étant également un élu communal,
- Un élu communal.

Notons le nombre supérieur d'acteurs entretenus dans le cadre de l'OGS des gorges de l'Ardèche. Ceci s'expliquant par mon stage effectué durant cette période au Conseil général de l'Ardèche (de mai à septembre 2004).

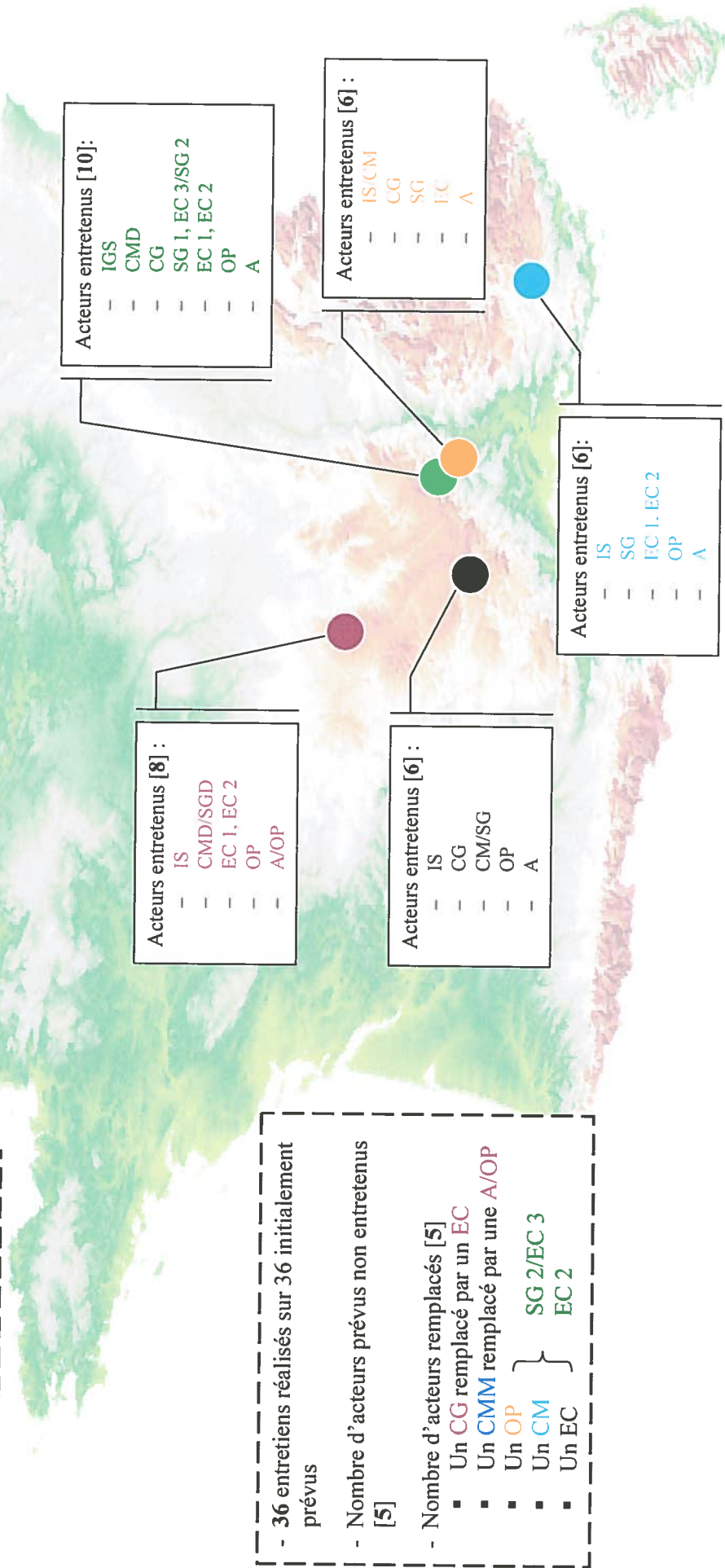
² Cf. annexe 7, *Planning des entretiens DEA*.

³ Cf. *supra*, Partie III, Petit « C », *La sélection des acteurs*, p 63.

Carte n° 3: Etat des lieux des différents acteurs entretenus



- OGS Puy-de-Dôme (63)
- OGS Gorges du Tarn (81)
- OGS Gorges du Verdon (83)
- OGS Gorges de l'Ardèche (07)
- OGS Aven d'Orgnac (07)





B. L'interprétation des attentes, des réalisations et de la conception du développement durable des acteurs du territoire⁴

I. Les attentes des acteurs du territoire

Tableau n° 6 : Les attentes des acteurs du territoire dans le cadre d'une démarche OGS

Le concept de développement durable

Nombre de personnes ayant exprimé la même idée sur un total de 36

"Idées principales"

			Piliers			Relations			Principes						
			Développement	Equité	Intégrité écologique	Compromis	Vision à long terme	Transversalité des approches	Pollueur-payeur	Subsidiarité	Précaution	Utilisateur-payeur	Concertation avec les populations locales	Partenariat	Evaluation
Le discours des acteurs du territoire	Les attentes	- Question n° 1 Qu'est-ce qu'une OGS ?													
		9	Mise en valeur sites naturels et patrimoine historique												
		4	Concilier préservation du patrimoine naturel et fréquentation touristique												
	- Question n° 2 Qu'attendez-vous de cette démarche ?	4	Organiser la fréquentation des sites naturels menacés par la fréquentation												
		19	Une image de qualité à différents niveaux												
		7	Mettre les acteurs autour de la table + vision à long terme + intercommunalité												
		6	Organiser la fréquentation et le territoire												
		4	Un meilleur entretien/gestion du site												
		4	Sensibilisation des acteurs du territoire												

Nombre de personnes ayant exprimé la même idée sur un total de 36



"Idées principales"

⁴ Cf. *supra*, Partie III, Petit 2, L'élaboration du questionnaire et son traitement, p 72.



2. Les réalisations/projets des acteurs du territoire

Tableau n° 7 : Les réalisations/projets des acteurs du territoire dans le cadre d'une démarche OGS

			Le concept de développement durable															
			Piliers			Relations		Principes										
			Développement	Equité	Intégrité écologique	Compromis	Vision à long terme	Transversalité des approches	Pollueur-payeur	Subsidiarité	Précaution	Utilisateur-payeur	Concertation avec les populations locales	Partenariat	Evaluation			
Le discours des acteurs du territoire	Les réalisations (la manière de procéder)	- Question n° 3 Qui fut à l'origine de cette démarche sur ce territoire ?	20	L'Etat														
		11	L'Etat avec des relais à sa base															
		8	Le Département															
		5	Certaines personnes ont porté l'opération...															
		4	La commune en liaison avec la DIREN															
	- Question n° 4 Quels sont les projets, les actions que vous supportez à travers cette opération ?	19	Réaménagement des parkings															
		8	Mise en réseau des sites															
		7	Régler le problème des flux / circulation à tous les niveaux dans l'espace et dans le temps															
		6	De nouveaux types de transports															
		6	Requalifier et organiser les sentiers															
		6	Le réengazonnement ou "reconquête végétale"															
		5	Ne rien faire															
		5	La signalétique + spécificité d'une signalétique propre au site															
		4	Améliorer l'accès au site															
		4	Réaménager/améliorer l'accueil et son centre															
		4	Régler le problème de l'érosion															



Tableau n° 7 (suite) : Les réalisations/projets des acteurs du territoire dans le cadre d'une démarche OGS

			Le concept de développement durable										
			Piliers			Relations			Principes				
			Développement	Equité	Intégrité écologique	Compromis	Vision à long terme	Transversalité des approches	Pollueur-payeur	Subsidiarité	Précaution	Utilisateur-payeur	Concertation avec les populations locales
													Partenariat
													Evaluation
Le discours des acteurs du territoire Les réalisations (la manière de procéder) - Question n° 5 Quelles sont les raisons qui les sous-tendent (justifications) ? - Question n° 6 Par quelles personnes et comment ces projets ont-ils été choisis ?			19	Une dégradation du site à tous les niveaux									
			9	Une obligation de qualité et d'image									
			7	La sécurité des biens et des personnes									
			6	Un site surfréquenté									
			4	Faut une cohérence territoriale + partage des retombées des projets									
			4	Améliorer la protection de l'environnement									
			4	Satisfaire la clientèle touristique									
			4	Les conflits d'usage									
			4	Forêt/le milieu se ferme du fait d'une déprise agricole									
			6	Ne sais pas									
			5	Par le Département									
			5	Il y a eu différents groupes de travail thématiques + idées reprises par le bureau d'étude									
			4	Par l'Etat avec la DIREN									
			4	Par le PNR									

Nombre de personnes ayant exprimé la même idée sur un total de 36



"Idées principales"



Tableau n° 7 (suite) : Les réalisations/projets des acteurs du territoire dans le cadre d'une démarche OGS

Le discours des acteurs du territoire				Le concept de développement durable												
Les réalisations (la manière de procéder)				Piliers			Relations			Principes						
- Question n° 7 Les acteurs autour de la table vous semblent-ils représentatifs du territoire ?				Développement	Equité	Intégrité écologique	Compromis	Vision à long terme	Transversalité des approches	Pollueur-payeur	Subsidiarité	Précaution	Utilisateur-payeur	Concertation avec les populations locales	Partenariat	Evaluation
28	Oui en général															
5	Pas vis-à-vis de certaines associations															
4	Non il manquait des acteurs															
- Question n° 8 Sont-ils tous en mesure de pouvoir influencer sur la décision finale de faire tel ou tel projet ?																
19	Il y a des rapports de force différents															
16	Oui															
9	C'est celui qui paye qui doit y arriver															
5	Non c'est le Département, l'Etat et la commune concernée qui décident															

Nombre de personnes ayant exprimé la même idée sur un total de 36

↓

"Idées principales"



3. La conception du développement durable des acteurs du territoire

Tableau n° 8 : La conception du développement durable des acteurs du territoire dans le cadre d'une démarche OGS

Le discours des acteurs du territoire			Le concept de développement durable															
			La conception du développement durable															
- Question n° 11 La démarche OGS permet-elle selon vous de tendre vers un développement plus durable ?			- Question n° 10 Vos attentes sont-elles portées selon vous de cette dimension ?		- Question n° 9 Qu'est-ce que le développement durable ?													
26			26		7		Développement											
6			4		5		Équité											
4			4		4		Intégrité écologique											
							Compromis											
							Vision à long terme											
							Transversalité des approches											
							Pollueur-payeur											
							Subsidiarité											
							Précaution											
							Utilisateur-payeur											
							Concertation avec les populations locales											
							Partenariat											
							Evaluation											

Nombre de personnes ayant exprimé la même idée sur un total de 36

↓ "Idées principales"

Nombre de personnes ayant exprimé la même idée sur un total de 36



"Idées principales"



4. Synthèse du discours des acteurs du territoire

➡ Quelques remarques sur les résultats en général

En premier lieu, nous constatons le caractère hétérogène⁵ des idées exprimées chez l'ensemble des acteurs directement impliqués ou pas dans une des 5 OGS étudiées. Ce constat, révélateur, illustre bien **la spécificité des problématiques** de chaque Grand Site.

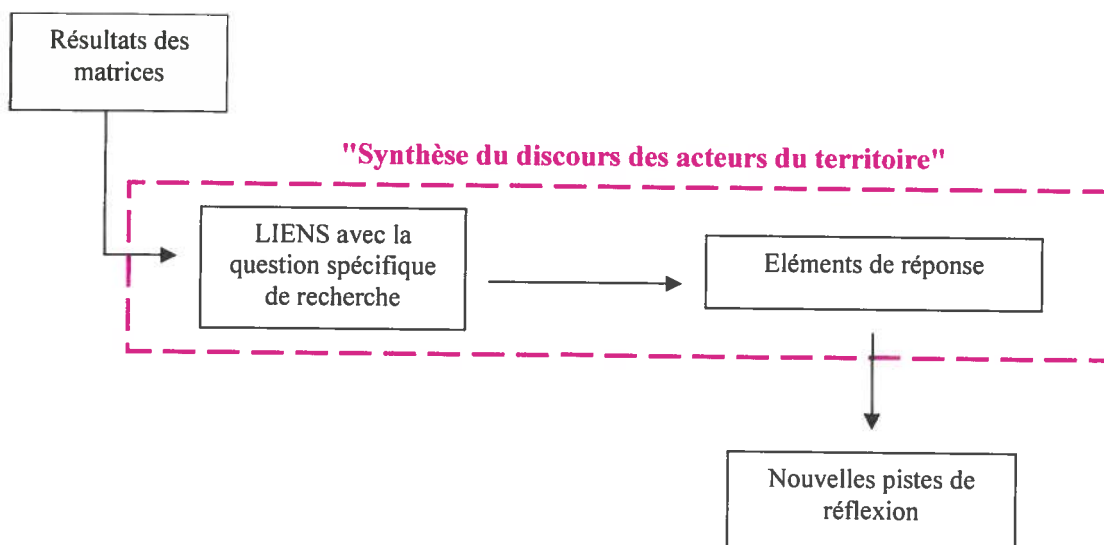
De même, cette spécificité des idées, des situations va se traduire, directement, dans les critères du concept de développement durable que nous avons essayé de faire ressortir du discours des acteurs du territoire ou pourrait-on dire de ces Grands Sites.

Rappelons que les résultats de ces différentes matrices « du développement durable » ont pour finalité de mettre en exergue un certain nombre de **LIENS** avec notre question spécifique de départ, à savoir :

"Durant la réalisation d'une OGS, dans quelle mesure le discours des acteurs du territoire, à travers leurs attentes et les projets qu'ils supportent, est-il porteur de la dimension du développement durable ?"

Ces liens pourront par la suite apporter différents éléments de réponse à cette question de recherche.

Schéma n° 9 : Construction de l'analyse du discours des acteurs du territoire



⁵ Cf. annexe 2, *Maximum du nombre de personnes ayant exprimées la même idée par question.*



1. L'interprétation des attentes (interprétation relative aux questions 1 et 2 – Tableau n° 6)

L'idée principale ou critère récurrent que nous pouvons dégager de ces attentes est celui du « **développement** ». En effet, pour la plupart des réponses exprimées, l'idée d'un développement, qu'il soit plus « qualitatif » ou bien à concilier avec « l'intégrité écologique » du site, semble prédominer de manière **explicite**.

Image de qualité, gestion appropriée, vision à long terme, mise en valeur du patrimoine sont des éléments forts du critère « développement », un des trois piliers du concept de développement durable.

Cette idée que l'OGS pourrait permettre un meilleur développement du territoire du Grand Site s'explique par le fait que nous sommes, dans la plupart des cas, sur des territoires ruraux à faible densité démographique, faisant face, dans certain cas, à des phénomènes de dévitalisation du territoire (fuite des jeunes, non accès à l'emploi, fermeture des services de proximité...).

Ce constat, certes général, met en évidence une contradiction qui, dès le départ, pourrait susciter de nombreuses **incompréhensions** voire des **conflits** entre les services de l'Etat et les collectivités locales. En effet, rappelons nous, une OGS, si nous nous référons aux textes officiels⁶ du MEDD de 1997 à : « certes vocation à s'inscrire dans une démarche de développement durable mais, la requalification paysagère du Grand Site doit rester au centre des préoccupations ».

Nous distinguons également une relative approche systémique, transversale dans le discours des acteurs par le fait d'appréhender, de manière simultanée, différentes problématiques telles que : la fréquentation touristique / la préservation des espaces naturels / leur mise en valeur. Notons le souci de recourir à un processus participatif (critère de « concertation avec les population locales » relatif aux principes du développement durable).

2. L'interprétation des réalisations/des projets (manière de procéder)

Nous aborderons cette analyse suivant deux approches :

- Sur le plan des réalisations, des projets,
- Sur la manière dont ces projets ont été choisis.

⁶ Cf. supra, Partie I, Grand B, *Les conditions de mise en œuvre de la politique des Grands Sites*, p 19.



a. Les réalisations (interprétation relative aux questions 4 et 5 - Tableau n° 7)

Une grande majorité des acteurs entretenus estiment le **réaménagement des parkings** comme étant un des projets incontournable d'une OGS. Si l'on en croit les raisons qui sous-tendent ce type de réalisation, il semble qu'une « dégradation du site à tous les niveaux » soit observée depuis des années.

Le critère de « **l'intégrité écologique** », associé à une approche systémique de l'espace, apparaît ici, de façon explicite, comme étant la justification première de ce type d'intervention.

Cependant, là aussi, la notion/critère de « **développement** » fait également office de justification si l'on en croit l'argument d'une « obligation de qualité et d'image » pour le territoire du Grand Site. Cette tendance se confirme par la volonté, exprimée de manière explicite, de « mettre les différentes offres touristiques en réseau ».

On le voit, les critères d'intégrité écologique et de développement **sont étroitement liés, voir indissociables** ! Si l'un s'exige par une situation manifeste et inacceptable de dégradation d'un espace naturel, l'autre s'impose du fait du contexte territorial dans lequel les territoires ruraux sont plongés à savoir : des difficultés de développement comme nous avons pu l'évoquer concernant les attentes exprimées.

Notons que dans ce type de territoire, ces « Grands Sites » font office de ressource/matière première quant à la survie et au potentiel de développement d'activités économiques et sociales (zones artisanales, maintien des services de proximité...). C'est également dans bien des cas une situation de dépendance « économique » qui peut se manifester et être par la même dangereuse pour le territoire (monoactivité touristique).

Ces raisons peuvent donc se concevoir comme étant la résultante d'une mise en place de « nouveaux types de transports », d'une « signalétique spécifique au site » ainsi qu'une « amélioration de l'accueil et de l'accès » au site. Le but étant le mariage des critères de développement et d'intégrité écologique.

Enfin, nous pouvons constater que le critère de « **l'équité** » est évoqué, brièvement, à la fois de manière explicite à travers l'affirmation « d'une volonté de cohérence territoriale et d'un partage des retombées des projets » et, de façon implicite dans la nécessité d'une part de « mettre en réseau l'offre touristique » et d'autre part de « régler le problème des



flux/circulation à tous les niveaux dans l'espace et dans le temps » sur le territoire du Grand Site.

- b. La manière dont les projets ont été choisis (interprétation relative aux questions 3 – 6 – 7 et 8 – Tableaux n° 6 et 7)

En ce qui attrait au choix et à la décision de réaliser ces différentes opérations, plusieurs tendances peuvent être dégagées.

Tout d'abord nous constatons que la majorité des acteurs entretenus n'ont pas connaissance de la manière dont les projets, les actions ont été choisies. Ceux-ci estiment, également, qu'il y a « des rapports de force différents » dans la décision finale de réaliser tel ou tel projet. Dans ce contexte, nous pouvons affirmer qu'il y a un manque voire une faiblesse manifeste d'un processus décisionnel partagé. En d'autre terme, **une déficience de concertation** envers les acteurs du territoire. Les critères de « compromis » et « de concertation avec les populations locales », dans leur majorité, ne sont pas respectés.

Ce point suscite pourtant diverses **interrogations** car une grande majorité des acteurs estiment que « les acteurs autour de la table étaient représentatifs du territoire ». Les critères relatifs à « l'équité » et à la « transversalité des approches » semblent donc avoir été respectés.

Nous sommes donc en situation de penser qu'il y a eu un manque de concertation malgré une bonne représentativité des acteurs au niveau des orientations à prendre ?

De plus, nous remarquons que l'OGS fut, dans la majorité des cas, impulsée par **l'Etat** et dans certains cas par les collectivités territoriales telles que le Département. Cette observation est importante car elle est en contradiction, une fois de plus, avec la volonté affichée par l'Etat⁷ qui, je cite, est de : «...La politique des "Grands Sites" se **fonde** avant toute chose sur une **demande locale**. Elle est soutenue par le MEDD et, est appuyée par une **concertation** constante entre l'administration à l'échelon central et déconcentré, les élus locaux et les professionnels **pour définir en commun** des projets de réhabilitation des sites et de leurs paysages ».

Néanmoins cet état de fait ne s'applique pas à l'OGS des Gorges du Tarn où des groupes de travail thématiques ont été mis en place. Ces groupes ont fait émergé des idées qui furent reprises par un bureau d'étude.

⁷ Cf. supra, Partie I, Grand B, *Les conditions de mise en œuvre de la politique des Grands Sites*, p 19.



3. L'interprétation de la conception du développement durable (interprétation relative aux questions 9 – 10 – 11 – Tableau n° 8)

Les résultats concernant la conception, qu'ont les acteurs du territoire, du concept de développement durable apparaissent comme étant **disparates**. Cependant, une faible majorité semble se dégager autour d'un équilibre à trouver entre « développement et préservation des espaces naturels ». Cette vision du développement durable reste néanmoins **sectorielle**, essentiellement centrée sur des critères relatifs à « l'intégrité écologique » et au « développement ». Les notions/critères « d'équité » et de « vision à long terme » du territoire sont pour la plupart du temps absents des raisonnements ou évoqués de manière ponctuelle chez certains, qui voient en le développement durable : « la conservation, la protection et le développement d'un site de façon pérenne, dans le temps sur le plan écologique et paysager ».

Mais l'absence de référence aux **principes** du développement durable reste un point préoccupant. En effet, pratiquement aucun acteur ne fait état de principes du développement durable dans leurs discours. Ces principes, nous l'avons vu, sont issus essentiellement des pratiques de l'aménagement⁸. Leur absence pourrait se concevoir comme étant la résultante d'une **exclusion**, plus ou moins coutumière, d'une partie des acteurs du territoire, du processus décisionnel. Ceci pourrait logiquement se féconder à travers le modèle de la planification rationnelle globale⁹ qui, certes remis en cause, continue de dominer les pratiques de l'aménagement du territoire en France et ailleurs.

Enfin, il est intéressant de constater le **scepticisme**, d'une partie des acteurs, par rapport au concept même du développement durable. Certains estiment impossible, voire antinomique la conciliation des critères relatifs au « développement » et à la « préservation », d'autres ne savent tout simplement pas de quoi il est question.

Pourtant, une grande majorité des personnes interrogées jugent leurs attentes et la démarche OGS comme s'inscrivant dans une logique de développement durable. Sans doute faut-il y voir les nombreuses **dérives** ou **appropriations** du concept par différents champs de compétences¹⁰ (effet de mode décrédibilisant le concept) ou encore, comme nous avons pu l'évoquer, un manque de participation des acteurs à l'élaboration des projets.

*Ce manque de participation est-il volontaire et, dans ce cas là, fondé sur une **logique d'exclusion** ? Ou bien est-il involontaire et, ne traduit-il pas une déresponsabilisation citoyenne quant au devenir du territoire, de l'espace vécu ?*

⁸ Cf. supra, Partie II, Petit C, *Vers une définition opérationnelle du développement*, p 48.

⁹ Cf. supra, Partie II, Petit C, *L'évolution des modes de pensées et des pratiques de la planification*, p 53.

¹⁰ Cf. supra, Partie II, Petit A, *Une notion devenue à la mode et trop souvent réduite à un domaine*, p 44.



5. Pistes de réflexion et limites de l'étude

a. Les pistes de réflexion

► Concertation, consultation, médiation... De quoi parle-t-on ?¹¹

Nous avons pu constater lors de l'examen des réalisations, plus particulièrement dans la manière dont les projets avaient été choisis, qu'il existait des **contradictions** voire des **confusions** dans le discours (les arguments) des acteurs du territoire sur le fait d'avoir été associés ou pas au processus décisionnel.

Nous pensons qu'il est important d'éclairer le lecteur sur de nombreux termes utilisés pour qualifier des processus plus ou moins proches.

Ces termes sont la *concertation*, la *médiation*, la *consultation* et l'*information*. Une certaine confusion règne parfois à ce propos et il est vrai que, même parmi les spécialistes, les définitions ne font pas l'objet de consensus.

Mais pourquoi se pencher sur la signification de ces termes ? Quel lien y aurait-il avec notre hypothèse de départ ?

Ce **lien** tient au concept de développement durable, précisément aux piliers, relations et principes qui le structurent comme nous avons pu l'établir dans notre définition du concept (« compromis » comme un des critères relatifs aux relations et, « concertation avec les populations locales » comme un des critères des principes du développement durable).

Il apparaît donc essentiel de savoir de quoi on parle lorsqu'on emploie ces termes, notamment dans l'optique de discerner la dimension du développement durable à travers le discours des acteurs du territoire.

« **Geyser** » est une association qui coordonne en France un programme national d'appui aux acteurs locaux engagés dans des démarches de concertation et de médiation de nature territoriale ou environnementale. Ce programme appelé « Comédie » (concertation et médiation environnementale), donne lieu à des rencontres, des formations, des diagnostics, des documents méthodologiques et de réflexion... Cette association se propose d'une part de distinguer, des processus de type concertation ou médiation, d'autre part l'information et la consultation.

¹¹ Ces propos s'inspirent largement d'une intervention faite par M. Pierre-Yves GUIHENEUF, agro-économiste, dans le cadre du colloque du Réseau des Grands Sites de France, en Baie de Somme, les 16-17 et 18 juin 2004. Membre de l'association Geyser, 104 rue du Plein Soleil, 34 980 St Gély, info@comedie.org. Programme Comédie : www.Comedie.org



Pour notre part, nous appelons concertation : « un processus de dialogue dont le but est de parvenir à des **propositions ou à des projets acceptés par les parties concernées**. La concertation est animée par une des parties en présence ou par une organisation qui lui est plus ou moins liée, qui anime le processus mais intervient également pour faire valoir ses propres intérêts ».

La médiation : « a pour finalité de mettre d'accord des partenaires sur une perspective commune (médiation de projet) ou de les réconcilier (médiation de conflit). Sa **spécificité** est de faire appel à un **tiers extérieur et neutre** qui pilote le processus ».

L'information : « consiste à donner des éléments à des personnes sur les projets à venir ou en cours, **sans pour autant solliciter leur avis**. L'information n'est pas suffisante pour être qualifiée de processus **participatif** mais une information complète, impartiale et compréhensible est un préalable indispensable à une participation de qualité ».

La consultation : « est un processus par lequel les décideurs **demandent l'avis des habitants ou des usagers afin de connaître leur opinion**. Ceux-ci n'ont aucune certitude que leurs remarques seront **prises en compte**. Quand ce n'est pas le cas, certains dispositifs prévoient cependant la nécessité d'une réponse ou d'une argumentation ».

La différence principale entre les deux premiers et les deux derniers concepts tient au caractère **plus ou moins partagé** de la décision. Il s'agit là d'un critère de différenciation important dans les processus dits participatifs, étape indispensable dans la quête vers un développement plus durable.

➡ *Vers un nouveau mode de gestion en quête d'un développement plus durable du territoire : « La Gestion Intégrée de l'Environnement »*

Ce type de gestion pourrait être qualifié **d'évolutif** car il trouve ses fondements dans l'évolution de différentes étapes relatives « aux théories et pratiques de la planification », au concept du « développement durable » ainsi qu'à la notion de « gestion écosystémique »¹².

Rappelons que cette dernière se distingue par les caractéristiques suivantes :

- *Issu des réflexions préalables au concept de développement durable,*
- *Perspective et méthodologie systémique,*
- *La ville, la région, le territoire vu comme écosystème (« frontières écologiques »),*
- *Accent sur les dimensions biophysiques du territoire,*
- *Principes écologiques (intégrité écologique, processus écologiques, etc),*
- *Un cadre écologique de référence du territoire.*

La GIE¹³ est un processus long qui arrive, en quelque sorte, à **maturation** puisque diverses expériences sont actuellement menées au Canada, dans la province du Québec. Ces pratiques sont issues du Plan d'action Saint-Laurent Vision 2000, à travers la création et la

¹² Cf. supra, Partie II, Petit C, *L'évolution des modes de pensées et des pratiques de la planification*, p 53.

¹³ La Gestion Intégrée de l'Environnement.



mise en place des **Comités ZIP**¹⁴. Je laisse le soin au lecteur de prendre connaissance, en annexe 8, de ce type d'expérimentation.

La GIE peut se concevoir comme :

- Une approche stratégique et interactive de gestion...
- Qui vise à faire en sorte qu'un plus grand nombre de besoins et de valeurs soient tenu en compte dans le processus de prise de décisions...
- Et à aborder de façon concertée les questions de planification, d'évaluation et de mise en œuvre (Gardner, 1985, p 55.).

Selon Born et Sonzogni la GIE peut se définir comme :

"An inclusive approach that takes into account the scope and scale of environmental and human issues and their interconnections. A strategic and interactive process is used to indentified key elements and goals at wich to direct attention, which in turm become the focus of an interorganizationnal and coordinated approach to undertaking environmental management." (Born et Sonzogni, 1995).

Le but étant :

- de **mettre en relation** acteurs et porteurs d'intérêts,
- de **partager** l'information et d'émettre des perspectives communes,
- de comprendre **mutuellement** les problèmes,
- et d'adopter une approche **concertée** et **collaboratrice** pour résoudre ces problèmes.

➡ L'apparition du concept de « tourisme durable »¹⁵

Tout comme le concept d'une GIE, la notion de tourisme durable s'impose de plus en plus dans les pratiques de l'aménagement. Celle-ci trouve également ses racines à travers la pensée du développement durable. Mais elle est également le fruit d'un **mouvement de réaction** face aux mauvaises pratiques touristiques comme le travail des enfants, l'exploitation des populations locales, la consommation excessive des ressources naturelles, le tourisme sexuel...

A cette tendance s'associe la recherche d'une **moralité** et d'une **éthique** acceptable.

Face à ces évolutions les grands opérateurs touristiques proposent de multiples outils « garant » de leur bonne conduite comme les **chartes environnementales** pour leurs

¹⁴ Zone d'Intervention Prioritaire.

¹⁵ Ces propos s'inspirent pour une bonne partie des travaux de l'Agence Française d'Ingénierie Touristique, *Piloter le tourisme durable dans les territoires et les entreprises*, Les cahiers de l'AFIT, Juillet 2002.



établissements hôteliers. Derrière ces conventions se dissimule l'influence de différents **groupes de pression** qui incitent les opérateurs à prendre en compte, dans leur politique, des objectifs **d'ordre social** comme **l'emploi local** par exemple.

Mais au-delà de ces explications d'ordre « existentielles », il est important de rappeler, comme nous avons pu l'évoquer dans l'interprétation des attentes des acteurs du territoire p89, le poids prédominant de l'industrie touristique sur certains territoires ruraux **jouissant de la présence d'un Grand Site**. Pour certains de ces espaces, le tourisme constitue, quelques fois, l'unique voie potentielle de développement, de progrès.

Cet état de fait a souvent contribué à l'émergence d'un savoir-faire et d'outils techniques relatifs à la mise en œuvre d'une démarche de développement local sur ces territoires. *On pourrait dire que le développement local tend simplement à s'imposer aujourd'hui avec la reconnaissance politique du concept de développement durable.*

C'est dans cet esprit que l'AFIT a développé et mis au point une série de grilles d'analyse relatif à la démarche vers un tourisme durable comme l'illustre le **schéma n° 10 p 97**.

Il est important de rappeler au lecteur que l'élaboration de cet outil d'évaluation, à travers **le choix des indicateurs proposés**, doit se réaliser par un groupe d'acteurs locaux, diversifiés et motivés, conduit par un animateur. Ces indicateurs sont également le fruit, pour une bonne partie, d'un diagnostic territorial (état des lieux) réalisé en concertation avec les populations locales (groupes de travail thématiques...).

Ce modèle de grille d'analyse à l'avantage d'être plus précis mais également adapté au territoire. Il serait intéressant d'appliquer, de tester ces méthodes dans le cadre d'une démarche OGS qui reste fortement **influencée** par la problématique du tourisme durable.

Schéma n° 10 : Grille d'analyse du tourisme durable à l'échelle du territoire

Les trois dimensions Du développement durable	Les critères	Les indicateurs possibles	Les éléments de mesures
La dimension environnementale	<ul style="list-style-type: none"> - Renouvellement des ressources - Prévention - Valorisation - Cadre de vie 	<p>Attrait paysager et biodiversité</p> <p>Dangers possibles</p> <p>Espaces sensibles</p> <p>Identité paysagère et architecturale</p> <p>Risques naturels</p> <p>Notoriété</p> <p>Informations</p> <p>Transports en commun</p> <p>Multiusage</p> <p>Bruit et esthétique paysagère</p>	<p>Evolution des caractères paysagers, maintien des bocages...</p> <p>Risque d'incendie, d'avalanche, d'éboulement, de crue, d'érosion</p> <p>Contrôle de l'urbanisation, POS, loi de 1930, loi montagne, efficacité des zonages...</p> <p>Cohérence entre les documents paysagers et les documents d'urbanisme réglementaires</p> <p>Restriction d'urbanisation PER (Plan d'Exposition aux risques)</p> <p>Existence et importance des chartes de qualités</p> <p>Existence de signalétiques, documents papier et numérique avec éléments du paysage...</p> <p>Existence et qualité des transports en commun toute l'année</p> <p>Qualité de l'organisation pour l'usage d'espaces multifonctionnels</p> <p>Réglementation spécifique, fleurissement et embellissement...</p>
La dimension économique	<ul style="list-style-type: none"> - Rentabilité - Intégration territoriale - Souplesse - Pérennité 	<p>Population</p> <p>Recettes publiques</p> <p>Emploi local</p> <p>Pluriactivité</p> <p>Population active</p> <p>Eventail de la clientèle</p> <p>Attractivité</p> <p>Chefs d'entreprise</p> <p>Activités productives et services</p> <p>Information</p>	<p>Evolution de la population active, population totale/population de touristes</p> <p>Evolution des différentes taxes communales (taxe d'habitation, la dépense d'équipements...)</p> <p>Evolution au cours des 10 dernières années</p> <p>% d'entreprises combinant tourisme, agriculture et autres activités</p> <p>% de la population active touristique résident sur place, évolution</p> <p>Diversités sociale et géographique, gamme d'hébergements...</p> <p>Nombre de sites et activités réputés qui font la notoriété du territoire</p> <p>% d'entreprises possédées et gérées par des acteurs locaux</p> <p>Nombre et évolution des surfaces agricoles cultivées, état des services permanents...</p> <p>Veille commerciale et existence d'un observatoire économique, d'un plan local de développement</p>
La dimension éthique et sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Insertion - Reconnaissance - Démocratie participative et gouvernance - Transparence 	<p>Installation d'entreprise</p> <p>Accueil des migrants</p> <p>Diffusion spatiale du développement</p> <p>Services permanents</p> <p>Diffusion sociale des revenus</p> <p>Ouverture des lieux de débats</p> <p>Modalités des prises de décision</p> <p>Circulation de l'information</p> <p>Suivi des dispositifs décisionnels</p>	<p>Actions de soutien des collectivités territoriales et professionnelles</p> <p>Disponibilité de logements, de locaux commerciaux...</p> <p>Répartition des emplois et des services au sein du territoire</p> <p>Nombre de commerces, services ouverts toute l'année</p> <p>Nombre de mairies, de chômeurs de longue durée</p> <p>Pratique des réunions publiques (faible-forte), appuis publics au milieu associatif...</p> <p>Intégration du milieu associatif au processus de décision</p> <p>Fréquence et qualité de la diffusion de l'information (technique et aide au montage de projets)</p> <p>Qualité de l'évaluation des projets faisant appel à des financements publics</p>



b. Les limites de l'étude

Cette partie est souvent difficile à réaliser car nous ne voudrions pas décrédibiliser notre travail de recherche. Cependant, dans un souci d'honnêteté intellectuelle, il nous semble bon de révéler différents points sujets à contestation.

Le premier point concernerait le choix et le nombre de sites, d'acteurs étudiés. Il est vrai que par rapport aux 32 OGS en cours ainsi qu'à l'éventail du nombre d'acteurs susceptibles d'être entretenus, notre étude pourrait paraître modeste voire insuffisante en terme de représentativité et de conclusions généralisables.

Néanmoins, cette étude théorique est un premier pas vers une meilleure compréhension des « logiques d'acteurs » sur les problématiques environnementales. C'est également, peut-être, une des seules études menées à ce jour **sur la démarche OGS** et la conception que peuvent en avoir les acteurs du territoire. En effet, il existe actuellement peu d'information, hormis, les quelques lignes relatives aux circulaires du MEDD datant de 1997.

C'est donc avant tout un premier travail vers une meilleure **compréhension** de cet outil de mobilisation des acteurs locaux sur le devenir de leur patrimoine.

Un deuxième aspect concernerait l'interprétation des résultats relatifs aux attentes, réalisations et à la conception du développement durable que peuvent avoir les protagonistes du territoire dans le cadre d'une OGS. Certes, notre interprétation peut sembler **subjective** ne serait-ce que dans l'identification ou pas, à travers le discours des acteurs du territoire, de critères explicites ou implicites du développement durable.

Toutefois, il est indispensable de rappeler au lecteur que nous sommes sur une étude basée sur du **qualitatif**. Les indicateurs du concept de développement durable sont en général qualitatifs et non quantifiables. Nous disons en général car différentes études sont menées en France et au Québec sur la viabilité urbaine notamment. Là, des indicateurs quantitatifs sont souvent utilisés pour évaluer les politiques urbaines de développement viable, durable. Par exemple le taux d'utilisation des transports collectifs par rapport au transport individuel, la densité par habitants au mètre carré... Ceci dans le cadre des Agendas 21 locaux ou d'autres programmes.

Elaborer des indicateurs quantitatifs en milieu rural est un autre problème et quand bien même, le quantitatif montre de nombreuses **limites** et c'est souvent une association d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui exprime le mieux l'état ou la tendance d'un territoire. Rappelons qu'un indicateur : « ...n'est **pas** une mesure **exhaustive** du phénomène que l'on veut connaître. C'est un **traceur**. Il a pour fonction de **traduire**, de **révéler une réalité**, par un fait significatif¹⁶. »

¹⁶ L'AFIT, *Piloter le tourisme durable dans les territoires et les entreprises*, Les cahiers de l'AFIT, Juillet 2002.



Conclusion

A la lumière des *interprétations* relatives aux attentes, aux réalisations et à la conception qu'ont les acteurs du territoire du développement durable, nous pouvons entrevoir les conclusions suivantes :

Dans la majorité des cas, l'ensemble des acteurs entretenus ont une vision du développement durable spécifique à leur territoire. En d'autres termes, c'est par des situations jugées inacceptables, étant propres au territoire, notamment face à l'identification de certains *besoins, que va se justifier* à travers le discours des acteurs la présence ou pas de critères liés au concept de développement durable.

Nous pourrions presque parler d'un *développement durable territorialisé* ?

Mais, quand bien même, il est légitime de distinguer des critères du développement durable dans le dialogue des acteurs, ceux-ci restent appréhendés de manière sectorielle.

Mais pourrait-il en être autrement sachant que le développement durable demeure une quête à mener ?

Dans ce contexte, peut-on parler d'un seul **modèle** de développement durable ? Les conclusions de cette étude, aussi modestes soient-elles, pourraient aller dans le sens de plusieurs modèles. En effet, chaque interprétation du développement durable se situe dans un espace-temps **spécifique**, caractérisée par une culture sociale et politique, un système écologique en présence, un degré de développement économique et un niveau d'accessibilité aux nouvelles technologies.

De cet état de fait, la façon d'analyser la situation du développement ou du contexte territorial en présence et, la manière d'appliquer le développement durable **évoluera** avec les innovations et les changements sociaux.

L'histoire a mainte fois démontré le caractère incertain des différents modèles de développement qui ont pu se succéder. Les organisations humaines dédiées au « développement » ont souvent accommodé ce concept "à toutes les sauces" : développement industriel, rural, endogène, écodéveloppement... Chaque qualificatif venant faire ressortir une nouvelle caractéristique destinée à pallier les limites de l'approche précédente.

Ainsi, peut-on considérer l'association des adjectifs *durable*, *viable* ou encore *soutenable* comme une étape de plus, un ajustement à la marge du paradigme dominant ? Ou bien est-il possible de distinguer, à travers le concept de développement durable, les prémices d'un nouveau mode de pensée, d'une nouvelle vision du monde de par la nature pluridimensionnelle du concept ?

- TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	p 1
PREAMBULE	p 2
SOMMAIRE GENERAL.....	p 3
SPECIFICATION DE LA PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE	p 5

I. Fondements et éclaircissements d'une démarche OGSp 12

A. Le contexte politique et législatif de l'OGS..... p 12

1. L'échelon européen : la convention européenne du paysagep 12
2. Au niveau national : la rénovation de la politique du patrimoine naturelp 15
3. Les instruments réglementaires relatifs à la protection des sites en France.....p 17

B. Les conditions de mise en œuvre de la politique des grands sites p 19

1. Qu'est-ce que la politique des "grands sites" ?p 19
2. Les objectifs de cette politique et les conditions d'éligibilitép 19
3. La programmation d'une OGS.....p 21

C. Devenir un "grand site de France"..... p 25

1. Les objectifs de la labellisationp 25
2. Qui est labellisable ?.....p 26
3. Qui est labellisé ?.....p 26
4. Le réseau des grands sites de Francep 26

D. Exemple de projet d'aménagements (réhabilitations) justifiant la mise en place d'une OGS p 32

1. La réhabilitation « achevée » de l'Aven d'Ornacp 32

II. Les débats idéologiques parmi lesquels prend place la démarche OGSp 38

1. Le développement durable : historique de 40 ans de réflexions et d'analyses..... p 38

- a. Les débuts du conceptp 38
- b. Les conventions internationales à l'origine de l'évolution du concept.....p 39

2. Les éléments consensuels du concept de développement durable..... p 41

- a. Les principales composantes du développement durablep 41
- b. Les relations qui unissent ces composantes.....p 42
- c. Les principes du développement durablep 43

3. L'appropriation du concept par les champs de compétences et les changements de pratique p 44

- a. Une notion devenue à la mode et trop souvent réduite à un domainep 44

b.	L'influence du concept sur les pratiques de l'aménagement	p 45
c.	Vers une définition opérationnelle du développement durable.....	p 48
4.	Vers une meilleure compréhension de l'outil OGS	p 51

a.	Qu'est-ce qu'une démarche ?	p 51
b.	Pourquoi l'instauration d'une démarche au niveau local ?	p 52
c.	L'évolution des modes de pensées et des pratiques de la planification	p 53

III.Sélection des acteurs, des sites et méthodologie d'acquisition des données.....p 60

A. La détermination des principaux acteurs p 60

a.	Des difficultés d'ordre méthodologiques.....	p 60
b.	L'identification des principaux acteurs.....	p 61
c.	La sélection des acteurs	p 63
d.	Le choix des sites	p 67

B. La méthode d'investigation p 70

1.	L'entretien qualitatif ciblé : avantages et inconvénients	p 70
2.	Elaboration du questionnaire et de son traitement	p 72

IV. Un développement durable spécifique aux territoiresp 79

A. La grille d'analyse : outil d'appréciation du discours des acteurs du territoire p 79

1.	Détermination d'une grille d'analyse où matrice du discours des acteurs du territoire	p 79
2.	Etat des lieux des différents acteurs entretenus	p 81

B. Une approche sectorielle du concept de développement durable..... p 83

1.	Les attentes des acteurs du territoire.....	p 83
2.	Les réalisations/les projets des acteurs du territoire	p 84
3.	La conception du développement durable des acteurs du territoire	p 87
4.	Synthèse du discours des acteurs du territoire.....	p 88
1.	L'interprétation des attentes	p 89
2.	L'interprétation des réalisations	p 89
3.	L'interprétation de la conception du développement durable.....	p 92
5.	Pistes de réflexion et limites de l'étude	p 93
a.	Les pistes de réflexion	p 93
b.	Les limites de l'étude	p 98

CONCLUSION p 99

TABLE DES MATIERES..... p 100

BIBLIOGRAPHIE p 102

TABLE DES ILLUSTRATIONS..... p 106

TABLE DES SIGLES..... p 108

TABLE DES ANNEXES p 111

- BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- ANDRE P., CLAUDE E. DELISLE et J.-P. REVERET, *L'évaluation des impacts sur l'environnement*, Presses internationales polytechnique, 2003.
- BEAUD Michel, *L'art de la thèse*, La Découverte, Paris, 1985, 2003, 196 p.
- BRODHAG et DUCROUX, *Articuler le jeu des acteurs autrement ; Les nouveaux utopistes du développement durable*, Autrement, Paris, 2002.
- DOMON G., M. GARIEPY et P. JACOBS, *Développement viable en milieu urbain : vers une stratégie de gestion des interventions*, Plan Canada, Janvier 1992.
- LEVY J. et LUSSAULT M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, édition Belin, 2003.
- MERLIN et CHOAY, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement (3^e édition)*, Presses universitaires de France, Paris, 2000.
- MERMET Laurent, *Stratégies pour la gestion de l'environnement : la nature comme jeu de société ?*, L'Harmattan, s.l., 1992, 201 p.
- PECQUEUR B., *Le développement local, mode ou modèle*, Syros, Paris, 1989.
- ROHMER B. et WILLERVAL B., *Le Petit Larousse illustré*, Larousse, Paris, 1988.
- TESSIER R. et Jean-Guy VAILLANCOURT, Chapitre 3 de Pierre HAMEL, *La recherche sociale en environnement*, Les presses de l'université de Montréal, Québec.

PERIODIQUES

- Les cahiers de la section française de l'ICOMOS, *Accueil, aménagement et gestion dans les grands sites*, ICOMOS France, Colloque d'Arles, 18, 19 et 20 mars 1999, 244 p.
- Les cahiers du CONSERVATOIRE DU LITTORAL, *Les espaces naturels : moteur du développement local ? (10 ans de protection de l'environnement, bilan et perspectives)*, Assise nationale de rivages de France, Lorient, 10 et 11 juin 1999, 183 p.

- Les cahiers ESPACES, *Tourisme durable*, Les éditions touristiques européennes n° 67, Novembre 2000, 247 p.
- Les Cahiers ESPACES, *Tourisme et environnement : gérer pour mieux protéger*, éditions touristiques européennes, Octobre 1999, 159 p.
- Les Cahiers ESPACES, *Marques et labels touristiques*, éditions touristiques européennes, décembre 1998.
- L'ATEN (Atelier Technique des Espaces Naturels), *"Vaut le détour ! Les grands sites"*, ATEN/Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement/ICOMOS-France, Montpellier, 1999, 75 p.
- Les cahiers de l'AFIT (Agence Française d'Ingénierie Touristique), *Guide de savoir-faire, Sites Naturels : contribution du tourisme à leurs gestion et à leur entretien*, AFIT 2000, Paris, 2000, 139 p.
- Les cahiers de l'AFIT (Agence Française d'Ingénierie Touristique), *Piloter le tourisme durable dans les territoires et les entreprises*, AFIT juillet 2002, 127 p.
- Les enquêtes de la section française de l'ICOMOS, *Grands sites et patrimoine mondial : Quel accueil touristique ? (Quelques exemples)*, ICOMOS France, s.l., Novembre 2001.
- MATE (Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement) / SDSP (Sous-direction des sites et des paysages), *L'esprit des lieux et la gestion des grands sites*, Actes des premières rencontres des gestionnaires de grands sites, Domaine du Rayol, 9 et 10 décembre 1999, 107 p.

RAPPORTS

- CATHOULIC B., DRILLEAU A., DUNAND S., HOFRICHTER B., O'Connor B., *Le pôle économique du Pont du Gard : Mise en valeur du patrimoine et développement touristique*, Rapport de stage du CESA/CCI de Nîmes-Bagnols-Uzès-Le Vigan, Nîmes, Octobre 1996, 150 p.
- *Circulaires relatives à la démarche Opération Grand Site*, Direction de la Nature et des Paysages, Sous-direction des Sites et des Paysages, Bureau des Actions Territoriales, Paris, avril 1997.

- ✦ DAMBRINE E., *Le développement touristique lié à l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO*, Mémoire de recherche, 2002-2003, CESA de Tours, 110 p.
- ✦ LESSARD M., *Collectivités viables et urbanisme*, Recueil de textes, Institut d'Urbanisme de Montréal, Hiver 2004.
- ✦ Université Joseph Fournier de Grenoble (CERMOSEM), CAUE de l'Ardèche et l'association EFE/NACRE (mission interministérielle), *Paysage, identité et développement territorial en montagnes méditerranéennes*, Séminaire, Le Pradel, 21 et 22 mars 1996, 116 p.
- ✦ GAUTHIER M., *Théories et pratiques de la planification*, Recueil de texte, Institut d'Urbanisme de Montréal, Hiver 2004.

CONFERENCES

- Séminaire international, Baie de Somme – 17, 18 et 19 juin 2004, *Vivre dans un Grand Site : Le pari du développement durable*, Cap Hornu – Gare d'Abbeville, ICOMOS France / Réseau des Grands Sites de France.
- *Les 1^{ères} rencontres des gestionnaires de grands sites*, organisées par le Réseau des Grands sites de France, Solutré, 22 et 23 mai 2003.

SUPPORTS VIDEO

- Fichier vidéo MPEG – s'ouvre avec Windows Media Player : *Discours de Monsieur LEPELLTIER S., Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, sur les Opérations Grand Site*, Colloque du Réseau des Grands Sites de France, Baie de Somme, Juin 2004.

SITES INTERNET

- www.afit-tourisme.fr – [Site de l'AFIT].
- www.coe.int – [Site officiel du Conseil de l'Europe].
- www.comedie.org – [Site de l'association « Geyser »].
- www.environnement.gouv.fr – [Site officiel du ministère de l'écologie et du développement durable].
- www.menv.gouv.qc.ca – [Le site de Environnement Québec].
- www.observeurocde.org – [Site de l'OCDE].
- www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr – [Site des PNR].
- www.slv2000.qc.ca – [Site du Plan d'Action Saint-Laurent Vision 2000].
- www.vie-publique.fr – [Site de La Documentation française].
- www.unep.org – [Site du Programme des Nations Unies pour l'Environnement].
- www.worldbank.org/environnement - [Site de la Banque Mondiale].

- TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des cartes

- **Carte n° 1** : *Les Opérations Grands Sites en France* p 24
- **Carte n° 2** : *Localisation géographique des OGS étudiées* p 69
- **Carte n° 3** : *Etat des lieux des différents acteurs entretenus* p 82

Table des schémas

- **Schéma n° 1** : *La problématique d'ensemble* p 7
- **Schéma n° 2** : *Croquis de la réhabilitation du Grand Site de France d'Orgnac* p 34
- **Schéma n° 3** : *Croquis illustré des aménagements réalisés dans le cadre de l'OGS de l'Aven d'Orgnac* p 35
- **Schéma n° 4** : *Imbrication des composantes du développement durable ainsi que les relations et principes qui le structurent* p 49
- **Schéma n° 5** : *Définition du concept de développement durable* p 50
- **Schéma n° 6** : *La tendance actuelle de l'application du concept de développement durable dans le cadre d'une démarche de projet en aménagement* p 58
- **Schéma n° 7** : *Les différents acteurs présents à l'intérieur et à l'extérieur du comité de pilotage d'une OGS* p 62
- **Schéma n° 8** : *Exemple de matrice du discours des acteurs du territoire* p 80
- **Schéma n° 9** : *Construction de l'analyse du discours des acteurs du territoire* p 88
- **Schéma n° 10** : *Grille d'analyse du tourisme durable à l'échelle du territoire* p 97

Table des tableaux

- **Tableau n° 1** : *La planification rationnelle globale* p 54
- **Tableau n° 2** : *La planification par petits pas* p 54

- **Tableau n° 3 :** *La planification stratégique*..... p 55
- **Tableau n° 4 :** *La planification interactive* p 55
- **Tableau n° 5 :** *Liste des différents sigles par groupes d'acteurs* p 63
- **Tableau n° 6 :** *Les attentes des acteurs du territoire dans le cadre d'une démarche OGS* p 83
- **Tableau n° 7 :** *Les réalisations/les projets des acteurs du territoire dans le cadre d'une démarche OGS*..... p 84 – 85 – 86
- **Tableau n° 8 :** *La conception du développement durable des acteurs du territoire dans le cadre d'une démarche OGS* p 87

Tables des photographies

- **Photo n° 1 :** *L'entrée naturelle et le cône d'éboulis de l'Aven d'Orgnac* p 32
- **Photo n° 2 :** *La salle Robert de Joly et les formes de concrétions de la cavité*..... p 32
- **Photo n° 3 :** *Les conditions d'accueil avant OGS* p 33
- **Photo n° 4 :** *Le stationnement des automobiles sur le site d'Orgnac avant OGS*... p 33

- TABLE DES SIGLES

- **AFIT** ⇒ Agence Française d'Ingénierie Touristique.
- **APD** ⇒ Avant Projet Définitif.
- **APSA** ⇒ Avant Projet Sommaire Architectural.
- **APS** ⇒ Avant Projet Sommaire.
- **CDD** ⇒ Commission du Développement Durable.
- **CDP** ⇒ Commission Départementale des Sites.
- **CDS** ⇒ Commission Départementale des Sites.
- **CMED** ⇒ Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement.
- **CNUE** ⇒ Conférence des Nations Unies sur l'Environnement.
- **CSS** ⇒ Commission Supérieure des Sites.
- **DATAR** ⇒ Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.
- **DIREN** ⇒ Direction Régionale de l'Environnement.
- **DNP** ⇒ Direction de la Nature et des Paysages.
- **DUP** ⇒ Déclaration d'Utilité Publique.
- **FEDER** ⇒ Fond Européen de Développement Economique Régional.
- **FNADT** ⇒ Fond National d'Aménagement et de Développement du Territoire.
- **GIE** ⇒ Gestion Intégrée de l'Environnement.
- **ICOMOS** ⇒ Conseil International des Monuments et des Sites.
- **IPI** ⇒ Institut de la Propriété Industrielle.
- **ISE** ⇒ Institut des Sciences de l'Environnement.
- **IUM** ⇒ Institut d'Urbanisme de Montréal.

- **MEDD** ⇒ Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.
- **MERU** ⇒ Mission pour l'Environnement Rural et Urbain.
- **OGS** ⇒ Opération Grand Site.
- **ONU** ⇒ Organisation des Nations Unies.
- **PNR** ⇒ Parc Naturel Régionaux.
- **PNUED** ⇒ Programme des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement.
- **SIVA** ⇒ Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche.
- **SIVOM** ⇒ Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple.
- **SIVU** ⇒ Syndicat Intercommunal à Vocation Unique.
- **UNESCO** ⇒ United Nations Educational Scientific and Cultural Organization.
- **ZIP** ⇒ Zone d'Intervention Prioritaire.
- **ZPPAUP** ⇒ Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager.

Voir le Tableau n° ? p 63 : Liste des différents sigles par groupes d'acteurs.

Le codage des acteurs n'est pas mentionné, voir la Partie III, Petit 2, L'élaboration du questionnaire et son traitement, p 75.

- TABLE DES ANNEXES

- ➡ **ANNEXE 1** : Résultats des entretiens par types d'acteurs
- ➡ **ANNEXE 2** : Maximum du nombre de personnes ayant exprimées la même idée par question
- ➡ **ANNEXE 3** : Planning des entretiens DEA OGS / Développement durable
- ➡ **ANNEXE 4** : Planning prévisionnel du DEA
- ➡ **ANNEXE 5** : Règlement d'usage du label « Grand Site de France »
- ➡ **ANNEXE 6** : Dossier de presse OGS
- ➡ **ANNEXE 7** : Programme du colloque du Réseau des Grands Sites de France – Baie de Somme – Juin 2004
- ➡ **ANNEXE 8** : Le plan d'action Saint-Laurent Vision 2000 Phase II et les Comités ZIP



- ANNEXE 1

Résultats des entretiens par types d'acteurs

FICHE 2 - Traitement des idées – DEA OGS¹

Les codes entre parenthèse désignent les idées principales des personnes entretenues ainsi que leur fonction au sein de l'OGS

⇒ Dans la colonne de droite, en rouge, sont exprimées les idées qui sont revenues le plus souvent avec un maximum.

⇒ Personnes ayant refusés de s'exprimer sur le sujet : **IGS**.

1. Qu'est-ce qu'une OGS selon vous ?

1. Mettre en valeur des sites naturels et du patrimoine historique (EC 1, EC 3/SG 2, CG, A, EC 1, EC 2, CG, A,	9
2. Instaurer une zone de protection environnementale de qualité (EC 2, A, OP,	3
3. Faire concilier la préservation du patrimoine naturel avec la fréquentation touristique (SG, EC 3/SG 2, EC1,	4
4. Ne sais pas (A, CMD, A,	3
5. C'est améliorer l'existant dans un grand site tout en le valorisant (EC 2,	1
6. Organiser la fréquentation de sites naturels emblématiques menacés par la fréquentation (CMD, OP, SG, A,	4
7. Un repaysagement du site actuel (OP,	1
8. C'est trouver un équilibre entre préservation et fréquentation (OP, EC 2,	2
9. C'est issu du Sommet de la Terre de Rio (IS,	1
10. C'est une requalification, par des travaux, d'un site prestigieux soumis à une surfréquentation en vue de lui attribuer un label et une image de qualité (IS,	1
11. Améliorer l'image du site (IS, EC,	2
12. Sauvegarder un lieu fragile, sans le sanctuariser, en conciliant les usages (CMD/SGD, EC 2,	3
13. C'est une réhabilitation d'un site majeur (A/OP,	2
14. C'est une opération qui permet de spécifier un site (EC 1,	1
15. C'est rester vigilant sur les contraintes réglementaires par rapport aux utilisateurs du site car le site génère beaucoup d'activités économiques (EC 2,	1
16. C'est une vision de reconnaissance, de gestion durable, de protection et de valorisation au sens de qualité d'un site emblématique (IS/CM, IS,	3
17. C'est une opération/projet de territoire qui vise à développer un projet global pour harmoniser toutes les compétences (SG, CM/SG,	3
18. C'est installer un tourisme durable, de qualité pour améliorer l'image du site et supporter des flux touristiques (EC,	1
19. Une opération de classement d'un territoire pour sa mise en valeur (A,	1

¹ Cf. supra, Chapitre 3 Choix et justification des acteurs, petit « b » L'élaboration du questionnaire et son traitement.



20. Une opération de requalification d'un site naturel dégradé par la surfréquentation avec l'objectif d'une bonne gestion tout en ayant une approche développement local (IS,	1
21. C'est la protection de la nature sur certains secteurs en concertation avec les populations locales (OP,	1
22. Une opération dirigée par l'Etat de manière à s'assurer des élus une gestion correcte du site (CG,	1
23. Une opération partenariale Etat/CT pour une gestion et une mise en valeur d'un site (IS, SG,	2
24. C'est tenter de réguler une situation anarchique de surfréquentation d'un site (A,	1
25. Un aménagement de territoire (OP,	1
26. C'est la gestion des flux et l'aménagement de lieux surfréquentés (EC 1,	1
27. C'est ne pas perdre l'esprit des lieux sur des sites importants au niveau écologique (EC 2,	1

2. Qu'attendez-vous de cette démarche OGS ?

1. Une image de qualité, de son environnement à différents niveaux (EC 1, SG, CG, EC 2, A, EC 2, CG, A, SG, EC, CM/SG, A, OP, CG, IS, SG, OP, EC 2,	19
2. Rien (A, A, A,	3
3. Des projets (SG,	1
4. Qu'on la réalise (EC 3/SG 2,	2
5. Des finances pour réaliser ces projets (EC 3/SG 2, IS,	3
6. C'est l'occasion de mettre tout le monde autour de la table afin d'avoir une vision politique du territoire pour les 15 ans à venir, une vision/politique durable : de l'intercommunalité (EC 3/SG 2, SG, IS/CM, IS, OP,	7
7. Beaucoup de doute sur la capacité/volonté des élus à mener ce projet à terme (A, A, A,	3
8. Que le site soit accessible par tout le monde et pour tous (EC 2, IS,	2
9. Un meilleur entretien/gestion du site (EC 2, IS, OP, EC 1,	4
10. Organiser la fréquentation et le territoire (CMD, CMD/SGD, A/OP, IS,	6
11. Un projet de territoire mais où l'aspect naturel reste au centre des préoccupations (CMD, SG,	2
12. Il faut des limites à cette opération pour que le monument naturel puisse s'inscrire dans son ensemble paysager (CMD,	1
13. Le site n'est pas si dégradé que ça au contraire (OP,	1
14. Comment peut-on s'adapter face au renouvellement de ce site ? (OP,	1
15. La peur nous a fédéré autour de nos droits (OP,	1
16. Des aménagements de qualité (OP,	1
17. Un équilibre (OP,	1
18. Une protection de nos sites (IS,	1
19. Une clarification des allées et venues des touristes et des utilisateurs du site (A/OP, IS,	3
20. Permettre à tous les utilisateurs de trouver leur compte dans le site (EC 1,	1
21. Du développement économique (EC 2,	1
22. Que ça devienne un point qui rayonne (EC 2, CM/SG,	3
23. Une reconnaissance universelle de ce site (IS/CM, IS,	3
24. Une restructuration du site (SG,	1
25. Une sensibilisation de tous les acteurs de terrains (SG, CM/SG, OP,	4
26. Une requalification de l'offre qui remettra le site à niveau qualitativement pour s'adapter à une nouvelle clientèle en quête d'une bonne préservation du site (SG,	1
27. Changer les comportements au niveau des aménagements, des services et des utilisateurs du site (CM/SG,	2
28. Mettre de l'ordre sur ce territoire (IS,	1
29. Mettre en réseau, synergies des différents socioprofessionnels (IS,	1
30. Maîtrise d'un milieu naturel ouvert par une agriculture maintenue (IS,	1
31. Une appropriation de l'opération de la part de tous les acteurs par de la concertation (OP,	1
32. Avoir la satisfaction d'un site classé au top tant par sa présentation que pour l'accueil du public (IS, SG,	2



33. Répondre/satisfaire aux attentes du public (IS,	1
34. Une amélioration qualitative de l'activité, du travail, de façon durable (OP,	1
35. Une sédentarisation des acteurs locaux qui ne sont que des saisonniers (OP,	1
36. Retrouver cet esprit des lieux, comme l'aspect sauvagerie... (EC 2,	1

3. Qui fut à l'origine de cette démarche sur ce territoire ?

1. Je ne sais pas trop, j'ai découvert ça dans la presse (EC 1,	1
2. L'Etat (EC 1, SG, EC 3/SG 2, CG, A, EC 2, CMD, OP, CG, A, IS/CM, CM/SG, A, IS, OP, CG, A,	20
3. Cette opération fut impulsée par l'Etat mais avec des relais à ça base (EC 3/SG 2, CG, A, CG, A, IS/CM, A, IS, EC 1,	11
4. Des personnes ont véritablement portés cette opération (EC 3/SG 2, A/OP, SG,	5
5. Peut être également influencée par des associations locales de protection de la nature (CMD,	1
6. L'Etat et ça la raison de l'échec de la première OGS (OP,	1
7. Le département (OP, IS, CMD/SGD, A/OP, EC 1, EC 2,	8
8. Le label, pour le Département, c'est une démarche de prestige contrairement à nous qui sommes dans une démarche écologique (IS,	1
9. Le Département a bousculé un peu tout le monde car l'Etat voulait qu'on face l'OGS sur l'ensemble de la chaîne des Puys, donc sur 12 communes, mais, nous avons voulu d'abord commencé par le Puy-de-Dôme quitte à élargir le périmètre plus tard (CMD/SGD,	2
10. Sans ces relais au niveau local, cette opération ne se serait pas faite (IS/CM,	2
11. Au niveau communal puis par la DIREN (SG, EC, SG, OP,	4
12. A l'origine il y a eu une utopie totale des services de la DIREN (OP,	1
13. Il y a eu une conception « parisienne » des choses (CG,	1
14. Le PNR (IS,	1
15. Du local relayé par le PNR (EC 2,	1

4. Quels sont les projets, les actions que vous supportez à travers cette opération ?

1. Nous n'avions pas réellement de projets (EC 1, OP, EC, CG,	4
2. Rien (EC 1, OP, EC, CG, EC 1,	5
3. La réhabilitation du Pont d'Arc (SG, CMD,	2
4. La maîtrise foncière du site (CMD,	1
5. Le réaménagement paysager/intégration paysagère (CMD, SG, EC 2,	3
6. Changer les comportements, les habitudes (CMD/SGD, EC 2	3
7. Réaménagement/requalification des belvédères de la route touristique, de ses abords (SG, IS,	2
8. La mise en conformité des bivouacs avec leurs voies d'accès (EC 3/SG 2,	2
9. La gendarmerie (EC 3/SG 2,	2
10. Une Maison de la réserve (EC 3/SG 2,	2
11. Réhabiliter les embarcadères pour les canoéistes (EC 3/SG 2, A,	3
12. Intégrer dans l'OGS l'ensemble du territoire des gorges et ne pas la découper en morceaux comme on a pu le voir avec l'OGS de l'Aven d'Orgnac (CG, CG,	2
13. Mettre en place une intercommunalité sur ce territoire (CG, CG,	2
14. La circulation/flux à tous les niveaux, conflits piétons/cycliste et voitures, stationnement sauvage ... dans l'espace et dans le temps (EC 2, OP, EC 2, IS, SG, A, EC 2,	7
15. Réaménagement des parkings : suppressions, dissimulations... (A, EC 2, OP, IS, CMD/SGD, A/OP, EC 1, EC 2, A, IS/CM, SG, IS, IS, SG, A, EC 2,	19
16. Il faut instaurer le principe de la carotte et du bâton pour conformer les gens, moyens coercitifs (A, A,	2
17. Organiser des événements culturels sur différents thèmes/valorisation du patrimoine : paysagers, préhistoriques... (EC 2, IS, EC 2,	3
18. Clarifier la compétence de l'entretien du site classé car c'est la commune de Vallon qui le fait de part l'incompétence du gestionnaire de la RN (EC 2,	1



19. La mise en réseau de l'ensemble des sites culturels et touristiques : par un système de « pass », de navettes... (CMD, CMD/SGD, EC 2, SG, CM/SG, OP,	8
20. Fixer un cadre réglementaire d'urbanisme sur ce secteur, type SCOT grâce au pays, qui s'impose aux POS (CMD,	1
21. On nous disait qu'on était des points noirs... mais heureusement rien ne s'est fait (OP,	1
22. Faire le ménage des équipements privés se trouvant aux pieds du Puy-de-Dôme (OP,	1
23. Améliorer l'accès du site (OP, CMD/SGD, EC 1,	4
24. Valoriser le site (OP,	1
25. De nouveaux types de transports comme la mise en place d'une crémaillère, d'un système de navettes (OP, IS, CMD/SGD, EC 2, A,	6
26. Réaménager/améliorer l'accueil, le centre d'accueil (OP, EC 2, IS CM,	4
27. Requalification et l'organisation des sentiers pédestres... (IS, CMD/SGD, EC 1, EC 2, SG,	6
28. Le réengazonnement ou « la reconquête végétale » (IS, CMD/SGD, A/OP, EC 1,	6
29. Problème de la signalétique et faire une signalétique spécifique au site (IS, CM/SG, OP, EC 2,	5
30. Régler le problème de l'érosion (CMD/SGD, EC 1, IS,	4
31. La réhabilitation des sites de décollage (A/OP,	2
32. Bétonner les parties érodées (EC 1,	1
33. Un petit train entre le Puy-de-Dôme et Vulcania (EC 2,	1
34. Des études scientifiques pour connaître le fonctionnement du site (IS CM, IS,	3
35. L'ascenseur (IS CM,	2
36. La fermeture de certains lieux du site au public (IS CM,	2
37. La mise en place de circuit spéléologiques (IS CM,	2
38. Les surfaces situées au dessus de la grotte retraitées en jardins (IS CM,	2
39. Des synergies au niveau des musées dans les gorges ainsi qu'au niveau des cavités pour une meilleure lisibilité et fonctionnement des sites (SG, CM/SG,	3
40. La DIREN nous a aidé car on avait des idées mais pas assez de vision technique et professionnelle (EC,	1
41. La protection du site (EC,	1
42. Une requalification de l'offre touristique (EC,	1
43. L'enfouissement des lignes (CM/SG,	2
44. Un plan de randonnée nautique (CM/SG,	2
45. Faire un schéma d'interprétation du site (CM/SG,	2
46. La reprise du territoire par les agriculteurs, d'anciennes activités/pratiques agricoles (A, IS,	2
47. Un rôle social pour l'OGS en faisant des chantiers d'insertions en terme d'emplois pour les jeunes (A,	1
48. La réhabilitation d'anciennes terrasses (IS,	1
49. Faire de petites fenêtres paysagères pour rouvrir le milieu (IS,	1
50. Des aides financières pour retrouver le patrimoine bâti (IS,	1
51. De l'information sur cette opération car on ne sait pas ce qui s'y passe (OP, EC 2,	2
52. Etablir/délimiter des secteurs, un périmètre, cartographique, clair, du Grand Site (OP,	1
53. Nous subissons la politique du PN des Cévennes depuis 35 ans, cette politique n'est pas compatible avec celle du site (CG,	1
54. Nous n'en voulions pas car trop de contraintes (CG,	1
55. Formuler un plan d'action clair des opérations partagé par l'ensemble des acteurs pour pouvoir signer un protocole/charte (IS,	1
56. Régler le problème du Rafting avec les rampes d'accès (IS, OP,	2
57. La qualité de l'eau qui fait que la baignade qui est devenue interdite (IS, OP,	2
58. A quel niveau de précision dois-je me présenter devant la CSS étant donné le monstre qu'est le Verdon ? (IS,	1
59. Le recrutement de plus de personnel/d'un chargé de mission par exemple (SG, EC 2,	2
60. Régler le problème des déchets, avec l'évacuation des décharges publiques et la mise en place de containers, et des sanitaires (SG, OP,	2
61. Le développement économiques des communes de l'OGS et celles du PNR par la suite : les deux départements avaient cette vision qu'était de passer d'un espace de récréation à un espace de développement économique (SG, OP,	2
62. Etre ferme envers ceux qui polluent, voir les fermer ! (A,	1
63. Les élus n'ont pas la volonté politique pour travailler ensemble, querelles de clochers... (EC 1,	1
64. Le problème des campings (EC 2,	1



5. Quelles sont les raisons qui les sous-tendent ? (les justifications)

1. Pas de raison (EC 1, OP, CG,	3
2. Une obligation de qualité et d'image (SG, OP, CMD/SGD, EC, IS, IS, SG, OP,	9
3. C'est l'emblème, la vitrine du département : il faut donner aux gens l'envie de rayonner sur ce territoire (OP,	1
4. Embarcadères sont n'importe où (IS,	1
5. Signalétique anarchique (IS, OP,	2
6. Un problème d'accès pour les services de secours (EC 3/SG 2, EC 2,	3
7. Sécurité des biens et des personnes (EC 2, IS, EC 2, A, IS, A, OP,	7
8. Les touristes ne peuvent plus profiter des paysages (EC 2, IS,	2
9. Le site classé doit devenir un site public ! Car ce n'est pas interdit d'y construire, à l'instar de la RN, il y a un régime d'autorisation dans les sites classés (CMD,	1
10. Un site surfréquenté (EC 3/SG 2, IS, A/OP, EC 1,	6
11. Avoir une RN ouverte et pas fermée, un site non sanctuarisé (EC 3/SG 2, CG,	3
12. Se donner les moyens, financiers et humains, et avoir de l'ambition pour faire face à cette fréquentation (EC 3/SG 2,	2
13. Il faut une cohérence territoriale, une réflexion plus large pour que les projets puissent profiter à l'ensemble du territoire des gorges : une politique partagée (CG, CMD, CG, IS,	4
14. Economiquement, les gorges sont une valeur sûre (CG, CG,	2
15. Améliorer la protection de l'environnement (CG, CG, IS CM,	4
16. Une dégradation du site depuis plus de 40 ans à tous les niveaux (A, CMD, IS, CMD/SGD, A/OP, EC 1, A, CM/SG, IS, OP, IS, SG, A, OP, EC 1, EC 2,	19
17. La carotte financière permet de faire passer certains projets à caractère coercitif (A, A,	2
18. Disparition de la faune, aigle de Bonelli (A, A,	2
19. Fallait changer le processus de développement qui était en marche : risque de pressions autour des gorges (EC 1,	1
20. Faire des économies échelles : prôner le partenariat (CMD,	1
21. Valoriser l'approche réseau et pas sectorielle surtout au niveau du secteur tourisme (CMD,	1
22. Cela permettra une gestion / politique sur le long terme des gorges (CMD,	1
23. Il ne faut pas oublier que c'est le tourisme qui a inversé le sens de l'exode rural et le développement territorial qui crée la norme (OP,	1
24. Le développement de vrai produits touristiques par de nouveaux types de transports (OP,	1
25. Satisfaire la clientèle touristique (CMD/SGD, SG, EC,	4
26. Un usage intensif du site par les utilisateurs (A/OP,	2
27. Permet de suivre l'évolution d'un tourisme pendulaire, d'accompagner ce phénomène de société (EC 1,	1
28. Un mauvais fonctionnement/circulation du site (EC 2, IS, SG,	3
29. Un stationnement sauvage, anarchique (EC 2, IS,	2
30. Le petit train ou crémaillère entre le site et Vulcania car le système actuel de navettes n'est pas trop souple, pas assez de débit (EC 2,	1
31. Le déplacement des parkings a permis d'enlever le risque de pollution, en CO2, de la grotte (IS CM,	2
32. L'esthétique (SG,	1
33. L'apparition du tourisme durable (SG, IS,	2
34. Une qualité d'accueil dégradée (CM/SG, IS,	3
35. Les conflits d'usages (CM/SG, IS, IS,	4
36. La forêt/milieu se ferme, gagne du terrain du fait de la déprise agricole (A, A, A, IS,	4
37. Les risques d'incendies (A,	1
38. Une dévitalisation du territoire chez les jeunes et moins jeunes (A,	1
39. Prix excessif du foncier ou pression foncière (A,	1
40. Un manque d'information claire pour les visiteurs dans le site : sentiment de perte et accentuation de la surfréquentation sur certains secteurs (OP, EC 2,	2
41. On a pas d'état « 0 » du site et cela est problématique... ça va rentrer dans le cadre du programme d'action de l'OGS alors que ça devrait être fait avant ! (IS,	1
42. Nous sommes dans des problématiques de « tourisme durable » : de sécurité, de fonctionnalité... (IS,	1
43. Problème de pollution des eaux du Verdon, baignade interdite (A, OP,	2
44. Les campings qui polluent et qui sont en zone inondables ! (A,	1

**6. Par quelles personnes et comment ces projets, ces actions ont-ils été choisis ?**

1. Nous n'avons pas fait parti de ça... (EC 1,	1
2. Le Département a fortement impulsé l'opération et les projets (SG, OP, OP, CMD/SGD,	5
3. Par le SIVA, alors gestionnaire de l'OGS, dont le "secteur des gorges" était une de ses fonctions (EC 3/SG 2,	2
4. L'Etat avec la DIREN (IS, SG, EC, IS,	4
5. Il y a eu des querelles de personnes qui ont nui aux projets (CG, CG,	2
6. Ne sais pas (A, EC 2, A/OP, EC 1, A,	6
7. Par la CSS (OP,	1
8. Ca n'a pas été une volonté des élus qui le font si derrière il y a une carotte : il n'y a pas de vision du territoire (CMD,	1
9. En concertation entre la DIREN et le conseil général (IS,	1
10. L'ancien président du Département l'a fortement portée (CMD/SGD,	2
11. Grâce à une étude de définition, pluridisciplinaire, qui avait été lancée (CMD/SGD,	2
12. Par les communes, le conseil général, la CC de Clermont et le conseil régional (EC 2,	1
13. Par les scientifiques, la DIREN, le MEDD, la commune, le conseil général et la région (IS/CM, SG,	3
14. Par 4 groupes de travail : - agriculture/forêt - architecture/patrimoine - tourisme/sport de nature - infrastructure/paysage, leurs conclusions, leurs idées ont été reprises/synthétisées par un bureau d'études (CM/SG, A, IS, CG,	5
15. Il n'y a pas de MOA, de guide ou de porteur, pour fédérer et aider les gens (OP,	1
16. C'est tout à chacun pour soit (OP,	1
17. Par le PNR - l'Etat - la DIREN - le conseil général et régional (IS,	1
18. On n'avait défini une liste d'actions pragmatiques hors théorie ICOMOS... (IS,	1
19. Par une collaboration PNR et communes concernées, deux conseils généraux, le conseil régional et la DIREN (SG,	1
20. Par le PNR (A, OP, EC 1,	4
21. Le PNR est gestionnaire mais il a un problème de statut juridique (EC 1,	1
22. L'idéal serait d'avoir un syndicat mixte ou bien un GIP qui porte toutes les actions : l'avantage d'un GIP et qu'il intègre le privé dans une logique d'intérêt publique, c'est différent d'une SEM qui est plutôt considérée comme une boîte à faire du fric... (EC 1,	1
23. Par un bureau d'études, qui a fait l'état « 0 » du site et a relevé les points noirs/dysfonctionnements à traiter en priorité, en relation avec le conseil du PNR (EC 2,	1

7. Les acteurs autour de la table vous semblent-ils représentatif du territoire ?

1. Oui en général (EC 1, SG, EC 3/SG 2, CG, A, EC 2, CMD, OP, A/OP, EC 1, CG, A, IS/CM, SG, EC, CM/SG, A, IS, CG, SG, A, OP, EC 1, EC 2,	28
2. Sauf vis-à-vis de certaines associations qui n'ont pu être associées pour des raisons de conflits d'intérêts entre personnes (EC 3/SG 2, EC 2, IS/CM,	5
3. Non (EC 2, OP, IS,	3
4. Ne sais pas (CMD/SGD,	2
5. Il y a eu un manque de concertation, de réunions (CG, IS, CG,	3
6. Ces personnes n'étaient pas porteuses de ce qu'espéraient la population (EC 2,	1
7. Le SIVA alors gestionnaire de l'OGS était bien trop vaste pour la gérer : problème de représentativité (CMD,	1
8. On a élu des personnes qui portent des projets mais c'est difficile de se faire entendre auprès de ces personnes d'où quelque part pour faire un bon projet il faut toujours de l'opposition (OP,	1
9. Trop de concertation tue la concertation... Il faut être un peu dirigeant (OP, IS,	2
10. Il manquait des acteurs autour de la table (IS, CMD/SGD, OP,	4
11. Il y avait l'Etat, le conseil général, la région, le PNR et les communes concernées (EC 1,	1
12. Si l'on veut éviter un jour les conflits d'usages, il faut absolument associer les utilisateurs du site ainsi que les associations (EC 2,	1
13. Faire des sous commissions par exemple (EC 2,	1
14. On est des petits maires, seuls, donc soumis à de fortes pressions d'où l'obligation de la concertation (EC 2,	1
15. Oui mais sur Orgnac le problème est inverse car territoire petit, sur une commune (SG,	1
16. Il y a eu une très large concertation, dans certains groupes il y avait plus de 60 personnes... (CM/SG, CG,	3
17. Les deux premières années furent une période de contrainte imposée par la DIREN et les deux dernières années furent plus ouvertes (A,	1



18. On n'a pas assez associé les acteurs économiques (OP,	1
19. On ne peut pas rassembler/concertier tout le monde au même moment, il faut être stratégique et le faire à certains moments (IS,	1
20. Faire plusieurs comités de pilotage par exemple car comment voulez-vous discuter avec plus de 80 personnes ? (IS,	1
21. Oui mais ils avaient chacun leur particularité, leurs intérêts et ils avaient peur de perdre leurs habitudes (EC 2,	1

8. Sont-ils tous en mesure de pouvoir influencer sur la décision finale de faire tel ou tel projet ?

1. Ne sais pas : oui et non, on nous a consulté mais pas concerté (EC 1, CG, CG,	3
2. Oui (OP, OP, EC 1, IS, CM, SG, EC, CM/SG, IS, OP, SG, A, OP, EC 1, EC 2,	16
3. Ne sais pas (EC 2, A, IS,	3
4. Non, c'est essentiellement le Département, l'Etat et la commune concernée qui ont décidé (SG, CMD/SGD, IS, CG,	5
5. Il faut de la concertation mais qui est le mieux placé pour décider, élaborer une stratégie ? Le local ? L'Etat ? Ce n'est pas forcément celui étant le plus proche (SG,	1
6. Il y avait des rapports de forces différents (SG, EC 3/SG 2, EC 1, CG, A, CMD, A/OP, EC 1, EC 2, CG, A, EC, A, IS, CG, IS, SG,	19
7. C'est celui qui paye qui doit y arriver (CG, A, IS, CMD/SGD, CG, A, EC, IS,	9
8. Les acteurs économiques ont une influence plus grande sur les élus donc ce sont souvent eux qui gagnent (A, A,	2
9. Certaines personnes comme l'inspecteur des sites, DRAC / Etat, ont un pouvoir bien supérieur à tous les acteurs sans se préoccuper du reste... (EC 2,	1
10. Le principal interlocuteur c'est l'Etat, regardez le rôle de l'inspecteur des sites, avec il est vrai le Département qui a la capacité financière (CMD,	1
11. L'Etat devient de plus en plus un Etat Gendarme et de moins en moins un Etat providence malgré une petite carotte financière (CMD, IS,	2
12. La création de notre association de défense des propriétaires ayant droit de Vallon a montré que oui (OP,	1
13. Le conseil général ayant la MOA avait des prérogatives plus importantes en matière de négociations mais il écoutait très largement les autres acteurs (CMD/SGD, IS,	3
14. Malgré ces rapports de forces différents, toutes les collectivités territoriales avaient la légitimité de la décision (EC 1,	1
15. L'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers (EC 1,	1
16. Les intérêts d'une petite commune face à ceux du conseil général ne font pas le poids... (EC 2, IS, SG,	3
17. On a pris compte de toutes les remarques, dans le pré-projet de l'OGS, qui seront validées par la CSS (CM/SG, IS,	3
18. Nous sommes en attente par rapport à cette question actuellement (A,	1
19. Le programme devrait se réduire car les financements, notamment ceux de l'Etat, ne sont pas la hauteur (IS,	1
20. Les élus ont une logique de guichet par rapport à l'OGS et, sont dans une attitude un petit peu attentiste (IS,	1
21. Les projets vraiment porteurs, fédérateurs : il n'y en a pas ! (OP,	1
22. C'est passé en coup de force : l'Etat contre l'ensemble des services (CG,	1
23. C'est variable, ça dépend si l'opération prend une tournure politique ou pas... (IS,	1
24. Oui car si un maire bloque on ne fait pas d'opération (EC 1,	1
25. Il y a eu plusieurs réunions publiques où l'on a pris en compte leurs avis (EC 2,	1
26. Oui mais au final il y aura une décision à prendre et là, certains ne seront pas d'accord mais c'est normal (EC 2,	1

9. Qu'est-ce que le développement durable selon vous ?

1. C'est prendre en compte une à deux générations mais pas plus loin car il faut amortir et l'on ne peut se projeter plus loin (EC 1,	1
2. Ne sais pas (EC 2, CG, A, OP,	4
3. Il y a la définition classique et puis la réalité qui est celle des cantons et des conflits d'intérêts (SG, CMD,	2
4. C'est pérenniser des modes de fonctions en vue de faire perdurer d'anciennes activités, par exemple en labellisant des brevets d'Etat, en gérant correctement un site (EC 3/SG 2,	2
5. Ne pas faire d'aménagement irréversible (CG, CG, EC,	3
6. Ne pas sanctuariser un territoire (CG, OP, CMD, CG,	4



7. Transmettre ce patrimoine en bon état à nos petits enfants (CG, EC 1, CG, IS,	4
8. Ca n'existe pas ! Une ineptie de première classe (A, A, A,	3
9. Si il y a développement il n'y a pas de durabilité et inversement : termes antinomiques (A, A, A, A, OP,	5
10. Une solution peut être un développement plus qualitatif (A, A, IS, OP,	4
11. C'est inscrire nos actions dans des bons choix à long terme (EC 2, A/OP,	3
12. Mais parfois la subtilité de ces choix nous échappe à nous même (EC 2,	1
13. C'est prendre en compte la globalité du problème pour régler des problèmes particuliers (EC 2, CMD,	2
14. C'est du bon sens : une approche transversale car on a vu les limites des politiques sectorielles ! C'est donc prendre au même niveau le quadripôle : intégrité écologique – développement économique – équité et justice sociale et l'éthique (CMD,	1
15. C'est faire changer les esprits et les habitudes donc cela prend du temps, c'est une démarche constructive (CMD,	1
16. C'est une démarche intellectuelle à atteindre (CMD,	1
17. C'est partager les idées (CMD,	1
18. C'est aussi faire des concessions momentanées sur certains points (CMD,	1
19. Selon moi, le système actuel de l'étude d'impact est bon car la charge de la preuve est supportée par le MOA ; certes ce n'est pas neutre mais l'Etat sera toujours derrière pour contrôler ; en outre, financièrement, le MOA a intérêt à ce que l'étude soit rigoureuse si non il devra supporter financièrement une deuxième étude ; dans l'état actuel des connaissances : le système est bon (CMD,	1
20. C'est une super idée, quelque chose qui a toujours été bien mené (OP,	1
21. Ce sont des activités à développer tout en préservant l'existant (OP, SG, CM/SG,	4
22. C'est un équilibre à trouver entre le développement et la préservation (OP, OP, SG, CM/SG, IS, EC 1,	7
23. C'est conserver, protéger et développer un site de façon pérenne, dans le temps, au niveau écologique et paysager (IS, IS/CM, IS,	4
24. C'est une bonne conciliation des différents usages (CMD/SGD, IS,	3
25. C'est de la prévention (A/OP,	2
26. C'est créer des instruments pour permettre aux utilisateurs de fréquenter le site sans le dégrader (A/OP,	2
27. C'est un développement qui prend en compte l'avenir de la planète, garantir l'évolution (EC 1, IS,	2
28. Développer des activités humaines dans le respect de la nature et celui des générations futures (EC 1, CM/SG, EC 2,	4
29. Je ne vois pas ce que c'est sauf au niveau de ma commune... (EC 2,	1
30. C'est permettre à ma commune de pouvoir se développer (EC 2,	1
31. C'est mettre en valeur un site et prendre en compte son évolution, sans la figer, en fonction de la connaissance du milieu (IS/CM,	2
32. C'est la protection qui doit guider la valorisation et la gestion du site (IS/CM, SG,	3
33. Avoir réaménagé un site majeur de l'Ardèche dans des conditions de travaux qui ont respectés l'environnement, le financement d'études pour prouver que site n'a subi aucune dégradation et rendre quelque chose de bien comme on l'a trouvé sans aménagements irréversibles (EC,	1
34. Faire des actions de développement économique sans nuire à l'environnement (CM/SG, SG,	3
35. C'est trouver un équilibre entre les activités touristiques, agricoles et forestières par des aménagements qualitatifs et, requalifier le patrimoine local légué par nos anciens pour que le site devienne plus attractif tout en maîtrisant la fréquentation pour éviter sa dégradation (IS, EC 2,	2
36. C'est améliorer le qualitatif dans tous les domaines : hôtellerie, restauration... (OP,	1
37. C'est une tarte à la crème... (CG,	1
38. Les OGS c'est cela du DD mais sur la forme ! Après sur le fond, c'est-à-dire sur sa conception c'est autre chose... (IS,	1
39. C'est protéger l'environnement et faire du développement économique mais la protection doit rester au centre de nos préoccupations (SG,	1
40. 5 à 600 000 visiteurs n'apportent pas du développement économique sur place d'où il faut savoir où et comment on doit les répartir ! (SG,	1
41. Je ne sais pas ce que ça veut dire le DD ? Quand on sait qu'un projet de ligne à haute tension de 400 000 V, dans un PNR avec toutes les contraintes réglementaires qui y existent, est entrain de passer ! (A,	1
42. Utopie ou réalité ? (OP,	1
43. Va t-on avoir les moyens financiers pour réaliser ces aménagements ? (OP,	1
44. C'est préserver pour l'avenir toutes les richesses que l'on a pour ne pas tuer la poule aux œufs d'or (EC 2,	1



10. Vos attentes, à travers les projets que vous supportez sont-elles porteuses selon vous de cette dimension ?

1. Je ne sais pas (EC 1, CG, CG, IS,	4
2. Pas d'attentes (OP, CG,	2
3. Oui (EC 2, SG, EC 3/SG 2, CMD, OP, IS, CMD/SGD, A/OP, EC 1, EC 2, IS, CM, SG, EC, CM/SG, A, IS, OP, A, OP, EC 1, EC 2,	26
4. Oui à partir du moment où la route devient un moyen de sensibilisation (SG, OP,	2
5. Oui, les bivouacs ont apportés propreté et hygiène ; la création d'un poste de directeur pour la RN a accentué une meilleure gestion du site ; sauf pour la gendarmerie qui n'avait pas lieu d'être (EC 3/SG 2,	2
6. Obligatoirement même si je ne crois pas au développement durable (A, A,	2
7. Oui car on car la réhabilitation de la Combe d'Arc ne va pas pour autant supprimer l'activité économique (CMD,	1
8. Mais le fait d'avoir retiré la réhabilitation de la Combe d'Arc de l'OGS n'est pas un choix durable de part la dichotomie que cela générera sur l'organisation territorial donc, il faudrait la réintégrer dans son environnement naturel pour ne pas saucissonner le territoire des gorges (CMD,	1
9. Chauvet : c'est une démarche technique et juridique pour faire passer un projet ! Ce n'est donc pas du développement durable (CMD,	1
10. La mise en réseau, grâce une cohérence au niveau des différentes chartes, permettra d'avoir une offre diversifiée sur ce territoire, donc complémentaire pour tous ; ce qui limitera une concurrence ruineuse de proximité entre sites (CMD, OP,	2
11. D'être associé au projet (OP,	1
12. La crémaillère va moins polluer contrairement aux bus, qui actuellement, polluent (OP,	1
13. Peut être pas pour la signalétique mais cela peut s'enlever (IS,	1
14. Oui car on a pas abandonné le volet économique avec la crémaillère, le restaurant, les navettes... (CMD/SGD,	2
15. Oui de part les matériaux utilisés et la qualité du projet architectural (A/OP,	2
16. Oui puisqu'il y a et aura 20 à 30 années de réflexions et de travaux engagés (EC 1,	1
17. Oui car cela va empêcher qu'on devienne une commune dortoir... (EC 2,	1
18. Le tourisme est une activité qui permet de redynamiser le territoire pour que les gens puissent continuer à vivre sur leur commune (EC 2, OP,	2
19. De plus, si le site est accueillant, structuré et agréable, cela aura un impact sur l'image du site qui est la vitrine du département donc des retombées positives (EC 2, A,	2
20. On est tellement dans le trou au niveau économique et social que cette opération ne sera que du positif, notamment par un développement sur le plateau (A,	1
21. Regardez l'exemple du chêne truffier : on le réintroduit ce qui génère une activité agricole, de culture, cela limite également l'enrésinement, réhabilite d'anciennes terrasses donc d'anciennes activités traditionnelles donc de l'emploi... c'est donc toute une chaîne durable, à petite échelle, qui pourrait se mettre en place (IS,	1
22. Est-ce qu'on a vraiment des problèmes ? Il faut se poser la question ! (IS,	1
23. En terme de micro-opérations dans l'OGS pas réellement mais au niveau global, à l'échelle du PNR, oui (SG,	1
24. L'accueil n'étant pas bon, le Verdon étant pollué, les rives n'étant pas propres, la restauration étant dégueulasse... On est entrain de tuer la poule aux œufs d'or ! (A,	1
25. Ces projets sont une condition essentielle à l'épanouissement des générations actuelles et futures (OP,	1
26. On a les moyens aujourd'hui pour réaliser ce rêve ! (OP,	1
27. On ne peut pas lâcher librement des citoyens dans la nature sans un accompagnement, car ceux-ci vont reproduire des comportements de citoyens, en se rassemblant sur un même endroit, en utilisant les portables... dommage, puisque n'ayant pas de « culture environnementale » (EC 2,	1

11. La démarche OGS permet t-elle selon vous de tendre vers un développement plus durable ?

1. Oui (EC 1, SG, EC 3/SG 2, CG, EC 2, OP, IS, CMD/SGD, A/OP, EC 1, EC 2, CG, IS, CM, SG, EC, CM/SG, IS, OP, A, EC 1, EC 2,	26
2. Ne sais pas (CMD, A, OP, A, IS, OP,	6
3. Non (A, CG, SG,	3
4. Oui car elle permet de raisonner sur un territoire plus vaste (EC 1, EC 2,	2
5. Oui mais il faut redonner une image qualitative du secteur ! Car on est sur un territoire d'étudiants qui ne fait pas vivre le territoire et donc ce n'est pas du développement durable (SG, OP, EC 2,	3

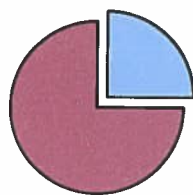


6. Oui mais tout dépend des limites que l'on donne à l'OGS (CG, CG,	2
7. Il faut rendre la zone intermédiaire autour des gorges attractive mais n'importe comment (CG, CG,	2
8. Si les projets se feront : oui (A, A,	2
9. C'est l'objectif annoncé et accepté par les acteurs locaux mais le partage t-il réellement ? (CMD, IS, A, EC 2,	4
10. C'est un outil très minuscule que de faire des crédits et du label derrière pour inciter les élus locaux à s'inscrire dans cette démarche (CMD,	1
11. Si cela va dans le sens d'un projet de territoire : oui (OP,	1
12. Le label permet de dire « Non » ! à certains opérateurs touristiques, de part les seuils qui sont imposés, c'est une sorte de justification, de norme face à la menace d'un développement anarchique (CMD/SGD,	2
13. Oui ainsi que le label qui est attribué (IS/CM,	2
14. Le label est une reconnaissance qui demande beaucoup de travail (IS/CM,	2
15. Oui mais essentiellement sur le volet paysager car dans l'environnement il y a également les déchets, l'eau... (CM/SG,	2
16. Tout baser sur l'activité touristique, sur une industrie, ne peut pas être qualifié d'activité ou de développement durable (A,	1
17. Il faut que ce projet soit porté par une personne au départ : un projet personnel puis, soutenue par l'ensemble des partenaires (A,	1
18. Oui dans le cadre de la mise en place d'une structure de gestion qui va dans le sens du développement durable (IS,	1
19. Le paysage c'est une chose mais n'oublions pas qu'il y a quand même des gens qui y habitent ! (IS,	1
20. Les gorges du Tarn à l'instar des gorges de l'Ardèche sont habitées, avec des voies de communication...donc nous ne sommes pas dans la même problématique et encore moins avec le site de la grotte du Raz ! (CG, IS,	2
21. C'est une tarte à la crème... (CG,	1
22. Je réclame le droit à la différence ! (CG,	1
23. 55 km de site classé sur une largeur de 3 à 4 km ça ne laisse plus beaucoup de marge pour les agriculteurs...d'où nous avons exclu tous les principaux chefs lieux des sites classés pour qu'on puisse se développer ! (CG,	1
24. Je me préoccupe plus des PPR que de l'OGS... (CG,	1
25. Il y a différentes façons, au niveau local, d'arriver à cet équilibre du DD, pour cela, il faut objectiver les problèmes et en débattre (IS,	1
26. De plus, il faut revoir certaines ambitions théoriques à la baisse entre le MEDD et les DIREN car sur le terrain, ce n'est pas la même chose/vision qu'à Paris, nous nous sommes pragmatiques ! (IS,	1
27. Dans sa composante environnementale oui (SG,	1
28. Dans sa composante économique on y veille... (SG,	1
29. Au niveau social pas trop (SG,	1
30. Oui si elle est bien faite et que les acteurs ne succombent pas aux pressions d'un tel et d'un tel... (A,	1
31. Si on utilise pour rien les énergies de bénévoles, ce serait dommage... (OP,	1
32. Oui puisque ça s'inscrit dans le temps (EC 1, EC 2,	2
33. Oui car elle permettra de valoriser le patrimoine local qui est une richesse et tout le monde s'y retrouvera (EC 2,	1
34. Faut un service de qualité pour que les gens soient contents (EC 2,	1
35. Mais qui prendra la charge de l'entretien et de la gestion de l'après OGS ? Ca fait peur... (EC 2,	1

ANNEXE 2 : Maximum du nombre de personnes ayant exprimées la même idée par question

Question n° 1 : Qu'est-ce qu'une OGS ?

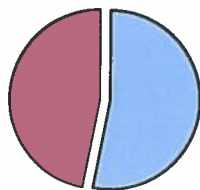
Mettre en valeur les sites naturels et le patrimoine historique	25%
Réponses diverses	75%



- Mettre en valeur les sites naturels et le patrimoine historique
- Réponses diverses

Question n° 2 : Qu'attendez-vous de cette démarche ?

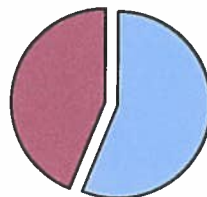
Une image de qualité à différents niveaux	53%
Réponses diverses	47%



- Une image de qualité à différents niveaux
- Réponses diverses

Question n° 3 : Qui fut à l'origine de cette démarche sur ce territoire ?

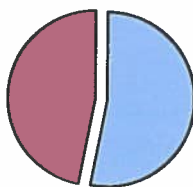
L'Etat	56%
Réponses diverses	44%



- L'Etat
- Réponses diverses

Question n° 4 : Quels sont les projets, les actions que vous supportez à travers cette opération ?

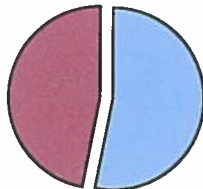
Réaménagement des parkings	53%
Réponses diverses	47%



- Réaménagement des parkings
- Réponses diverses

Question n° 5 : Quelles sont les raisons qui les sous-tendent ?

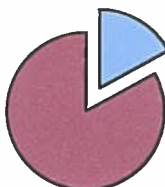
Une dégradation du site à tous les niveaux	53%
Réponses diverses	47%



- Une dégradation du site à tous les niveaux
- Réponses diverses

Question n° 6 : Par quelles personnes et comment ces projets ont-ils été choisis ?

Ne sais pas	17%
Réponses diverses	83%



- Ne sais pas
- Réponses diverses

Question n° 7 : Les acteurs autour de la table vous semblent-ils représentatifs du territoire ?

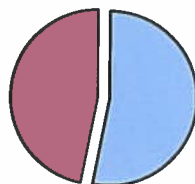
Oui en général	77%
Réponses diverses	23%



■ Oui en général
■ Réponses diverses

Question n° 8 : Sont-ils tous en mesure de pouvoir influencer sur la décision finale de faire tel ou tel projet ?

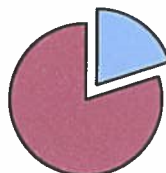
Il y a des rapports de force différents	53%
Réponses diverses	47%



■ Il y a des rapports de force différents
■ Réponses diverses

Question n° 9 : Qu'est-ce que le développement durable selon vous ?

Equilibre à trouver entre développement et préservation	20%
Réponses diverses	80%



■ Equilibre à trouver entre développement et préservation
■ Réponses diverses

Question n° 10 : Vos attentes sont-elles porteuses selon vous de cette dimension ?

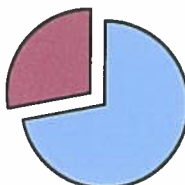
Oui	72%
Réponses diverses	28%



■ Oui
■ Réponses diverses

Question n° 11 : La démarche OGS permet-elle selon vous de tendre vers un développement plus durable ?

Oui	72%
Réponses diverses	28%



■ Oui
■ Réponses diverses

Période : Juillet/Août 2004

[illegible]

[illegible]

Période : Juillet/Août 2004																									
Liste des personnes entretenues + fonction(s) + Heure et lieu du RV																									
		OGS des gorges du Tarn (81)																							
		MOA =																							
		Gestion =																							
1	Chargé de mission OGS SIVOM; Heure ⇨ 11h Tél.																								
2	Inspecteur des sites⇨																								
3	Organisme professionnel⇨																								
4	Responsable structure de gestion SIVOM⇨																								
5	Association⇨																								
6	Conseiller Général⇨																								
7	Maire⇨ Non réalisé.																								
OGS Puy-de-Dôme (63)																									
MOA = Département																									
Gestion = Département																									
1	Chargé de mission OGS au Département du Puy-de-Dôme ; Heure ⇨ 16h Tél.																								
2	Inspecteur des sites DIREN Auvergne ; Heure ⇨ 10h30 Tél.																								
3	Maire ; Heure ⇨																								

[illegible]

- **Planning prévisionnel général du DEA (2003/2004)**

Phase d'élaboration

Délai pour modifier

	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre
Connaissance du sujet de recherche et entretiens avec personnes ressources (bibliographie)	[Solid blue bar from Oct to Aug]												
Spécification de ma problématique générale de recherche	[Dashed blue bar from Dec to Jan]												
Etablissement question spécifique de recherche	[Solid blue bar from Dec to Feb]												
Elaboration du PLAN de recherche	[Dashed blue bar from Mar to May]												
Elaboration Questionnaire + Traitement des idées	[Solid blue bar from Apr to Jun]												
TERRAIN acquisition des données	[Solid blue bar from May to Jul]												
Elaboration Grille d'analyse (critères)	[Solid blue bar from Jun to Aug]												
Traitements + interprétation des résultats	[Solid blue bar from Jul to Sep]												
Hypothèses	[Solid blue bar from Aug to Sep]												
REDACTION et soutenance	[Solid blue bar from Mar to Oct]												

- ANNEXE 5

Règlement d'usage du label « Grand Site de France »

REGLEMENT D'USAGE DU LABEL "GRAND SITE DE FRANCE"

PREAMBULE

Dans les plus beaux sites de France, un développement durable nécessite tant une maîtrise de la fréquentation qu'une maîtrise du devenir de chaque grand site au niveau local. L'Etat restant le garant au niveau national d'une même exigence de qualité et de cohérence pour tous. A ce titre, le label "Grand site de France" se réfère à la Convention du patrimoine mondial de 1972 (Unesco) ainsi qu'aux recommandations n° R (94) 7 et R (95) 10 du Conseil de l'Europe relative à une politique générale de développement d'un tourisme durable et respectueux de l'environnement

Le label "Grand site de France" est créé par le ministère de l'écologie et du développement durable pour développer avec les collectivités locales et les gestionnaires de sites une politique nationale de préservation, de réhabilitation et de valorisation des grands sites nationaux. Il est déposé à l'INPI pour que son utilisation soit réservée aux attributaires choisis selon les critères définis dans ce règlement.

Le label est attribué par le ministre en charge des sites. Il est mis en oeuvre par la direction de la nature et des paysages du ministère de l'Ecologie et du développement durable. Il doit être demandé par le gestionnaire du site et son octroi conditionne l'utilisation de l'emblème (logo) qui lui est associé. Il est décerné pour une période de 6 ans et peut être renouvelé ou retiré. Ce n'est pas le paysage, déjà consacré, mais l'état et la gestion du site qui sont reconnus par l'attribution du label et c'est la structure de gestion du site qui le reçoit.

Il est attribué à une personne morale, représentée par son président, qui est gestionnaire du site et associe dans une structure ad hoc les différents partenaires concernés : communes du site, communes limitrophes, départements, régions et leurs groupements mais également les établissements publics nationaux tels le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ou les parcs nationaux, ainsi que tout autre partenaire intéressé, public ou privé.

ARTICLE 1 - OBJECTIFS

Le label garantit que le site est préservé et géré suivant les principes du développement durable en :

- préservant l'environnement par le maintien de la qualité paysagère et culturelle du site candidat et de ses milieux. Cette qualité peut résulter, entre autre d'une réhabilitation, dans le cadre d'une opération grand site par exemple. Le label garantit aussi la recherche de l'amélioration de la qualité du site à chaque fois que cela est possible. Il garantit également la qualité des prestations compatibles avec la préservation du site et avec sa notoriété, la qualité de sa gestion au quotidien comme à long terme.
- en intégrant le développement économique local dans le schéma de gestion du site
- en assurant que le projet de mise en valeur du site a été établi de façon concertée avec les partenaires et les habitants concernés.
- en s'assurant que la fréquentation touristique reste compatible avec le respect des conditions de vie des habitants.

ARTICLE 2 - SITES ELIGIBLES

Sont éligibles :

- les espaces naturels ou bâtis qu'il est convenu d'appeler des "grands sites", c'est à dire des monuments naturels ou des espaces prestigieux, dont la qualité, paysagère, naturelle et culturelle, est telle qu'elle entraîne une double reconnaissance de leur intérêt national, d'une part par une **mesure de protection forte** (Art. L 341-I et suivants du code de l'environnement), d'autre part par une consécration sociale et une grande notoriété.
- les sites répondant à ces conditions dont l'état, l'entretien et la gestion sont satisfaisants selon les critères du développement durable.

ARTICLE 3 - CONDITIONS NECESSAIRES

Être un site :

- classé au titre de l'article L 341-1 et suivant du code de l'environnement (loi du 2 mai 1930) pour tout ou partie de l'espace considéré,
- dans lequel les aménagements et services nécessaires aux visiteurs (stationnements, accueil, déplacements, sécurité, hygiène, information) doivent être fondés sur le respect de l'identité et de la singularité des lieux,
- dont l'entretien est assuré à court et long terme,
- comportant une structure de gestion partenariale dont le fonctionnement est assuré d'une manière pérenne au moyen d'un budget identifié et adapté aux enjeux,
- **doté d'un schéma de gestion à long terme** (10 ans environ) visant à satisfaire les objectifs définis ci-dessus.

ARTICLE 4 - PROCEDURE D'OBTENTION, DE RENOUVELLEMENT OU DE RADIATION

1 - OBTENTION DU LABEL

La demande de labellisation, accompagnée de son dossier, est déposée par la structure gestionnaire du site à la préfecture de son siège. La préfecture en assure l'instruction au niveau local avec l'appui de la DIREN et la transmet au ministre chargé des sites.

Au reçu de la demande par le ministre, un rapport sur l'état du site est demandé à l'Inspection générale en charge des sites. Le dossier, accompagné du rapport de l'Inspection, est ensuite présenté à RGSF pour avis, puis examiné par la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (CSSPP) en tant que de besoin. Il est statué sur la demande dans un délai maximum de six mois à compter du dépôt du dossier.

Le label est attribué pour 6 ans.

Le gestionnaire labellisé établira un rapport annuel qui devra être présenté au préfet et transmis par ce dernier à la DNP : outre le bilan financier, ce rapport évaluera la pertinence de la gestion du site au regard du schéma de gestion à l'aide des indicateurs sur lesquels le gestionnaire se sera engagé lors de sa demande de labellisation.

2 - RENOUVELLEMENT

Le label est renouvelé dans des conditions identiques à celles de son attribution.

3 - SUSPENSION ET RADIATION

A/ Pendant la durée de validité du label, le ministre chargé des sites, sur rapport de l'inspection générale chargée des sites et après avis de RGSF, peut procéder à la suspension ou au retrait du label en cas d'atteinte grave portée aux qualités patrimoniales du site ou de manquement caractérisé aux engagements pris.

B/ Le label est retiré de plein droit en cas de disparition de la structure de gestion, sauf transmission de ses engagements et compétences à une autre structure acceptée par le ministre.

ARTICLE 5 - MODALITES D'ATTRIBUTION

Le label est attribué par décision ministérielle ou par convention signée par le gestionnaire avec le ministre en charge des sites.

ARTICLE 6 - CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE

Ce dossier constitue l'engagement du gestionnaire sur le maintien ou l'amélioration de l'état du site et plus généralement sur le projet de gestion du site à long terme. Il comportera :

1/ un état des lieux (état de référence)

- Il présentera le site et son identité générale, par unité paysagère et la première campagne de prises de vues d'un observatoire photographique du paysage du site, ou une campagne récente si l'observatoire existe déjà.

2/ un schéma de gestion du site

- Il précisera les enjeux et objectifs de gestion durable du site et les moyens et indicateurs de suivi proposés par le gestionnaire pour y parvenir

3/ la présentation des moyens techniques et financiers de gestion du site

- Elle donnera la composition de la structure de gestion et les compétences ou délégations de compétences dont dispose cette dernière pour tenir ses engagements – une présentation du fonctionnement général (budget, affectation des postes...) - la part des recettes affectée à l'entretien et à la gestion à long terme du site - le niveau de prestations et de services minimum offerts aux visiteurs

4/ les engagements du gestionnaire sur les moyens d'évaluation et de suivi

- Il s'engagera à présenter un rapport annuel et proposera des indicateurs d'évaluation tels que : enquête de satisfaction auprès des visiteurs, recours à une main-courante, comptage significatif de la fréquentation, fréquence des campagnes de reprises du vue de l'observatoire du paysage
- Il précisera le mode de concertation et d'information des populations locales et des visiteurs retenu.

ARTICLE 7 - UTILISATION DU LABEL

La dénomination "Grand site de France" est caractérisée par un emblème (logo) qui lui est associé. L'usage en est réservé aux gestionnaires de sites autorisés par la décision de labellisation du ministre en charge des sites ou par la convention signée. L'utilisation à fin exclusivement commerciale de la marque "grand site de France " est interdite.

La labellisation accordée entraîne une autorisation de principe du ministre pour l'utilisation de l'emblème par le gestionnaire du site lorsque la vente d'objets, de produits ou de services ainsi marqués contribue directement à l'entretien du site et que ces objets, produits ou services représentent une valeur éducative à l'environnement et une qualité de matière et de conception compatible avec l'image de qualité véhiculée par le label. Une dérogation au cas par cas est sollicitée pour tout autre objet, produit ou service. La dérogation est accordée pour une durée limitée qui ne peut excéder le nombre d'années restant à courir avant la date de renouvellement du label.

L'utilisation du label et de son emblème est souhaitable et autorisée sur les panneaux d'information et la signalétique du site ainsi que dans les usages de communication non commerciaux (papier à en-tête, site Internet, véhicules du gestionnaire, plaquettes d'information...) de la structure de gestion.



OPERATION GRAND SITE DES GORGES DU VERDON

- ANNEXE 6 : Dossier de presse OGS

Les gorges du Verdon, classées depuis 1990 sur 7600 ha, font l'objet d'une importante fréquentation touristique, concentrée dans le temps et dans l'espace. Le grand site concerne 7 des 45 communes du Parc naturel régional, à cheval sur les départements des Alpes de Haute Provence et du Var.

Plusieurs événements ont conduit à asseoir la renommée des gorges du Verdon qui, aujourd'hui, dépasse largement le cadre régional et national :

- la « découverte » des gorges par Martel, en 1905, et les aménagements qui ont suivi dès les années 30 (sentiers, belvédères notamment), largement médiatisés.
- l'aménagement de routes touristiques panoramiques sur chaque rive.
- l'engouement croissant pour les activités de pleine nature.

Les enjeux essentiels de l'Opération Grand Site :

- la diffusion de la fréquentation, dans le temps et dans l'espace, dans et en dehors des gorges ;
- le confortement de l'économie touristique locale, notamment par l'étalement de la saison et la diversification de l'offre ;
- la restauration de l'identité du grand site, pour amener le public à percevoir le grand site et à le découvrir différemment ;
- la gestion des flux de circulation, en complément des aménagements qui ne peuvent résoudre tous les problèmes ;
- la préservation du grand site, qui implique une gestion appropriée et pérenne.

Les différentes actions envisagées relèvent de plusieurs niveaux d'intervention :

- la réalisation d'aménagements, d'équipements et de dispositifs d'accueil, légers et intégrés dans leur environnement, qui pourront être ultérieurement adaptés et améliorés, mais dont la capacité d'accueil ne sera pas augmentée. Ces actions concernent les espaces fréquentés : belvédères, routes, sentiers, portes d'entrée des gorges..., et en premier lieu les points de fixation majeurs, sur lesquels les interventions relèvent de l'accueil physique dans toutes ses composantes : stationnement, cheminements piétons, information et orientation du public, sécurité, hygiène.
- La mise en place de services, pour assurer un accueil et une animation du grand site dignes de sa renommée, qui comprend en particulier une organisation des déplacements sur les axes majeurs, afin de limiter l'ampleur des aménagements, par des systèmes qui soient pour le visiteur attractifs, accessibles, et les moins contraignants possibles, avec :
 - la mise en place de transports découverte, le cas échéant en lien avec des modes de régulation spécifiques (quotas, horaires, sens de circulation, péages...) ; avant toute décision sur ce plan, la faisabilité économique et technique de tels dispositifs devra être précisément évaluée ;
 - la promotion, dans la mesure du possible, de modes de déplacements alternatifs (pédestre, vélo, équestre...).

- La création d'une nouvelle offre touristique amenant les visiteurs à découvrir le patrimoine local, en particulier culturel (historique et bâti, écomusées, maisons thématiques, de pays...), dans les villages riverains des gorges, mais également en périphérie du grand site. La mise en réseau de ces différents pôles d'attraction et la création de nouveaux participants à la connaissance et à la compréhension de « l'esprit des lieux ».

A l'issue d'une première phase de concertation, les différents partenaires du Comité de Pilotage ont souhaité s'engager dans un protocole d'accord, convention cadre assurant le partenariat de l'Opération Grand Site autour d'orientations à long terme, formalisant la stratégie et fixant les conditions de mise en œuvre et de portage. Le protocole ne contient aucune implication financière, puisqu'il précède le premier programme d'actions, non encore défini à ce stade, qui dans la « voie normale » d'une Opération Grand Site est formalisé ensuite dans le cadre d'une convention d'objectifs et de financements spécifique.

Les partenaires ont souhaité poursuivre le travail sur l'identification d'une structure porteuse représentative du partenariat local, appelée à jouer un rôle prépondérant dans le projet, en terme d'animation et de coordination d'ensemble mais aussi et surtout en tant qu'opérateur de terrain, sur l'investissement comme le fonctionnement. Une étude comparative des différentes solutions envisageables en matière de structure a été réalisée. A l'issue d'une première discussion, les élus du Parc ont pris position pour une structure spécifique à l'Opération Grand Site, de type syndicat mixte, permettant la solidarité affirmée par le Conseil Syndical du Parc.

Cette solution nécessite d'être débattue et approfondie avec l'ensemble des partenaires concernés ; avant d'y aboutir, la phase opérationnelle du projet devrait être engagée sous la coordination du Parc sur la base d'un « multi-portage », c'est à dire d'une maîtrise d'ouvrage partagée entre communes, Conseils Généraux et Parc.

Plusieurs actions prioritaires ont été identifiées :

- l'aménagement de sites d'embarquement et de débarquement pour l'activité du rafting, afin de réduire les impacts sur l'environnement et d'améliorer les conditions de pratique. Cette activité concernant plusieurs communes, une coordination globale est indispensable. Une étude juridique permettra de déterminer une réglementation et un mode de gestion adaptés.
- l'aménagement de différents sites de belvédères et de départs de sentiers, prenant en compte les différentes composantes de l'accueil : stationnement, information, hygiène, sécurité...

A l'aube de la saison estivale, deux actions importantes sont engagées :

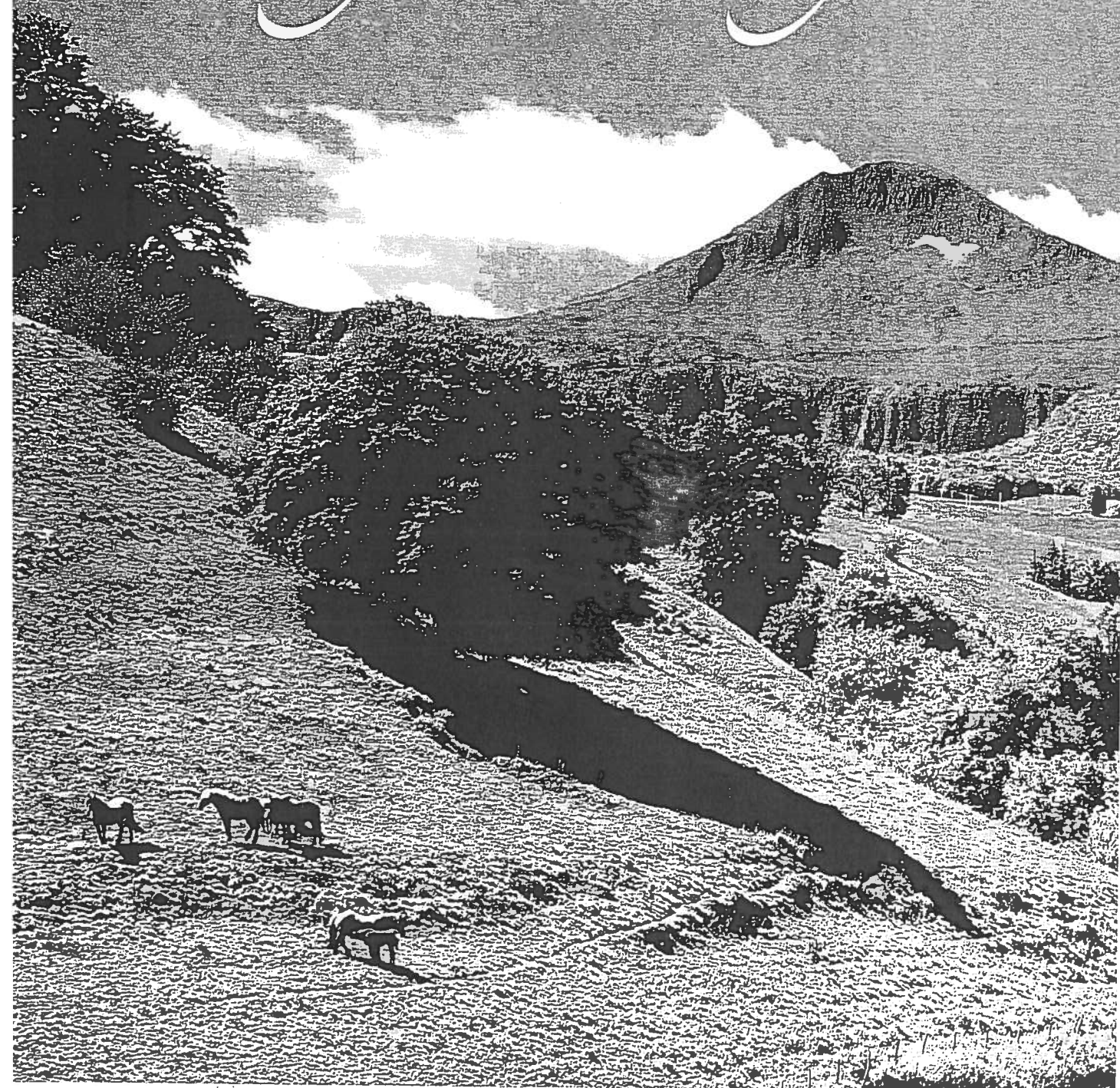
- l'édition d'un document de sensibilisation des visiteurs, véritable « mode d'emploi » du grand site. Ce document a pour objet de donner les informations pratiques et les clés de découverte qui faciliteront l'orientation des visiteurs dans les gorges pendant la saison estivale.
- une étude de schéma d'aménagement et de circulation, qui aura pour objet de modéliser les flux de fréquentation, et de conduire une animation auprès des acteurs pour élaborer des scénarii d'évolution et en tirer des données opérationnelles pour le futur mode d'organisation du grand site.

Par ailleurs, une étude de faisabilité de véhicules propres à but touristique débutera prochainement. Elle visera à préciser les conditions de mise à disposition de véhicules individuels pour la découverte de certaines zones du Parc « sous fréquentées » et de mise en place de véhicules collectifs pour la gestion de la surfréquentation sur les sites majeurs. En septembre, une deuxième expérimentation de journée sans voiture sur une partie des gorges sera organisée.

D O C U M E N T A I R E

OPERATION
GRAND SITE NATIONAL

Puy Mary
Volcan du Cantal





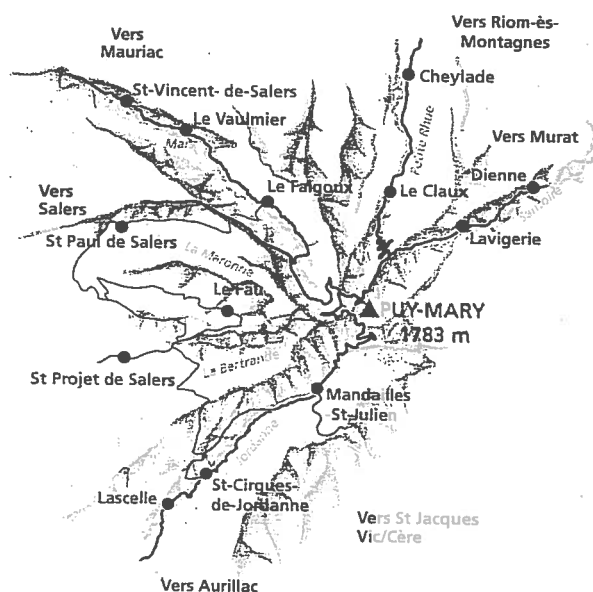
● ● ● LES MEMBRES DU SYNDICAT MIXTE DU PUY MARY :



Lavigerie, Dienne,
Le Claux, Cheylade,
Le Falgoux, Le Vaulmier,
Saint-Vincent-de-Salers,
Mandailles-Saint-Julien,
Saint-Cirgues-de-Jordanne,
Lascelle, Le Fau, St Projet-
de-Salers, St Paul-de-Salers.

COMPOSITION DU COMITE SYNDICAL :

Président	Vincent DESCOEUR	Conseil Général
Vice-Présidents	Bernard DELCROS Jacques MEZARD	Conseil Général Conseil Général
Secrétaire	Michelle CELARIER-DESCOEUR	Conseil Général
Secrétaire Adjoint	Pierre FOUILLADE	PNR Volcans d'Auvergne
Membres	Christian LEOTY Marie-Simone CHANSON Geneviève FABRE Philippe MAURS Lucien CHAUVET Xavier DALL'AGNOL Gérard FOURNET Jean RODDE Lucien CHARPENTIER François JUILLARD Philippe GANDILHON Paul MAGNE Bruno FAURE Maurice LAMOUROUX	PNR Volcans d'Auvergne Dienne Le Falgoux St-Cirgues-de-Jordanne Le Claux Lascelle Mandailles-Saint-Julien St-Vincent-de-Salers Le Vaulmier Cheylade Lavigerie Le Fau St Projet-de-Salers St Paul-de-Salers



Syndicat Mixte du Puy Mary

1 rue de l'Olmet
15000 AURILLAC

Tél : 04 71 43 14 31
Fax : 04 71 63 91 87

e-mail :
puymary@cybercantal.org

site internet :
puymary-volcanscantal.fr



OPÉRATION GRAND SITE
BAIE DU MONT-SAINT-MICHEL

Vue sur Baie

La Lettre de l'Opération Grand Site

Baie du Mont-Saint-Michel

Edito

Le tourisme balnéaire s'est développé au XIX^{ème} siècle, et depuis lors, le littoral est devenu une destination de vacances de plus en plus appréciée, notamment en Baie du Mont-Saint-Michel.

Mais ces cohortes touristiques, tout en contribuant à la richesse économique de la Baie, peuvent également être préjudiciables à la préservation de l'environnement de la Baie et de la qualité de vie des résidents, du fait d'un manque d'infrastructures d'accueil adéquates, d'un stationnement anarchique, d'une surfréquentation d'espaces naturels fragiles, d'un dérangement.

Les acteurs de l'OGS Baie du Mont-Saint-Michel, conscients de cette possible contradiction entre activité touristique et protection de l'environnement, ont décidé d'intervenir pour favoriser l'écotourisme, d'une forme de voyage responsable, dans les espaces naturels, qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales.

L'OGS a ainsi pour objectifs de contribuer à la mise en valeur des patrimoines et leurs abords, sensibiliser et impliquer la population locale et informer les visiteurs. Les actions présentées dans ce n°2 de *Vue sur Baie* vous en montrent quelques exemples : à travers l'action du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres, la réhabilitation du site de la Chapelle Sainte-Anne, la gestion du site des falaises de Carolles et Champeaux, la 11^{ème} édition de la Rando Baie.

Bonne lecture !

Diffusé par l'Agence mançaise de l'Ingénierie Touristique

Rolande Brecy
Présidente du SYM-EI

Jean-Luc Bourgeaux
Président du S.I.V.U.

Sommaire

Une étude environnementale et foncière sur la grande Baie

Les falaises de Carolles et Champeaux

Restauration du site de la Chapelle Sainte-Anne

La Rando Baie

Formation-action

Echos de la Baie

Infos pratiques OGS

02
octobre 2003

Formation-action

Une première **formation-action** à destination des professionnels du tourisme de la Baie s'est déroulée entre le 25 novembre 2002 et le 1er avril 2003 dans les Maisons de la Baie et sur les différents sites de la Baie.

"**Connaissance de l'environnement naturel, culturel et touristique de la Baie du Mont-Saint-Michel**" a réuni 22 professionnels du tourisme : hébergeurs (gîtes, chambres d'hôtes, hôtels), offices de tourisme, artisans... des cantons d'Avranches, Ducey, Pontoiron et Sartilly. Des échanges avec différents intervenants, institutionnels ou professionnels, ont permis d'impulser une prise de conscience des enjeux fondamentaux du développement touristique raisonné et de poser les bases d'une véritable coopération pour la promotion de la Baie.

Face au véritable succès de cette première opération, une seconde session sera ouverte dès octobre 2003, et réunira cette fois-ci, Normands et Bretons, tous ambassadeurs de ce territoire d'exception.



Echos de la Baie

R.C.M.

Le projet de rétablissement du Caractère Maritime du Mont-Saint-Michel a été déclaré d'utilité publique le 21 juillet 2003 par les Préfets de la Manche et de l'Ille-et-Vilaine. Les travaux vont ainsi pouvoir débuter d'ici la fin d'année 2004, en commençant par le barrage sur le Couesnon, le premier des quatre grands chantiers.

En 2003 seront lancées les consultations pour désigner le maître d'œuvre des aménagements hydrauliques à l'amont du barrage et dans la Baie : curage-rabotage du canal du Couesnon, remise en eau de l'Anse de Moidrey, seuil de partage et épis. Des fouilles préventives vont être réalisées autour de l'emplacement du futur barrage pour préparer les travaux. Dans l'Anse de Moidrey, des sondages et prélèvements seront effectués pour mieux connaître la qualité des sédiments, la tange, qui pourraient être valorisés en agriculture.

Le projet dans son ensemble, barrage, pont-passerelle, parc de stationnement et navette de transport, devrait être livré en 2009.

Infos pratiques OGS

Syndicat Mixte Espaces Littoraux de la Manche (Sy.M.E.L.)

Présidente : Rolande Brécy

Directeur : Hervé Moalic

Maison du Département - Rond-Point de la Liberté - 50 008 SAINT-LÔ Cedex

Tél : 02 33 05 98 83 - Fax : 02 33 05 98 16 - E-mail : littoral@cg50.fr

Syndicat Intercommunal à Vocation Unique de la Baie du Mont-Saint-Michel (S.I.V.U.)

Président : Jean-Luc Bourgeois

Mairie de Cherruix - 1, rue Théophile Blin - 35 120 CHERRUIX

Tél : 02 99 48 95 79 - Fax : 02 99 48 83 16

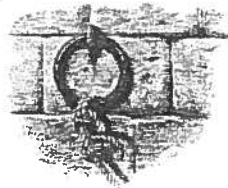
Chargée de mission OGS Manche : Cécile Lefevre

Tél : 02 33 58 47 87 - Fax : 02 33 89 66 09 - E-mail : ogs@cg50.fr

Chargé de mission OGS Ille-et-Vilaine : Thierry Robin

Tél : 02 99 02 20 45 - Fax : 02 99 02 20 88 - E-mail : thierry.robin@cg35.fr

Infos pratiques OGS



Vue sur Baie - La Lettre de l'Opération Grand Site Baie du Mont-Saint-Michel

Editeur : Sy.M.E.L.

Responsable de la Publication : Rolande Brécy

Comité de Rédaction : Cécile Lefevre, Frédéric Kerven, Hervé Moalic, Thierry Robin

Crédit photographique : Cécile Lefevre, Stéphan Barrault, Thierry Robin, Sy.M.E.L.

Conception : Barbara Belin. Rédaction : Régis Batrel - Agence de Kerpel Day Associates (50) - Tél : 02 33 79 09 09

Photogravure : Scan'Image (35) - Impression sur papier Cyclus Print : T.P.I. (35) - Tirage : 40 000 exemplaires

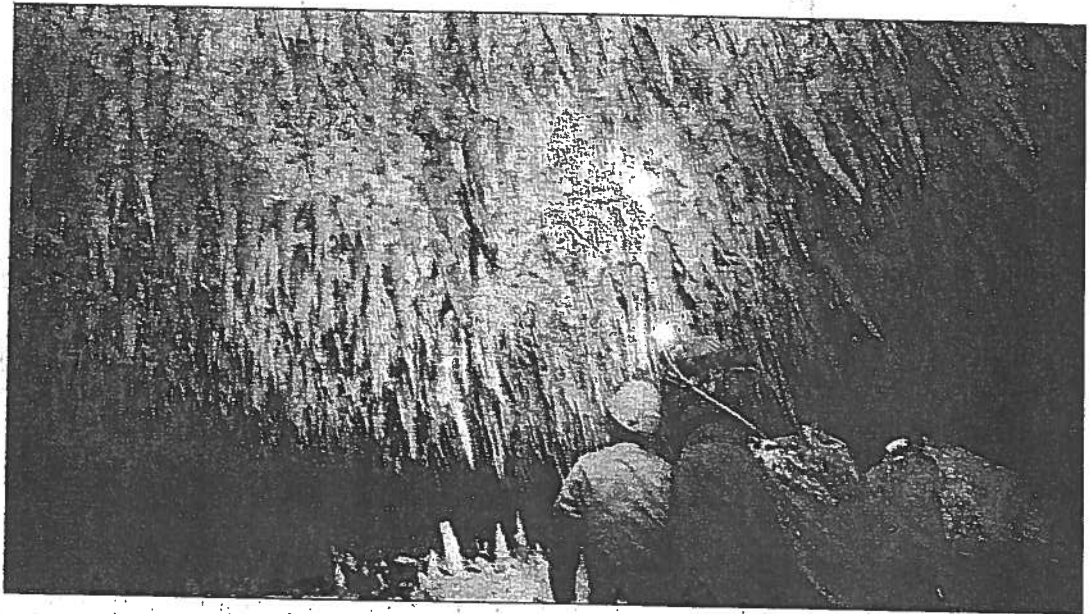
Publication réalisée avec le soutien financier du FNADT, du département 35, du Sy.M.E.L., et du FEOGA.

L'O.G.S. Baie du Mont-Saint-Michel est financée par l'Europe, l'Etat, les Conseils Régionaux de Basse-Normandie et Bretagne, les Conseils Généraux de la Manche et d'Ille-et-Vilaine.

Dépôt ISSN en cours

Chemins vers l'ivresse souterraine

La terre est une masse qui respire et qui vit. L'odyssée souterraine permet d'en prendre conscience en une étonnante communion



Equipés de tenues spéléologiques, sous la conduite d'un guide, les groupes vont passer 8 heures dans un décor de cristallisations, de concrétions et de salles gigantesques. Photo Fabrice ANTERION

Il y a un monde sur lequel nous dormons, travaillons, rions, là, en surface de la terre, sans forcément se douter qu'il existe une autre "dimension". Il ne s'agit pas du fameux monde du silence. Pas plus que d'espace. Le monde évoqué ici est accessible à tous. Il demande juste l'envie de voir et savoir. Il s'agit du monde souterrain. L'Aven d'Orgnac est un des fleurons des si nombreuses grottes de l'Ardèche méridionale. C'est un monde de beauté éternelle, calme, silencieux, quoique... Un monde que les mots étiés ne peuvent décrire. C'est « beau, époustoufflant, magnifique, giga, méga, grave » ! Les superlatifs sont insuffisants.

Ce monde minéral met véritablement dans un état "anormal". Vous le constaterez si vous vous y rendez. Vous serez littéralement envoûté en ressortant des lieux. Sous terre, nous sommes ailleurs. Nous sommes différents, comme ivres. Le regard de l'homme se pose et se plonge dans ces formes merveilleuses, résultat d'une alchimie que nous ne maîtrisons pas. Des gens passionnés, comme le guide diplômé Nicolas Legrand, donnent courageusement de leur cœur et de leur énergie. Cela pour que tous ceux qui le souhaitent, puissent découvrir les splendeurs que cache la terre. L'on bénéficie ainsi de toutes les commodités : ascenseur, lumières, rampes, passages balisés...

L'Odyssée souterraine est une formule découverte qui permet en effet

de vivre un grand moment. Elle dure de 6 à 8 heures. Le matériel est gracieusement prêté : bottes, lampe, combinaison, gants, etc.

L'enthousiasme se renforce au fur et à mesure que la terre accepte les visiteurs dans ses entrailles. Chatières, goulets, glissades dans la glaise sont les chemins vers une ivresse émerveillée qui entraîne vers d'autres éblouissements. Ivresse à consommer sans modération.

Les repères d'orientation sont perdus. La notion du temps s'évanouit. Heureusement le guide est là.

Le regard est absorbé par l'attention nécessaire pour marcher entre les balises afin d'essayer de ne rien casser dans ce palais cristallin de la terre. Nicolas explique le comportement à adopter, pour notre sécurité et pour le respect que nous devons à la grotte. De petites haltes permettent d'approprier ce contexte. Elles permettent aussi d'admirer les plafonds d'excentriques, des plafonds de sabres, des ailes de papillons qui s'étirent par d'invisibles aspirations, des aiguilles creuses ou à pompons, des "araignées écrevisses", des spirales de cristal, des "oursins-fleur", des silhouettes hiératiques, comme des présences calmes qui sereinement saluent les visiteurs et observent.

Que de bonheur, et cela pendant... 6 à 8 heures... Le guide oriente complètement dans ce voyage magnifique avec pour seul bagage le livre ouvert minéral que le visiteur découvre avec sa

peau. Imprégnation subtile et sensible de la vie qui est tout simplement : vie, mouvement imperceptible, inéluctable. Parfois un son. C'est le bruit sec d'une goutte d'eau. Elle vient de se jeter de plus de 30 m sur une stalactite, éclaboussant de mille autres gouttelettes transparentes, son entourage. Lors d'un arrêt assis sur la glaise humide, nous nous laissons aller à compter l'âge des concrétions. Nous voudrions comprendre comment le temps, celui qui n'existe pas, place des rides de plus en plus profondes, des formes de plus en plus belles, sur ce que nous n'arrivons pas à engendrer au cours de notre vie. Les scientifiques essaient de donner un âge et un temps. La terre est une masse qui respire et qui vit. Là dans cette grotte ce sont des résultats de patience, de force, de calculs complexes répondant à des lois que la nature connaît, que l'homme essaie de décrypter.

Et puis, peu importe. De toutes façons ce ne sont que suppositions. Leur beauté nous est offerte dans une de ses expressions des plus belles avec toute la générosité de la nature. Retour à la surface, et ça, c'est difficile. La chaleur nous attend... Nicolas doit nettoyer nos vêtements, les bottes, le casque. Dès demain il retournera voir ce monde silencieux et vivant.

Rens. 04 75 38 65 10. Fax 04 75 38 66 40. E-mail : infos@orgnac.com ou www.orgnac.com.

Maria-Fue JINCEIN ■

Le retour du pape de l'écologie européenne

GORGES DE L'ARDÈCHE.

Après les oiseaux migrants, Franz Weber est revenu en Ardèche pour sauver les gorges, le Pont-d'Arc et la grotte Chauvet. Un événement qui crée un nouveau rebondissement dans l'affaire de la grotte.

• EN PAGE 6

Le devoir d'ingérence écologique

GORGES DE L'ARDÈCHE. Franz Weber et sa fondation de 200 000 membres demandent à l'Unesco l'inscription de la réserve naturelle, du Pont-d'Arc et de la grotte Chauvet sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité. Il réclame, avec les associations écologistes régionales, des décisions de protection au chef de l'Etat ainsi qu'au premier ministre. Haro notamment sur l'emplacement du projet d'espace de restitution de la grotte Chauvet...

Et revolla Franz Weber en Ardèche méridionale, avec sa passion, sa fougue et surtout sa formidable "machine" à défendre les auses perdues... ou qui semblent l'être. En mars dernier en effet, le grand public avait découvert ce raje de l'écologie européenne: Franz Weber et Allain Bougrain Dubourg de la Ligue de protection des oiseaux s'étaient rendus avec des ornithologues et des naturalistes, sur le col de l'Escrinet, emblème du conflit chasseurs-associations écologistes afin de rendre à témoin la presse internationale à propos du "braconnage" des oiseaux migrants.

belote aujourd'hui avec la même méthode mais pour une autre cause: la défense des Gorges de l'Ardèche, de son Pont-d'Arc et de la grotte Chauvet. Un car de journalistes de France et d'Europe va découvrir l'opposition de la Frapna Ardèche de l'association de protection des gorges de l'Ardèche (Apga) au projet d'implantation du futur espace de restitution.

Is pourquoi un citoyen suisse arrive-t-il dans un tel débat? Et Franz Weber lui-même qui se l'interrogation et qui... après ses réponses. « Depuis 37 ans, je mène des batailles pour l'environnement », explique-t-il et « l'Alpina » est plutôt impres-

« Seul un tollé international sera capable d'empêcher la catastrophe »

en culture » et « ce qui se passe ici regarde chaque citoyen sensible, raisonnable ».

Le dossier de l'espace de restitution de la grotte Chauvet n'avait certainement pas besoin de ce nouveau rebondissement et d'une telle "contre-pub". Il va falloir désormais ramper à contresens pour convaincre l'opinion internationale du bien-fondé de la démarche.

Michel Pivert de l'Apga est celui qu'on surnomme le "chien de

garde des Gorges": l'homme irrité, dérange et bouscule toutes les certitudes, s'appuyant sur l'arme juridique pour contrer ce qu'il considère comme des débordements. Il connaît parfaitement l'histoire des Gorges de l'Ardèche, il fut de ceux qui ont vécu de près la création de la réserve naturelle. Selon Michel Pivert « la pression des investisseurs, tant publics que privés, se fait lourdement sentir sur toute la zone des Gorges de l'Ardèche et menace gravement leur conservation en tant qu'espace naturel exceptionnel ». Pas de doute: la mobilisation de l'opinion publique européenne est désormais nécessaire pour faire barrage à cet exemplaire coup de force de l'esprit de marchandisation du monde (...). Il a fait longuement la démonstration de ses dires, hier, lors d'une conférence de presse au Cros d'Auzon. François Jacquemard de la Frapna Ardèche est celui qui a fait appel à Franz Weber et à la puissance de sa fondation, en urgence, alors que la déclaration d'utilité publique de l'espace de restitution doit être prononcée prochainement. Dans son "collimateur" notamment, les techniciens en charge de l'espace de restitution.

A ses côtés Jeanine Ollier, propriétaire du site de la Mathe à Vallon-Pont-d'Arc, là où doit s'ériger l'espace de restitution. Une



À l'image des positions concernant le migrateur en mars dernier, Franz Weber (à droite sur la photo en compagnie d'Allain Bougrain Dubourg) a décidé d'apporter sa force de frappe aux combats des associations écologistes régionales.

Photo archives Agf.

propriétaire plutôt fermement opposée à toute transaction avec la collectivité, fidèle en ce sens à l'attitude familiale tout au long de

ces dernières années concernant ces terrains en bordure du grand site du Pont-d'Arc. La "machine" médiatique est lan-

cée. Le projet d'espace de restitution saura-t-il résister à un nouveau coup de boutoir?

Patrick CORTES ■

Le courrier au Premier ministre

La date du 5 décembre dernier, la Fondation a fait parvenir ce courrier à Lionel Jospin:

« Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur les dangers qu'encourent les célèbres Gorges de l'Ardèche. Les éléments marquants de ce prestigieux site distingué l'illustre la Chauvet, découverte en 1984, ée être la plus ancienne des es ornées connues (moins 40 ans). Ses somptueuses peintures, dont la réputation a tour du monde, ont radicalement transformé la vision que les historiens avaient de l'art pariétal

En effet, c'est à l'entrée même des Gorges de l'Ardèche, à proximité du célèbre Pont-d'Arc, aux limites de l'espace protégé que, selon une décision de l'ancienne municipalité de Vallon-Pont-d'Arc, devrait s'implanter la copie conforme de la grotte Chauvet.

La Réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche d'une superficie de 1 600 ha seulement, donc réduite au simple canyon, ne bénéficie pas d'une zone périphérique qui soit non urbanisable et protégée de manière réglementaire pourtant prévue par la loi. Rajouter 600 000 visiteurs par an à un site naturel sensible déjà totale-

ment saturé en été (c'est le premier site touristique de France hors littoral), initier, par des aménagements publics de grande importance et par l'implantation de multinationales du tourisme, une urbanisation exactement au ras de la RN6A, c'est ouvrir la porte à la transformation de cet espace unique au monde en un banal parc de loisirs (...).

Devant ces menaces, les défenseurs ardéchois ont fait appel à notre Fondation, réputée pour ses campagnes efficaces et victorieuses en faveur de sites d'importance mondiale.

C'est pourquoi la fondation Franz Weber s'engage aux côtés des associa-

tions régionales, afin d'obtenir:

- la déplacement du lieu de reconstruction de la grotte Chauvet
- l'établissement d'une zone de protection légale, conforme au périmètre précédemment établi en concertation entre l'Etat et les collectivités locales lors de la création de la RN6A, mais jamais finalisée
- l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco de l'ensemble de la RN6A, sa zone périphérique de protection, le site classé du Pont-d'Arc et la grotte Chauvet
- Une analyse critique des actes de l'administration et des collectivités concernant cette zone.

- naissance à Bâle en 1927

- de 1961 à 1971, grand reporter
- 1965, campagne contre un projet d'urbanisation en Suisse
- 1971/72, intervient aux Baux de Provence contre la défiguration du site
- 1972, au secours du vignoble de Lavaux au bord du Léman
- 1973, contre une bretelle autoroutière
- 1975, fonde la "fondation Franz Weber"
- 1976/77, contre la chasse aux phoques au Canada
- 1979, sauve le site historique de Delphes en Grèce d'un gigantesque projet d'industrialisation

- 1980, contre la vivisection
- 1982, contre une autoroute dans le Simmental
- 1983/84, au secours des forêts alluviales du Danube contre un projet de centrale électrique
- 1986, contre le défrichement des forêts africaines
- 1988, contre le massacre hélicoptère de chevaux en Australie
- 1990, le togo confie à la fondation la gestion du parc de Fazo Malla-kassa
- Les actions que Franz Weber a menées, depuis 1965, en faveur de l'environnement et des animaux dépassent la centaine.

Franz Weber digest

Le grand canyon des écolos

Si la protection des gorges de l'Ardeche fait l'unanimité, les choix pour l'assurer divisent les élus et les amoureux du site

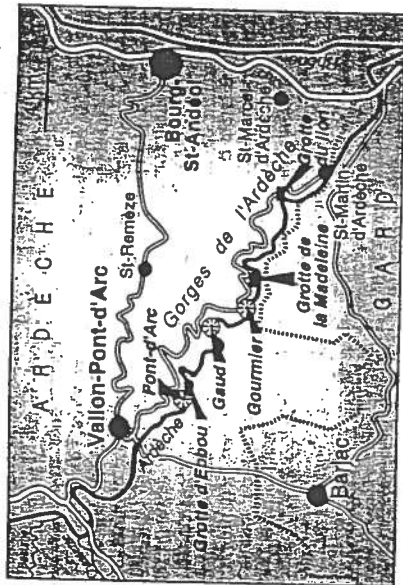
Comment conserver un site aussi rare et aussi beau que les gorges de l'Ardeche, tout en permettant aux amoureux de la nature de le fréquenter ? Il fut un temps, pas très éloigné, où ses hautes falaises, les calmes et les rapides de sa rivière, les truites de ses eaux et les aigles de son ciel étaient réservés à quelques dizaines d'Ardechois paysans et chèvres, chasseurs et pêcheurs bateliers habiles.

En 1963, une route touristique commença à ouvrir le paradis par le haut. Les foules vacancières se précipitèrent aux belvédères. Les premiers nudistes - Allemands souvent - arrivèrent. Puis, étés après étés, toujours plus nombreux furent ceux qui se lancèrent à pied, mais surtout en canoë à la conquête du « majestueux canyon ».

Les souillures gagnèrent la rivière, les grottes et les zones arborées, en même temps que prospérèrent à l'entrée et à la sortie des gorges les campings, les commerces et les locations de canoës. Un million de visiteurs, 160 000 canoëistes, 10 000 randonneurs : telles sont les dernières estimations d'une fréquentation aux couleurs européennes.

Le législateur protégé au fur et à mesure les lieux les plus menacés. Déjà en 1947 la grotte d'Ebbou - et ses gravures préhistoriques - était classée monument historique. La grotte du Lion suivait en 1978. Le 14 janvier 1980, les gorges de l'Ardeche - de Saint-Martin près du Rhône à Vallon - devenaient « réserve naturelle » et l'arche triomphale du Pont-d'Arc « site classé » le 24 février 1982. Dix ans après, il fallait plus encore. Les gorges étaient inscrites - avec la pointe du Raz, le cirque de Gavarnie, la vallée de la Dordogne, Brouage et sa forteresse - dans les cinq premiers « opérations grands sites » au niveau national, afin de réhabiliter le site, de maîtriser la fréquentation et d'améliorer la qualité de l'accueil.

En août 1993, le SIVA (syndicat inter-régional de la vallée de



l'Ardeche) était désigné comme maître-d'œuvre de l'ensemble des opérations de la charte, s'élevant à 21 700 000 francs, dont 14 % à la charge du conseil régional, 25 % à l'Etat, 19 % à l'Union européenne. L'exécution de ce grand projet de réhabilitation et de protection est en cours. Près de la grotte de la Madeleine, la Maison de la réserve est construite. Les accès de secours à Gourmier et à Gaud - deux des cinq lieux de bivouac autorisés pour une nuit seulement au bord de la rivière - sont réalisés ainsi que la signalétique relative à la réglementation de la réserve.

L'appel aux experts

Au bruit des pelleteuses, des bulldozers et des bétonneuses, les militants de l'Association de protection des gorges de l'Ardeche (APGA) ont crié au massacre. Défenseurs de l'intégrité des gorges, ils sont convaincus que la « logique BTP » (bâtiment et travaux publics) des élus du SIVA vont les transformer en un boulevard touristique. « A-t-on commencé à transformer le paradis en chantier ? La charte de mise en valeur des sites protégés du Pont-d'Arc et des gorges n'est-elle qu'un chiffon de papier ?

sont positifs pour « la limitation de la pénétration par véhicule » et « l'effort fait pour la signalétique ». L'équipement des bivouacs en sanitaire et en barbeaux est un mal nécessaire... faut-il encore le limiter. En conclusion du rapport de M. Liederman, les erreurs ou maladresses ne justifient pas la remise en cause de l'opération grands sites, mais incitent à la vigilance.

Il faut « restreindre les bouillons à certains niveaux », soutient le professeur Philippe Lebreton, conseiller régional (GE). « Le projet grands sites, correctement suivi et appliqué, offre la possibilité de contraindre les élus du SIVA à mettre en place enfin une gestion respectueuse du site classé et de la réserve naturelle, et de maîtriser ainsi les réels problèmes de dégradation résultant de la fréquentation touristique actuelle », a expliqué son collègue du conseil régional, élu de l'Ardeche, Pierre Courouble.

Ces élus régionaux proposent de suivre et de contrôler sur le terrain la mise en œuvre du projet par un renforcement du rôle du comité scientifique, par la mise en activité du comité consultatif de la réserve naturelle et par la mise en place d'un comité de suivi indépendant. Ils désirent compléter le projet par des actions comme un volet d'informations du public sur la réserve, la gestion et la protection de la zone périphérique, la protection de l'aire de Bonelli, l'entretien des lignes électriques, l'impact de la réserve scientifique sur l'environnement...

Quotas et redevances

Reste enfin aux yeux des élus écologistes le principal enjeu pour la gestion du site : la maîtrise du flux de canoëistes : la fixation d'une redevance pour « service rendu ». Des négociations sont en cours entre le responsable de la réserve naturelle et les loueurs de canoës afin de trouver « un système de limitation

du nombre de départs » et d'intégrer au règlement de la location de canoës « le paiement d'une redevance donnant accès aux bivouacs ». Cette mesure, si elle est retenue, sera difficile à appliquer pour les canoëistes libres et les randonneurs pédestres, même avec des « gardiens verts », qui pourraient être des jeunes du contingent. Si la défense des gorges fait en Ardeche l'unanimité, les moyens pour l'assurer divisent aussi bien les élus que les acteurs associatifs. L'instauration du pège est jugée par certains « injuste, inefficace et implicable ». Les associations qui fréquentent les gorges avec leurs élèves en canoë défendent un double projet : apprendre l'amour et le respect aux prati-

ANDRÉ GRIFFON

Un ensemble grandiose...

« Le majestueux canyon s'enfonce de près de 300 mètres dans les calcaires et s'allonge sur plus de 35 kilomètres, de l'arche géante du Pont-d'Arc à la vallée du Rhône... Sous un ciel terrané toute proche, c'est un des plus beaux et des plus attirants paysages karstiques du monde. » Ainsi s'enthousiasme le professeur Pierre Elouard dans la plquette publiée en 1982 sous le titre la réserve naturelle des gorges de l'Ardeche par le comité scientifique de la réserve. Il est vrai que les gorges de l'Ardeche n'ont cessé de susciter les qualifications les plus élogieuses : « paysage incomparable », « ensemble grandiose », « joyau du monde pour les vacances de la liberté ».

De plus, elles sont d'un grand intérêt écologique. Elles abritent de nombreux mammifères et une centaine d'espèces d'oiseaux - plusieurs

espèces de fauvelles, trois des plus gracieuses, dix de rapaces diurnes, six de nocturnes. Pour l'aigle de Bonelli et le vautour percnoptère, les rapaces les plus menacés de France, la réserve est leur dernière chance de survie. La rivière est fréquentée par les pêcheurs pour ses anguilles, pour ses brochets, ainsi que pour ses truites. Aux endroits où naissent les sources, dans les calcaires chauds, s'abritent le lézard ocellé et la couleuvre de Montpellier. Les cavernes et grottes cachent une faune cavernicole qui retient l'extrême attention des chercheurs. « La végétation, surtout par la présence d'espèces au feuillage persistant, magnifie ce site remarquable en mettant à contrario en valeur la blancheur des falaises. » Chêne blanc, chêne vari, arbrustier, lilas d'Espagne, genévrier, chêne kermès, cluste, lavande, bulle ont les consonances et les senteurs du Midi.

A. G.

VALLON PONT D'ARC L'OPERATION GRAND SITE

Le 4 août 1993 le Ministère de l'Environnement, de l'Équipement et le SIVA (Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche) signaient la Charte de mise en valeur de l'Opération Grand Site du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche.

La réalisation des premiers travaux, en particulier la réhabilitation des sanitaires des bivouacs de Gaud et Gournier, et la réfection d'une voie d'accès fin 1993, avait provoqué l'opposition d'associations locales contestant même la légalité des équipements.

Le tribunal administratif de Lyon vient de trancher (Le 22 juin 1994) très clairement dans cette affaire en rejetant les requêtes présentées par la FRAPNA (Fédération Rhône Alpes de la Protection de la Nature), demandant l'annulation du permis de construire et la condamnant à verser 1500 francs à la commune de St-Remèze ainsi qu'au SIVA. La défense des intérêts de la commune et du SIVA était assurée par Maître Champauzac, Avocat à Montélimar.

Cette décision fait suite à l'ordonnance du référé du Tribunal de Grande Instance de Privas du 3 février 1994 qui avait interdit à l'APGA (Association pour la Protection des Gorges de l'Ardèche), de faire entrave aux travaux.

Les deux décisions confirment que les aménagements engagés dans le cadre de l'Opération Grand Site, ont bien reçu toutes les autorisations administratives nécessaires au niveau départemental et national, et, que les équipements réalisés sont conformes aux permis de construire déposés.

Le projet Grand Site a été présenté par certains comme une opération de "Bétonnage" des Gorges de l'Ardèche, pour mieux servir les appétits des promoteurs. La réalité est tout autre : l'objectif premier est de mieux maîtriser l'important flux touristique qui traverse cette région 1,2 M de visiteurs sur la route touristique, 300.000 adeptes de la descente en canoë, 10.000 randonneurs. C'est

ainsi que différentes opérations sont prévues pour limiter l'impact de la fréquentation, réhabiliter certains sites dégradés, valoriser la connaissance de milieu.

Les seuls travaux à réaliser dans la Réserve Naturelle consistent à la réhabilitation des bâtiments et équipements sanitaires sur les aires de bivouac de Gaud et Gournier, pour les mettre en conformité avec la capacité d'accueil (250 places) telle qu'elle est prévue au décret de création de cet espace protégé. La réfection par bétonnage de la voie d'accès à l'aire de bivouac sans changer son profil et son gabarit, celle-ci étant exclusivement réservée aux véhicules d'entretien et de secours.

Pour assurer l'accueil du public, un point d'information sur la Réserve couplée avec l'entrée de la Grotte de la Madeleine est en cours d'aménagement sur la commune de St-Remèze.

En ce qui concerne l'aménagement du Pont d'Arc, l'objectif est de redonner à ce site exceptionnel son caractère pittoresque, par l'intégration paysagère des parkings existants, la restructuration de la zone de mise à l'eau des canoës, la revégétalisation du site, l'aménagement des deux belvédères pour permettre une meilleure approche visuelle du Pont d'Arc.

L'Opération Grand Site ce n'est pas seulement des opérations de restructuration mais aussi la mise en place d'une zone tampon inconstructible de 5.000 hectares en bordure des Gorges de l'Ardèche, qui doit renforcer la préservation du Site. Une protection plus efficace des milieux naturels sensibles : dunes de sables, falaises, grottes avec une dotation de 810.000 Francs. Une connaissance accrue du milieu avec 750.000 francs en crédit pour mieux connaître l'écosystème des Gorges et assurer ainsi la conservation du patrimoine naturel.

C'est une réflexion sur le fonctionnement général de Gorges de l'Ardèche mais aussi du plateau qui le borde, et, la gestion future d'un ensemble plus vaste.

Programme

Jeudi 17 juin 2004

matinée

9h00 **Accueil**
par les personnalités locales et régionales

9h15 **Ouverture**
Michel JANTZEN, président d'honneur de la section française de l'icomos
Ambroise GUELLEC, ancien ministre, président du Réseau des Grands Sites de France

Pierre MIRABAUD, préfet de la région Picardie

Président de séance : Jean-Louis LUXEN, président de « Culture, Héritage & Développement-International »

Les valeurs du patrimoine : quelles valeurs partager ?

10h15 Nancy BOUCHÉ, vice-présidente de la section française de l'icomos
Valeurs et conflits de valeurs autour du patrimoine

Comment partager les valeurs?

10h30 Pierre-Yves GUIHENEUF, association Geyser, responsable du programme
« Concertation et médiation environnementale »

11h00 *Consultation, médiation, de quoi parle-t-on ?*
• Grand site de Solutré-Pouilly-Vergisson (Bourgogne)
Gérard VOISIN, député, président du syndicat mixte de valorisation du grand site de Solutré-Pouilly-Vergisson

11h20 *Décloisonner les disciplines et les échelles de perception*
Michel LE BERRE, professeur à l'université de Lyon / CNRS - socio-écologie & conservation
La colline royale d'Ambohimanga (Madagascar) du patrimoine national au patrimoine mondial

Consulter les habitants...

Contributions de :
11h45 • Grand site du Puy-Mary - Volcan du Cantal (Auvergne)
Marie-Simone CHANSON, maire de Dienne
Bertrand GAUVIRIT, directeur du syndicat mixte du Puy Mary
Concertation ou contestation : le début d'un partage
12h05 • Grand site de Saint-Guilhem-le-Désert (Languedoc-Roussillon)
Louis VILLARET, président de la communauté de communes « Vallée de l'Hérault »
et Isabelle MOULIS, ethnologue, consultante bureau d'études « Hommes et territoires »
Un village et des espaces naturels visités et à visiter, mais aussi vécus et à vivre

2h30 débat

3h00 déjeuner

Vivre dans un grand site
Le pari du développement durable
séminaire international
Baie de Somme - 17, 18 & 19 juin 2004

Jeudi 17 juin 2004

après-midi

Les habitants participent...

Président de séance : Jean-Marc MICHEL, directeur de la nature et des paysages, ministère de l'écologie et du développement durable

Contributions de :

- 14h30 Simon SMITH, New Forest District Council Forestry Commission (Grande-Bretagne)
Le cas de New Forest
- 15h00 Lassana Cissé, chef de la mission culturelle de Bandiagara, ministère de la culture (Mali)
Décentralisation et enjeux du tourisme culturel au Pays dogon
- 15h30 Graham BROOKS, président, comité international de l'Unesco pour le tourisme culturel
Indigenous communities living with tourism - The Australian experience
- 16h00 Sandrine GUIHENEUF, Dominique GIRET, chargés de mission au parc interrégional Marais poitevin (Poitou-Charentes - Pays de la Loire)
- 16h30 débat
- 17h00 **Conclusions de la journée : les conditions du partage des valeurs**
Pierre-Yves GUIHENEUF, association Geyser, responsable du programme
« Concertation et médiation environnementale »
- 17h15 **intervention de Serge LEPELTIER, Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable**
- 17h45 clôture de la journée
- 18h00 *Assemblée générale du Réseau des Grands Sites de France*

Vivre dans un grand site

Le pari du développement durable

séminaire international

Baie de Somme - 17, 18 & 19 juin 2004

Vendredi 18 juin 2004

matinée

9h00 **La baie de Somme : l'Opération grand site, un projet de territoire**
Jean-Christian CORNETTE, directeur du Syndicat mixte pour l'aménagement de la côte picarde (SMACOPi)

9h30 **Visite thématique de la baie de Somme**
avec les partenaires locaux et régionaux
Trois visites de terrain par groupes illustrant les questions traitées dans le séminaire

12h30 déjeuner

après-midi : **Grands sites et économie locale : quelles inter-relations ?**

Président de séance : Patrick LANSMAN, sous-directeur des politiques touristiques, ministère délégué au tourisme

14h00 Anne VOUREC'H, Urbanis, coordinatrice Réseau des Grands Sites de France
Grands sites et économie locale : le bilan du Réseau des Grands Sites de France

Économie locale et mise en tourisme des grands sites

14h20 • Saint-Émilion (Aquitaine)
Michel BORJON, directeur, bureau d'études Grahal

14h40 • L'approche d'un tourisme responsable
René JARRY, sociologue, association Passages-voyage
Développement durable et voyage équitable et solidaire

Inscrire un grand site dans une économie locale

15h10 • Grand site de la dune du Pilat (Aquitaine)
Gérard RUIZ, délégué au tourisme et au développement durable, La Teste de Buch

Quand le site est moteur de l'économie locale

15h30 • Les Baux-de-Provence et le massif des Alpilles (Provence)
Gérard JOUVE, maire des Baux

15h50 • Luang Prabang (Laos)
Yves DAUGE, sénateur maire de Chinon

16h20 • Bialowieza National Park as factor stimulating local sustainable economy (Pologne)
Bogdan JAROSZEWICZ, directeur-adjoint du parc national

16h50 **Conclusions de la journée :**
Minja YANG, chargée de mission auprès du sous-directeur général pour la culture de l'UNESCO, directrice des projets spéciaux

17h20 débat

Vivre dans un grand site

Le pari du développement durable

séminaire international

Baie de Somme - 17, 18 & 19 juin 2004

Samedi 19 juin 2004

matinée

Président de séance : Emmanuel LOPEZ, directeur du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

- 9h00 **Les sites de mémoire : produit touristique ou valeur sociale ?**
Côme WERMERSCH, directeur du comité départemental du tourisme de la Somme
Les sites des champs de bataille et leur mise en tourisme

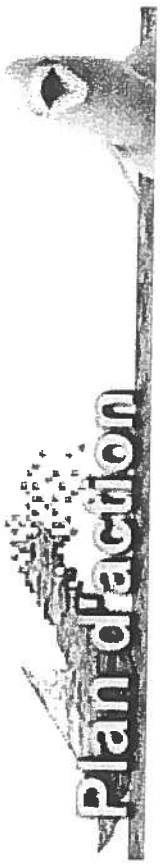
Table ronde : comment réussir le pari du développement durable dans les grands sites ?

- 9h30 Jérôme BIGNON, président du Syndicat mixte pour l'aménagement de la côte picarde (SMACOP)
Daniel DUBOIS, président du Conseil général de la Somme
Dominique FALCOU, délégué régional Picardie, fondation Gaz de France
Claude GEWERC, président du Conseil régional de Picardie
Christine GROSJEAN, Chamyna-Sylva, représentant l'association Agir pour un tourisme responsable
Bernard KALAORA, professeur de sociologie à l'université Jules Verne, Amiens
Odile MARCEL, philosophe, professeur à l'université Lyon III
Laurent ROY, directeur régional de l'environnement de Picardie

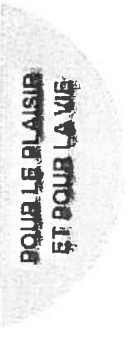
- 11h00 **Recommandations du séminaire**
Jean-Pierre THIBAUT, animateur du groupe de travail « grands sites », membre du Bureau de la section française de l'icomos
Ambroise GUELLEC, président du Réseau des Grands Sites de France

- 11h15 **Les relations entre les visiteurs, les habitants et le site : les préconisations de l'UNESCO**
Azedine BESCHAOUCH, membre de l'Institut, ancien président du comité du patrimoine mondial, chargé de mission auprès du sous-directeur général pour la culture de l'UNESCO

- 12h **Clôture**



- ▶ Histoire du Plan d'action
- ▶ Phase I
- ▶ Phase II
 - Plan d'action Saint-Laurent Vision 2000
 - Domaines d'intervention
 - Aide à la prise de décision
 - Agriculture
 - Biodiversité
 - Implication communautaire
 - Protection
 - Restauration
 - Santé
- Objectifs
- Résultats
- Partenaires
- ▶ Dix ans de réalisations
- ▶ Phase III



Des actions

De nouveaux domaines d'intervention

Tout en s'appuyant sur les réalisations du Plan d'action Saint-Laurent, notamment en ce qui a trait à la

Une mission, Des objectifs, Des actions, L'engagement du milieu, Des partenaires actifs, Une gestion efficace

Une mission

Conservier et protéger l'écosystème du Saint-Laurent afin de redonner l'usage du fleuve aux citoyens dans une perspective de développement durable.

Des objectifs

Prévenir plutôt que réagir

Tout en poursuivant le travail accompli au cours de la phase I du Plan d'action Saint-Laurent pour réduire les rejets industriels au fleuve, on se consacrera davantage, dans Saint-Laurent Vision 2000, à la prévention de la pollution et à la conservation de l'écosystème du Saint-Laurent.

Une approche globale d'intervention

Saint-Laurent Vision 2000 vise à favoriser des interventions qui tendent vers une approche davantage globale en matière de gestion de l'environnement. Les gouvernements, les organismes du milieu et les nombreux partenaires se concertent pour mieux intégrer l'ensemble de leurs activités touchant au Saint-Laurent.

des repercussions durables sur le fleuve Saint-Laurent et son environnement dans son ensemble :

- la Biodiversité (antérieurement Conservation);
- l'Agriculture;
- l'Implication communautaire;
- l'Aide à la prise de décisions;
- la Santé.

Les tributaires

Les interventions sont axées des tributaires, au Québec, et plus particulièrement sur 7 d'entre eux :

- L'Assomption;
- Boyer;
- Chaudière;
- Richelieu;
- Saguenay;
- Saint-Maurice;
- Yamaska.

Action sur les toxiques

Dans Saint-Laurent Vision 2000, on compte maintenir les efforts du Plan d'action Saint-Laurent afin de réduire les liquides toxiques rejetés dans l'environnement. L'objectif à long terme consiste à éliminer les rejets de substances toxiques persistantes et bioaccumulatives dans le fleuve. Pour ce faire, on assurera le suivi des 50 usines prioritaires du Plan d'action Saint-Laurent, et on interviendra auprès des 56 nouvelles usines situées le long du Saint-Laurent et de ses tributaires. On financera également des projets de développement technologique visant principalement l'élimination virtuelle des toxiques.

L'engagement du milieu

Il appartient à tous et chacun de travailler à la conservation et à la préservation du Saint-Laurent et de son environnement. Ainsi, Saint-Laurent Vision 2000 est assorti de nombreux outils permettant aux citoyens du Québec de s'engager davantage dans la sauvegarde du Saint-Laurent : ▲

- les Zones d'intervention prioritaire (ZIP);
- les consultations publiques sur la santé;
- le programme Interactions communautaires;
- le Programme d'aide à la conservation des habitats (ce lien conduit au site du Service canadien de la faune).

Des partenaires actifs

Saint-Laurent Vision 2000 favorisera, pour l'atteinte de ses objectifs, la coopération active de partenaires du secteur privé, des universités, des groupes environnementaux, des centres de recherches et d'autres organismes du milieu. ▲

Saint-Laurent Vision 2000 est aussi le fruit d'un exercice de concertation et d'harmonisation entre plusieurs ministères et organismes des gouvernements du Canada et du Québec.

Pour le Canada :

Environnement Canada
Pêches et Océans Canada
Santé Canada
Agriculture et Agro-alimentaire Canada
Patrimoine canadien
Bureau fédéral de développement régional

Pour le Québec :

Ministère de l'Environnement et de la Faune
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ministère des Affaires municipales

Une gestion efficace

Une administration simple, souple et efficace constitue l'une des qualités premières du mode de gestion de Saint-Laurent Vision 2000. ▲

Un Comité de gestion, composé de représentants des gouvernements du Canada et du Québec, dirige

Un comité consultatif, formé de représentants de différents secteurs d'activité du Québec, conseille les ministres signataires de l'entente sur les orientations, la gestion et les activités de Saint-Laurent Vision 2000.

Des objectifs et des résultats mesurables ont été fixés pour chacun des domaines d'intervention de façon à ce qu'on puisse rendre compte régulièrement à la population des progrès enregistrés.



Canada

Information mise à jour le : 2002-12-02

URL de cette page : http://slv2000.qc.ca/plan_action/phase2/planaction_f.htm
© 2004 Saint-Laurent Vision 2000. Tous droits réservés.

Avis important

Québec

DES COLLECTIVITÉS ENGAGÉES

- ▶ Zones d'intervention prioritaire
- ▶ Étapes et partenaires
- ▶ Comités ZIP
- ▶ Cartographie des ZIP
- ▶ Bilans environnementaux
- ▶ Chronique « Les comités ZIP au cœur de l'action »

UN PROJET DE SOCIÉTÉ



Étapes menant à l'action

Le *bilan environnemental* des connaissances a été réalisé par une équipe des gouvernements du Canada et du Québec. Cette synthèse de l'information disponible sur les aspects biologiques, physico-chimiques, socio-économiques et de la santé humaine pour les 14 secteurs d'étude qui couvrent l'ensemble du Saint-

Zones d'intervention prioritaire

Les partenaires gouvernementaux du Plan d'action Saint-Laurent Vision 2000 ont reconnu la place importante que doivent occuper les populations riveraines pour assurer le succès des efforts de protection, de conservation et de mise en valeur de l'écosystème du Saint-Laurent. C'est dans ce contexte que le programme Zones d'intervention prioritaire (ZIP) poursuit sa mission dans la phase III du Plan d'action.

Entente gouvernementale avec un organisme voué au Saint-Laurent

Dans le cadre du domaine d'intervention Implication communautaire de Saint-Laurent Vision 2000, les gouvernements du Canada et du Québec ont signé une entente-cadre avec Stratégies Saint-Laurent (SSL), organisme non gouvernemental actif depuis 1989 dans la concertation des populations riveraines du Saint-Laurent. Avec la participation des intervenants du milieu, le mécanisme de concertation a permis aux communautés riveraines le long du Saint-Laurent et du Saguenay d'identifier leurs priorités à l'échelle locale et d'élaborer un plan d'action et de réhabilitation écologique (PARE). Cette entente-cadre s'inscrit dans la continuité d'un processus dynamique d'implication et de participation des citoyens.

Priorité donnée à l'action

Le programme ZIP vise prioritairement à promouvoir une meilleure connaissance de l'environnement du Saint-Laurent en vue de favoriser la réalisation d'initiatives locales en matière de protection, de restauration, de conservation et de mise en valeur des usages et des ressources du Saint-Laurent, dans une perspective de développement durable. Dans la phase III, le domaine d'intervention Implication communautaire met l'accent sur l'action locale.

Laurent ainsi que les rivières Saguenay, des Prairies et des Mille Îles et le lac des Deux Montagnes a été publiée pour la première fois sous la forme de rapports techniques et d'un bilan régional.

La *consultation* prend la forme d'un colloque organisé par le Comité ZIP. Les participants sont invités à discuter du bilan régional et à identifier des priorités d'intervention pour leur territoire.

Le *Plan d'action et de réhabilitation écologique (PARE)* est élaboré par le Comité ZIP en concertation avec les intervenants du milieu. Le PARE sert à déterminer les mesures à prendre, en fonction des priorités identifiées lors de la consultation.

La *mise en oeuvre du PARE* favorise l'implication communautaire pour la réalisation de projets concrets entre autres par les Comités ZIP. Un appui technique et scientifique gouvernemental est fourni aux Comités ZIP relativement aux projets. La coordination entre les différents intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux est assurée lors de la mise en oeuvre du PARE.



Réussite basée sur le partenariat

Stratégies Saint-Laurent fournit un appui aux Comités ZIP et coordonne leur création. Il assure le respect du principe de représentativité des différents secteurs de la société. Les Comités ZIP sont membres majoritaires de SSL et sont largement représentatifs des groupes environnementaux, des groupes socio-économiques et socio-communautaires, des municipalités, des industries et des citoyens de chaque secteur d'étude; ils représentent la pierre angulaire pour la mise en oeuvre du programme.

Les ministères fédéraux et provinciaux impliqués collaborent étroitement avec SSL et les Comités ZIP aux différentes étapes du programme.

Ce sont, du côté fédéral :

- Agriculture et Agroalimentaire Canada;
 - Développement économique Canada;
 - Environnement Canada;
 - Patrimoine canadien;
- Pêches et Océans Canada;

-
- Transports Canada;
- Travaux publics et Services gouvernementaux Canada;
- Santé Canada.

Du côté provincial :

- Agriculture, Pêcheries et Alimentation;
- Environnement;
- Faune et Parcs;
- Santé et Services sociaux;
- Transports.

Le comité de concertation Implication communautaire est coprésidé par un représentant de chacun des deux gouvernements et de SSL afin de travailler conjointement à la mise en oeuvre du domaine d'intervention Implication communautaire.

Qui sont ces partenaires ?

Nous vous invitons à communiquer directement avec Stratégies Saint-Laurent, le comité ZIP de votre région ou les gouvernements fédéral et provincial.

Stratégies Saint-Laurent est un organisme sans but lucratif, incorporé depuis septembre 1994, dont le conseil d'administration est composé en majorité, soit 60 p. 100 de représentants de comités ZIP ; en plus, quatre des onze groupes environnementaux à l'origine de SSL continuent à y siéger, soit l'Union québécoise pour la conservation de la nature, la Société pour vaincre la pollution, le Conseil régional de l'environnement du Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Corporation pour l'amélioration et la protection de l'environnement de Baie-Comeau.



Les personnes responsables sont :

Président : **M. Marc Hudon**
Coordonnateur : **M. Guy Laroche**
1085, avenue de Salaberry
Suite 311
Québec (Québec) G1R 2V7
Téléphone : (418) 648-8079
Télécopieur : (418) 648-0991
C. élec. : ssl@cllc.net
Site internet : <http://www.strategiessl.qc.ca>

Le Comité de concertation des **partenaires gouvernementaux** du programme ZIP est coprésidé par Environnement Canada, Environnement Québec et Stratégies Saint-Laurent.

Chronique ZIP

Chronique
Les comités ZIP
au cœur de l'action

Le bulletin *Le Fleuve* consacre une chronique aux comités ZIP dans chacune de ses parutions mensuelles. Entre 1993 et 2001, le programme *Zone d'intervention prioritaire* (ZIP) a mené à la création de quatorze comités ZIP, qui consistent en des organismes de concertation régionale couvrant autant de tronçons situés le long du Saint-Laurent ou de la rivière Saguenay. Au cours de la phase III du Plan d'action Saint-Laurent Vision 2000, la priorité sera accordée à la mise en œuvre des plans d'action et de réhabilitation écologique (PARE) établis par chacune des communautés riveraines. En outre, un nouveau comité ZIP devrait bientôt être constitué.



Canada

Information mise à jour le : 2003-05-27
URL de cette page : http://www.slv2000.qc.ca/zip/accueil_f.htm
© 2004 Saint-Laurent Vision 2000. Tous droits réservés.

Avis important

Québec

